

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 382 - AVRIL 2026

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 382

Viandes bovines

Gros bovins

France

- Le repli des exports accroît le disponible consommable
- Des abattages toujours faibles mi-avril

Jeunes bovins

Europe

- Baisse saisonnière des cours prononcée en Allemagne

Femelles

Europe

- Peu de vaches de réforme sur le marché européen

Maigre

- Recul des exports, prix toujours élevés

Veaux de boucherie

- Cours en baisse malgré une offre raréfiée

Veaux laitiers

- Stabilisation des cours

Lait de vache

Collecte laitière

- Niveau toujours élevé de la production laitière mondiale
- L'embellie laitière face à un contexte moins porteur
- Le rebond de la collecte de lait bio compromis par des aléas printaniers

Marché des produits laitiers

- Les cours des commodités se sont redressés

Viande ovine

France

- Un approvisionnement en agneaux français limité pour Pâques

UE et monde

- Contre-coup pour la filière espagnole

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- L'ultra-frais continue sa progression

Retour de la volatilité sur les marchés des matières premières

Offre en baisse, demande sous pression

Dernière révision le 23 avril 2026

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Le repli des exports accroît le disponible consommable

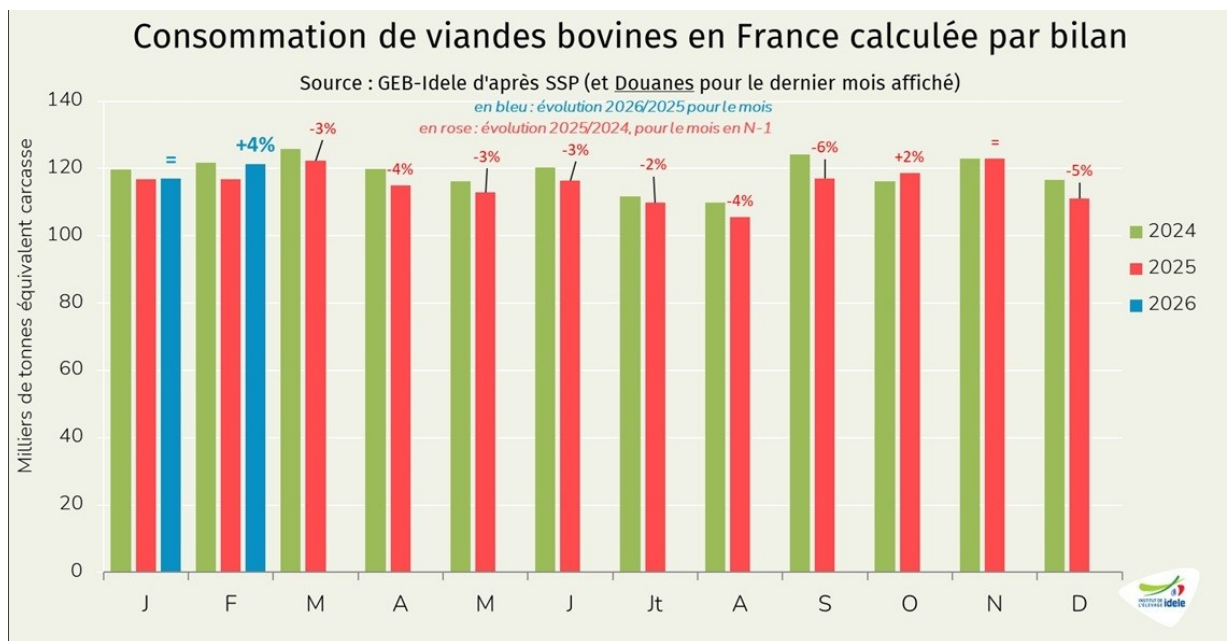
Dernière révision le 22 avril 2026

Le disponible consommable sur le territoire français a progressé sur les deux premiers mois de l'année, du fait des abattages en léger progrès sur la période et des exports en retrait. L'inflation est repartie à la hausse en mars du fait du conflit au Moyen Orient.

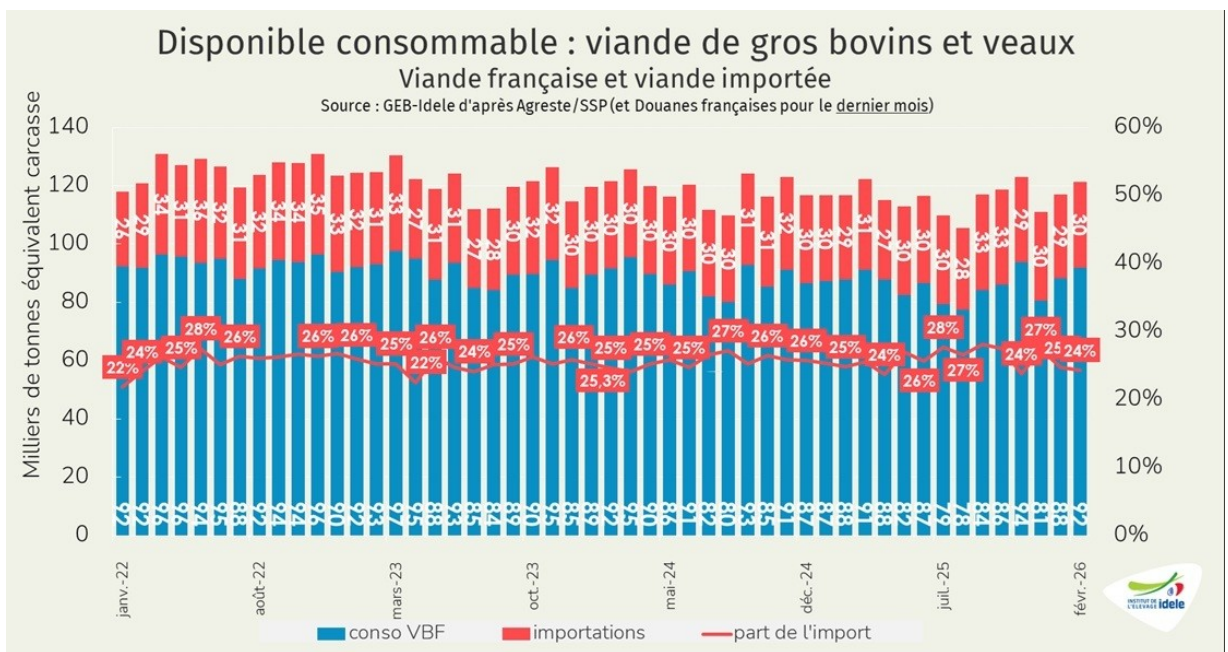
Le disponible consommable progresse en France

Le disponible consommable de viande bovine et de veau a progressé de 2% comparé à 2025 sur les deux premiers mois de l'année, à 238 000 téc. La production était en légère progression de 0,7% sur un an, en CVJA (corrigées des variations inter journalières annuelles selon Agreste). Elle a augmenté en femelles laitières, en jeunes bovins viande et en bœufs. A cela s'ajoute le recul des exportations de viande bovine (-9% en janvier-février 2026 /2025) maintenant davantage de viande sur le marché national.

Attention, ce calcul ne tient pas compte des éventuelles variations de stocks qui peuvent influencer sur les volumes d'un mois sur l'autre ou sur de plus longues périodes.



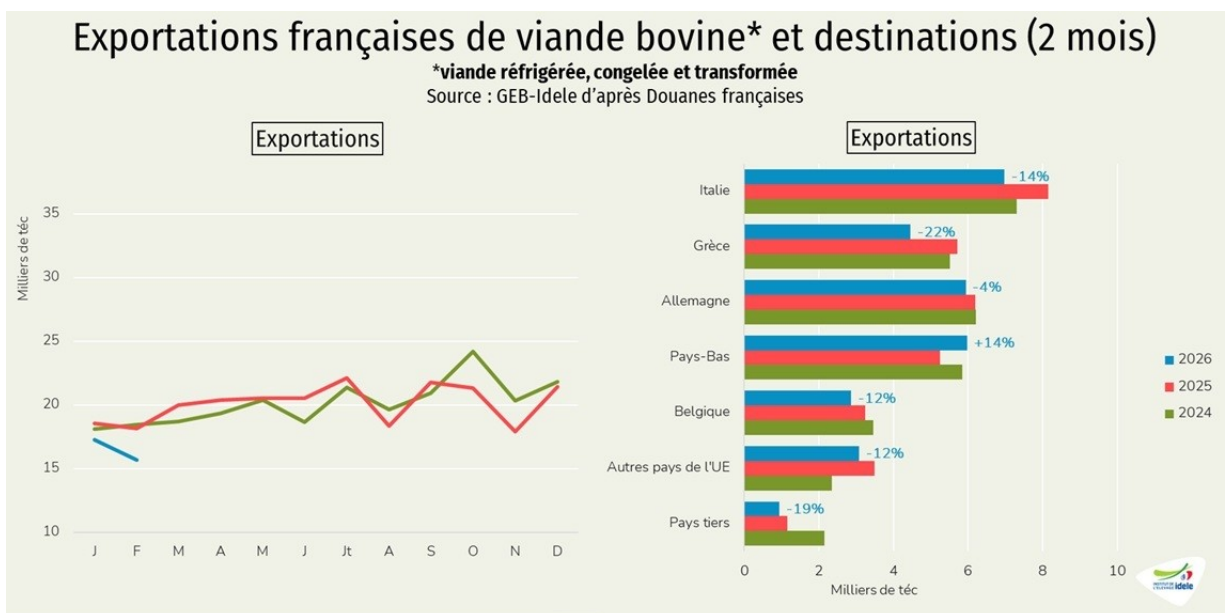
Le recul des exportations et la bonne tenue des abattages a réduit la part d'import dans la consommation du mois de février, à 24% contre 26% un an plus tôt. Sur les deux premiers mois de l'année, la part d'import reste stable par rapport à la même période l'an passé, à 75%.



Depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par la nouvelle organisation des opérateurs. Plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas, afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

Revers pour les exports de viande bovine

L'année 2026 a démarré avec des exports peu dynamiques. En janvier, les exportations de viande bovine reculaient de 7% /2025. **En février, ce recul s'est accentué, avec 16 000 téc de viande bovine expédiée, soit un recul de 14%** sur un an (-4 000 téc sur janv.-fév. comparé à 2025). La viande de jeune bovin français est moins bien positionnée à l'export depuis quelques mois, comparée à d'autres origines européennes ce qui a freiné les envois. Sur la période août 2025-février 2026, nos exportations ont reculé en moyenne de 7%, soit -10 000 téc en sept mois.



Les exportations françaises de viande bovine ont reculé sur les deux premiers mois de l'année, vers presque toutes nos destinations :

- **vers l'Italie (-14% /2025, -1 200 téc)** à 7 000 téc, alors que le début d'année 2025 avait été dynamique, du fait des prix français alors attractifs et du manque de viande dans la Botte italienne.
- **vers l'Allemagne (-4% /2025)** à 6 000 téc,
- **vers la Grèce (-22% /2025)** à 4 500 téc, touchée par une inflation de 26% en moyenne sur la viande bovine en janvier-février 2026 /2025, contre 3% d'inflation générale dans le pays,
- **vers la Belgique (-12% /2025)** à 3 000 téc,
- **vers les autres pays de l'UE (-12% /2025)** à 3 000 téc,
- **vers les pays tiers (-19% /2025)** à 1 000 téc, essentiellement vers le Royaume-Uni et la Suisse.

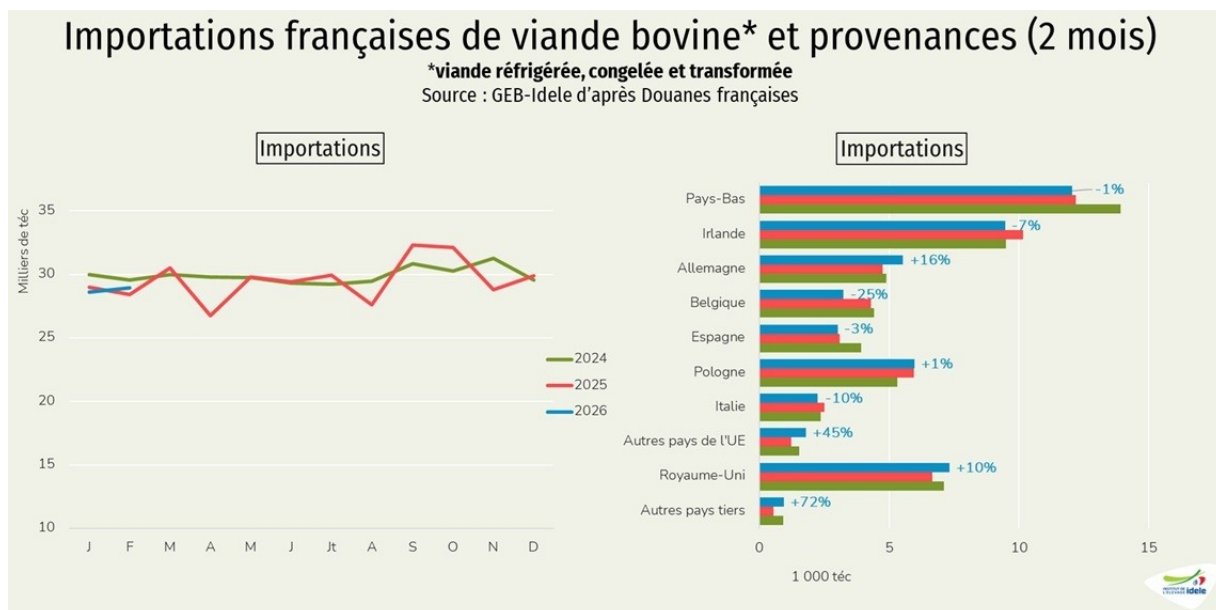
Nos envois de viande bovine ont cependant progressé de 14% vers **les Pays-Bas (+700 téc)** sur les deux premiers mois de l'année, à 6 000 téc, en rapport avec la hausse de nos imports depuis le Royaume-Uni (+700 téc), imports dont une part est réexpédiée vers les Pays-Bas.

En effet, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la

mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France, avant réexportation ensuite vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

Les importations de viande se maintiennent

De leur côté, les volumes de viandes bovines importés se sont maintenus en janvier-février, à 57 500 téc (= /2025). L'écart de prix retrouvé entre les vaches françaises et leurs homologues européennes ont soutenu les flux d'import malgré la demande intérieure limitée. Les moindres disponibilités en Irlande ont été compensées par une hausse ponctuelle des disponibilités en Allemagne, via un rebond des abattages de vaches outre-Rhin en février. La France se tourne également vers les pays tiers et des fournisseurs inhabituels en UE, tels l'Autriche (+33% à 400 téc) ou la Roumanie (x 2,1 /2025) à 160 téc.



Nos importations ont donc progressé en janvier-février, comparées à 2025, depuis les pays suivants :

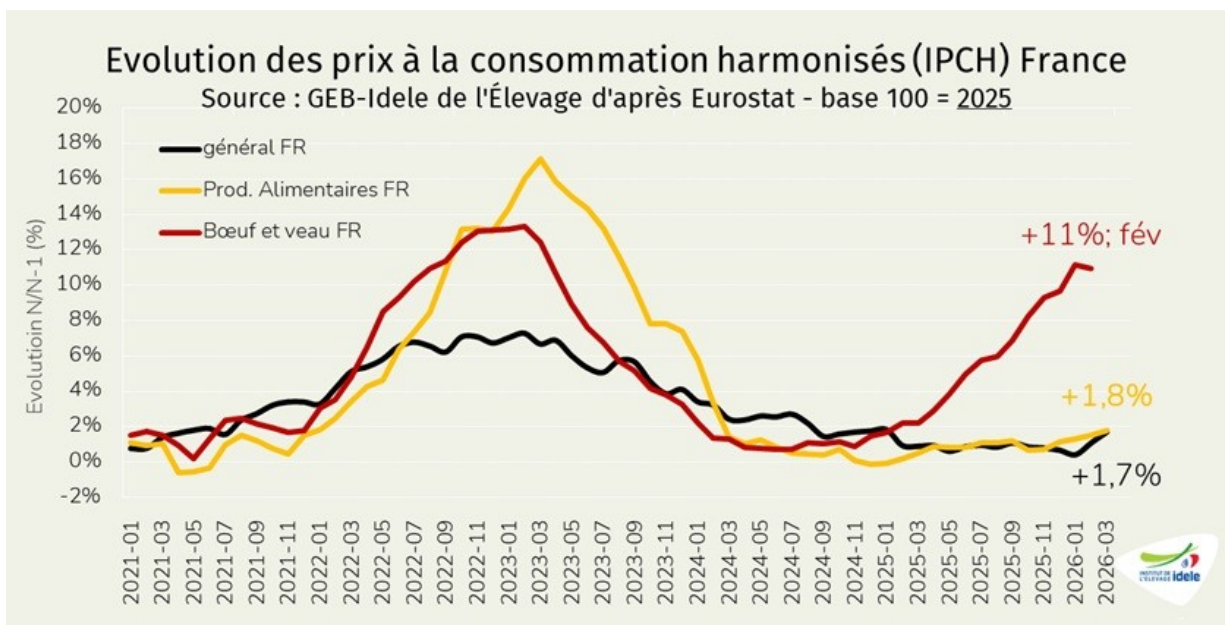
- **l'Allemagne (+16% /2025** ou +800 téc) à 5 500 téc, la viande de réforme allemande, plus largement disponible en février, étant attirée sur le marché français par le différentiel de prix favorable,
- **la Pologne, hausse modeste de 1% /2025**, à 6 000 téc, les abattages ayant reculé de 15% en janvier,
- **le Royaume-Uni (+10% /2025**, +700 téc) à 7 000 téc, le volume supplémentaire par rapport à 2025 étant réexpédié vers les Pays-Bas,
- **et depuis d'autres pays tiers (+72% /2025**, +400 téc), à 900 téc, principalement de l'Uruguay (450 téc, x 2,7 /2025) et du Brésil (400 téc, +50%).

Mais nos importations ont reculé depuis tous les autres États membres :

- **-1% /2025 depuis les Pays-Bas**, notre principal fournisseur, à 12 000 téc, une baisse très modeste comparée au recul de de la production néerlandaise de viande de veau (-17% /2025 en janvier 2026),
- **-7% /2025 depuis l'Irlande**, à 9 000 téc, en lien avec la chute drastique des abattages de vaches sur l'île (-23% d'après l'indicateur du ministère de l'Agriculture irlandais sur la période),
- **-10% depuis l'Italie**, à 2 000 téc,
- **-3% depuis l'Espagne**, à 3 000 téc,
- **-25% depuis la Belgique**, à 3 000 téc.

Reprise de l'inflation en mars du fait de la guerre en Moyen Orient

En mars selon l'INSEE, l'inflation générale était de 1,7% sur un an (contre 0,9% un mois plus tôt). Cette accélération s'explique par la guerre au Moyen Orient qui a entraîné un bond du prix de l'énergie (+7,4% en un an, contre -2,9% un mois plus tôt). L'indice de prix des produits manufacturés recule de 0,6% contre 0,2% de baisse un mois plus tôt. L'alimentaire a ralenti son rythme de hausse, à 1,8% sur un an contre 2,0% le mois précédent. L'alimentaire frais progressait de 1,4% sur un an, l'ensemble des viandes de 3,6%, contre 3,4% un mois plus tôt. **En février (dernière donnée disponible) le prix du bœuf et du veau progressait de 11% sur un an**, comme le mois précédent. La hausse générale de l'inflation devrait se poursuivre dans les semaines ou mois à venir, du fait du conflit et de son impact sur les prix de l'énergie.



Viandes bovines » Gros bovins » France » Des abattages toujours faibles mi-avril

Dernière révision le 22 avril 2026

Mi-avril, les abattages étaient en retrait après un début d'année plus dynamique. Les cours des meilleures vaches restent soutenus, mais ceux des vaches laitières et des jeunes bovins ont perdu quelques centimes.

Des abattages toujours en recul

D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, **les abattages de gros bovins des semaines 12 à 15 étaient en recul de 8% en têtes** d'un an sur l'autre. La période comptant un jour ouvré de moins cette année (lundi de Pâques), en ramenant au même nombre de jours ouvrés, la baisse sur la période est de 3%. La baisse des abattages était moindre en tonnage (-6% /2025) qu'en têtes brutes (-8%), car le prix élevé entrée abattoir et le prix de l'aliment en baisse encouragent à alourdir les animaux. Cette tendance à la baisse des abattages pourrait se poursuivre avec l'arrivée du printemps et la mise à l'herbe progressive.

Dans le détail, les abattages de femelles reculaient entre les semaines 12 et 15 :

- -12% /2025 en têtes en vaches allaitantes (-7% corrigé du nombre de jours ouvrés) et -10% en tonnage brut.
- -9% /2025 en génisses de type viande (-4% corrigé) et -7% en tonnage brut.
- Contrairement au mois précédent, les abattages de vaches laitières reculaient aussi, de 9% en têtes sur un an (-4% corrigé), et de 7% en tonnage brut.

Toutes les catégories mâles étaient en progrès dans les abattages, une fois corrigé le nombre de jours ouvrés :

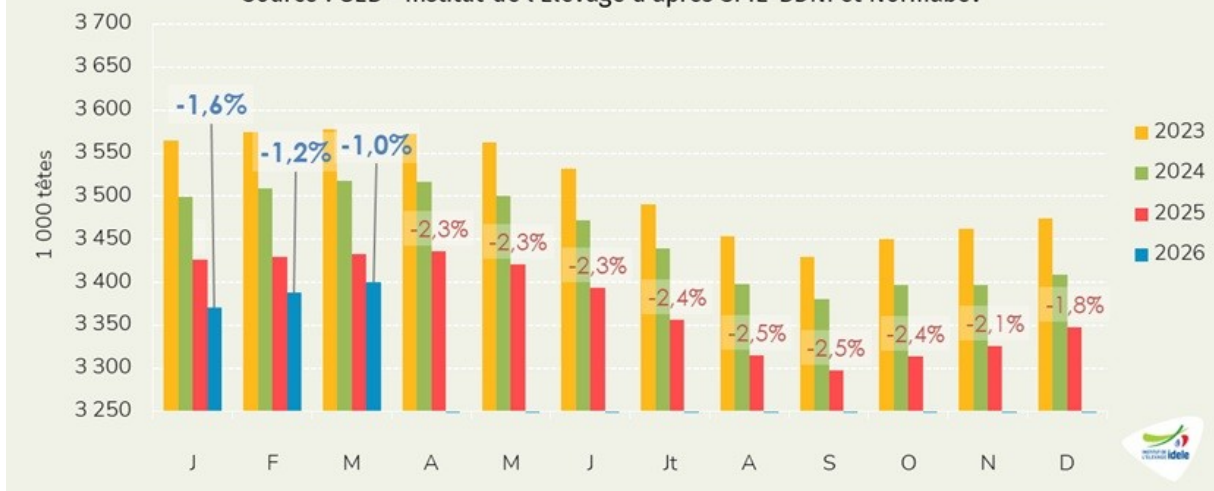
- Les jeunes bovins de type viande affichaient un repli de 4% en têtes (+1% en corrigé) et un recul de 2% en tonnage brut.
- Les jeunes bovins de types lait reculaient moins que d'habitude (-2% en têtes, corrigé à +4%, et stable en tonnage brut).
- Les sorties de bœufs toutes races confondues étaient équivalentes à l'an passé (+6% en têtes corrigé) et +2% en tonnage brut.

La décapitalisation du cheptel allaitant ralentit encore

La baisse conséquente des abattages vaches de type viande participe au ralentissement de la décapitalisation en France. On assiste depuis l'automne à une réduction de l'écart entre les effectifs de vaches allaitantes de l'année en cours et ceux de l'année passée. Les éleveurs ont conservé davantage de femelles afin d'assurer un nombre de vêlages suffisant, malgré les aléas sanitaires. La hausse des prix des bovins depuis plus d'un an incite aussi les éleveurs à conserver leur potentiel de production.

Vaches allaitantes présentes au 1^{er} du mois en France

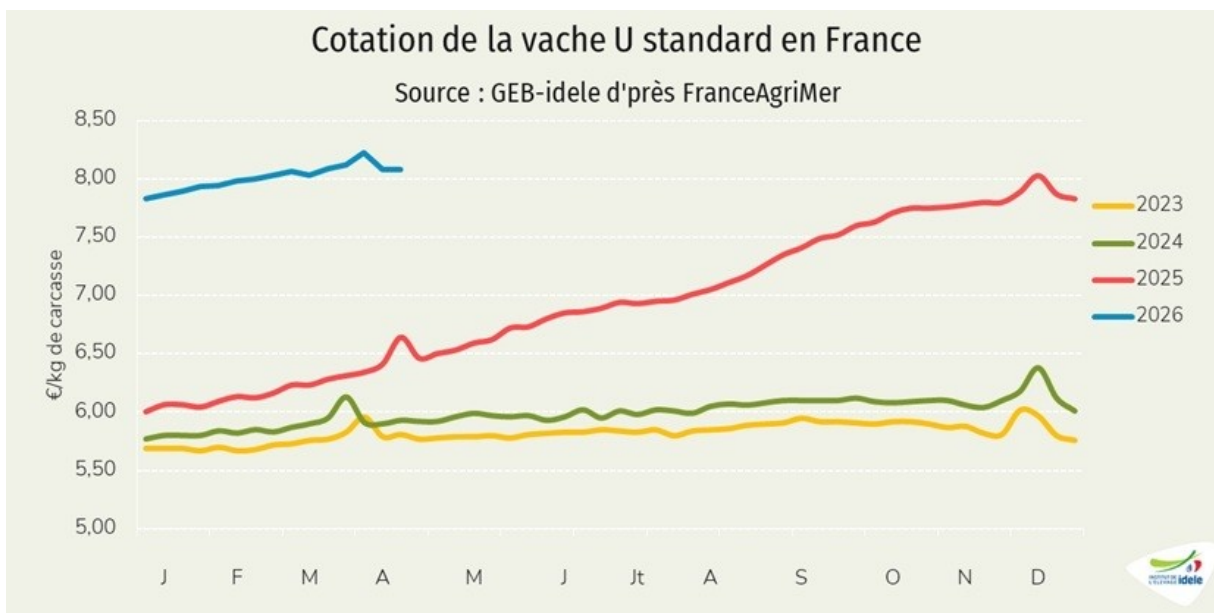
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI et Normabev



Au 1^{er} février, la ferme France comptait 3,400 millions de vaches allaitantes, soit -1,0% /2025. Le rythme annuel de baisse a donc été divisé par plus de 2 en un an (-2,4% de recul en mars 2025). **Le recul du cheptel laitier, lui, se poursuit** avec 3,179 millions de têtes présentes au 1^{er} mars (-2,6% /mars 2025).

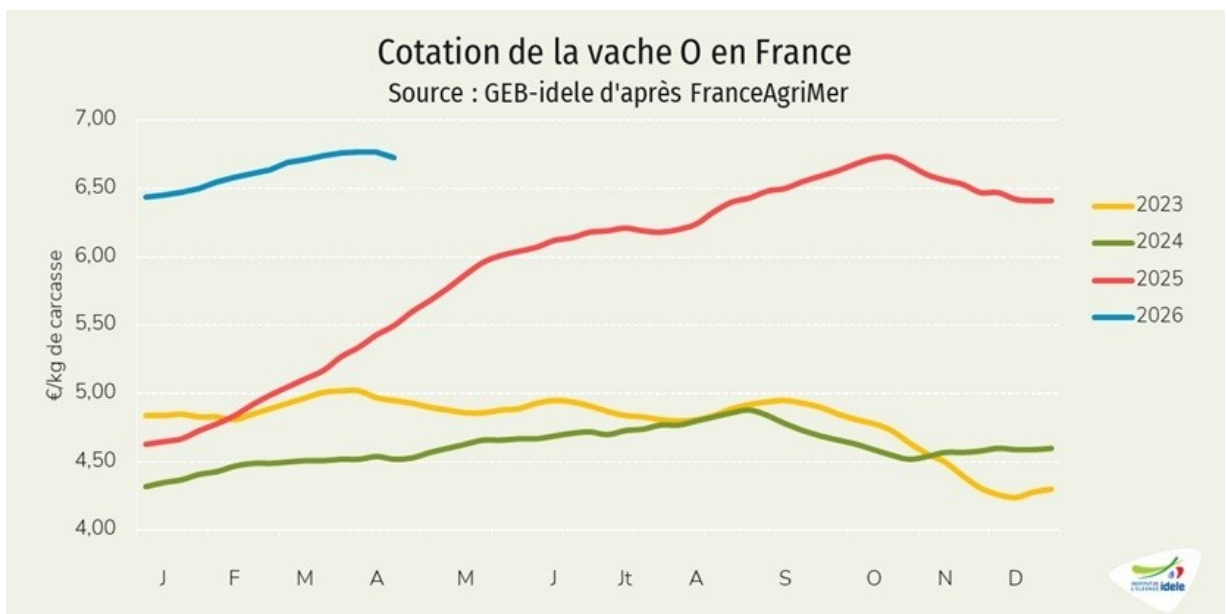
Les cotations des vaches de type viande restent fermes

Les cours restent globalement fermes, répondant à la **l'offre restreinte**, avec un cheptel en recul et de la rétention en élevage stimulée par la hausse des revenus et la situation sanitaire. En type viande, **la cotation de la vache U standard** a progressé de 13 centimes entre les semaines 11 et 13 (une semaine avant Pâques) puis est retourné à son niveau de la semaine 11, soit à **8,08 €/kg carcasse en semaines 14 et 15**, (+22% /2025 et +25 centimes depuis le début de l'année).



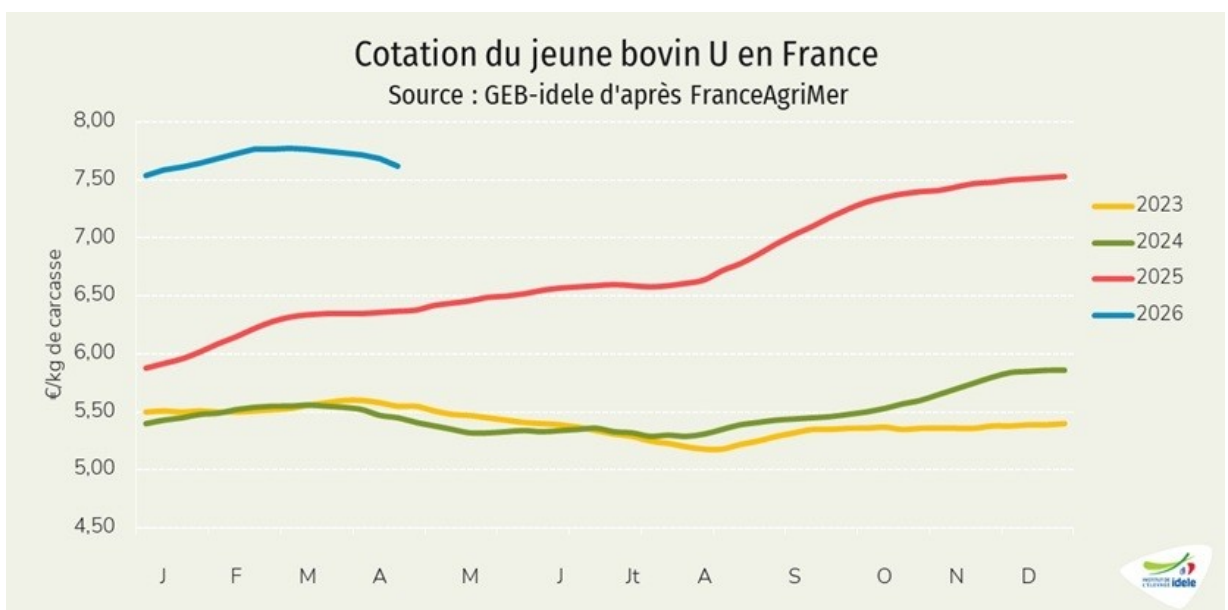
Le cours des vaches de conformation intermédiaire ne progresse plus depuis quelques semaines. **Ainsi, le prix de la vache R s'est effrité de cinq centimes en quatre semaines, à 7,64 €/kgéc** (+26% /2025 et encore +18 centimes depuis le début de l'année).

Concernant les vaches laitières, malgré le recul des abattages sur la dernière période, les prix se sont légèrement tassés récemment. La hausse du prix du bœuf et de l'énergie restreint le pouvoir d'achat des familles, consommatrices notamment de steaks hachés issus de réformes. **En semaine 15, la vache O cotait 6,73 €/kg de carcasse** (+22% /2025 et -1 ct en quatre semaines). **La vache P cotait 6,47 €/kg de carcasse** (+21% /2025, égale à son cours d'il y a quatre semaines).



Les cours des jeunes bovins s'érodent

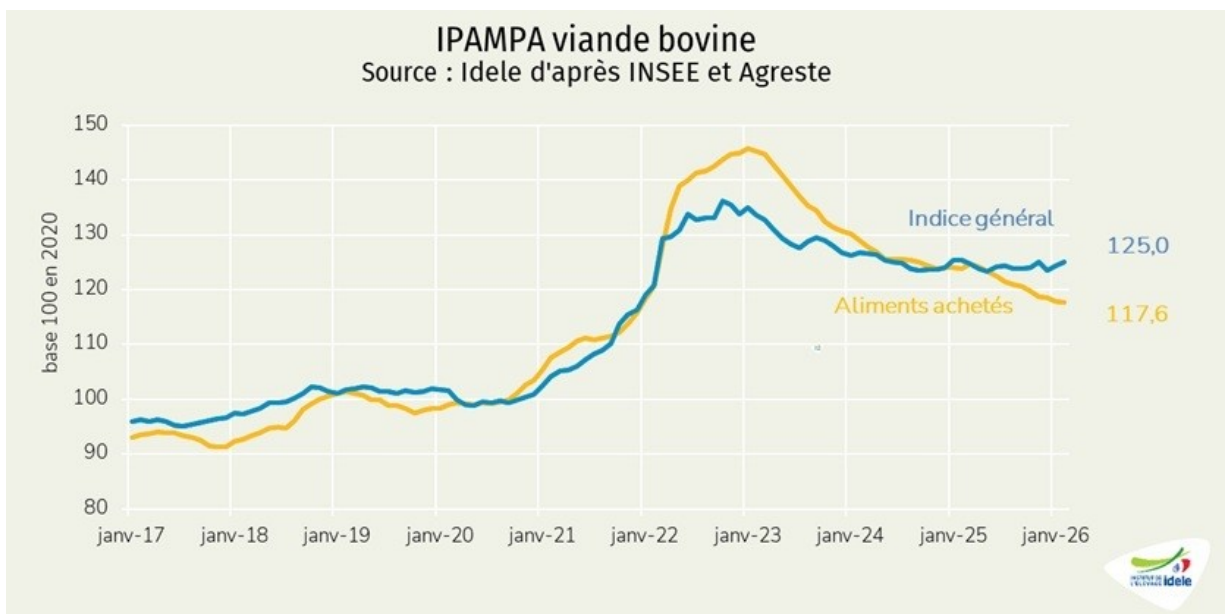
Les cotations des jeunes bovins finis les mieux conformés se sont érodés ces quatre dernières semaines. Cette baisse est habituelle en cette saison où l'offre est un peu plus importante en Europe alors que la demande diminue après la saison hivernale. Les prix en Allemagne et en Italie ont également perdu quelques centimes. Par ailleurs les exportations françaises étaient en recul en début de l'année (voir article sur la consommation et le commerce extérieur), signe que la demande européenne plafonne en réponse à la hausse des prix.



La cotation du jeune bovin U a perdu quinze centimes depuis son pic de la mi-février, à 7,62 €/kg de carcasse en semaine 15 (à tout de même +20% /2025). Celle du jeune bovin R a perdu 13 centimes depuis ce pic, à 7,44 €/kg (+20% /2025). A l'inverse, celle du jeune bovin O, meilleur marché, s'est maintenu sur quatre semaines, à 6,99 €/kg en semaine 15 (+27% /2025).

L'IPAMPA viande bovine encore stable en février

L'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) a peu évolué depuis 2025. En février (dernier mois disponible), il était à l'indice 125,0 (-0,3% /février 2025). Les baisses du prix de l'aliment (-5,0% en un an) et de l'énergie (-6,8%) étaient partiellement compensées par la hausse du prix des engrais (+7,5%). Mais le conflit au Moyen-Orient, déclenché le 28 février, fait flamber depuis le prix de l'énergie et des engrais (voir notre zoom sur les matières premières). Son impact ne sera visible sur l'IPAMPA que le mois prochain, lors de la publication de l'indice de mars 2026.



À noter, l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2025.

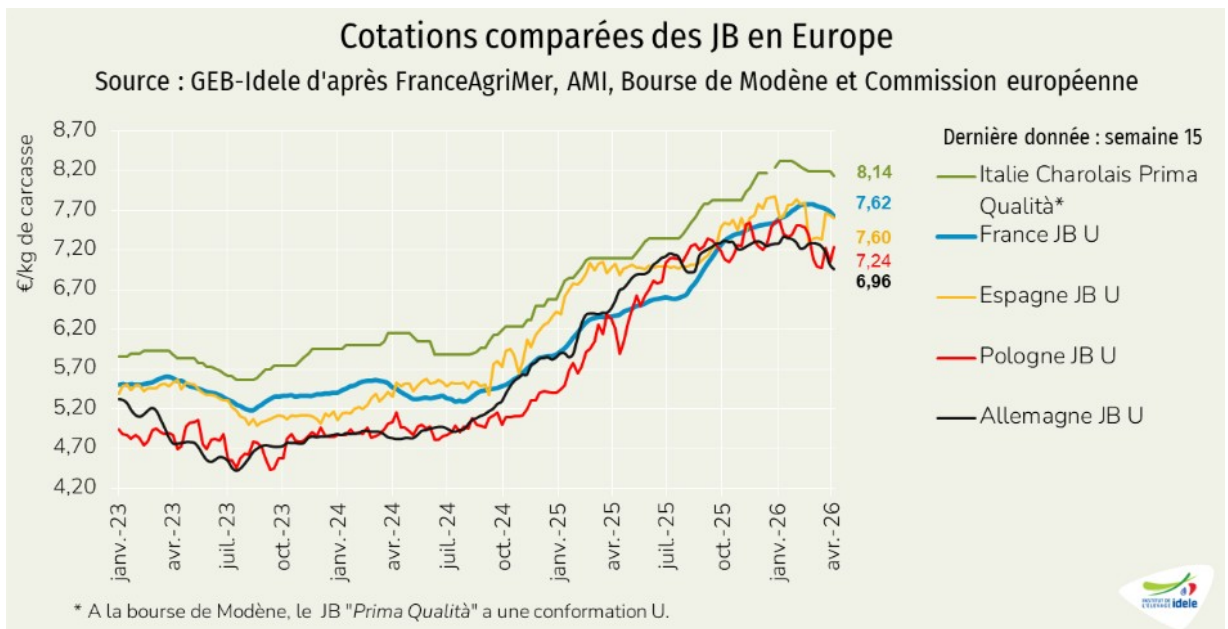
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Baisse saisonnière des cours prononcée en Allemagne

Dernière révision le 22 avril 2026

Avec une reprise des sorties en ce début d'année et le ralentissement de la demande face aux prix élevés à la consommation, les cours des JB allemands sont sous pression. Les prix se maintiennent mieux en Italie. En Espagne et en Pologne, ils ont réagi au conflit au Moyen Orient avant de se rétablir.

Les jeunes bovins européens ont perdu quelques centimes

Après une hausse continue en 2025, les cours des jeunes bovins ont amorcé leur baisse saisonnière.



En semaine 15 :

- Le **Charolais italien Prima Qualité** (correspondant à une conformation U) a perdu 3 centimes, à 8,14 €/kg de carcasse (+15% /2025), restant très au-dessus des autres origines.
- Le **jeune bovin U allemand** cotait 6,96 €/kg de carcasse (+4% /2025), après une forte baisse de 32 cts en quatre semaines.

L'Espagne et la Pologne, exportateurs importants de viande de taurillon vers les pays tiers, ont subi le contexte international ces dernières semaines, avec une forte baisse des cours en mars suivie d'une reprise nette. Dans le détail :

- Le **jeune bovin U espagnol** était une nette hausse de 30 cts sur 4 semaines, après une dégringolade le mois précédent (-48 cts entre la semaine 6 et la semaine 10), se stabilisant à 7,60 €/kg de carcasse

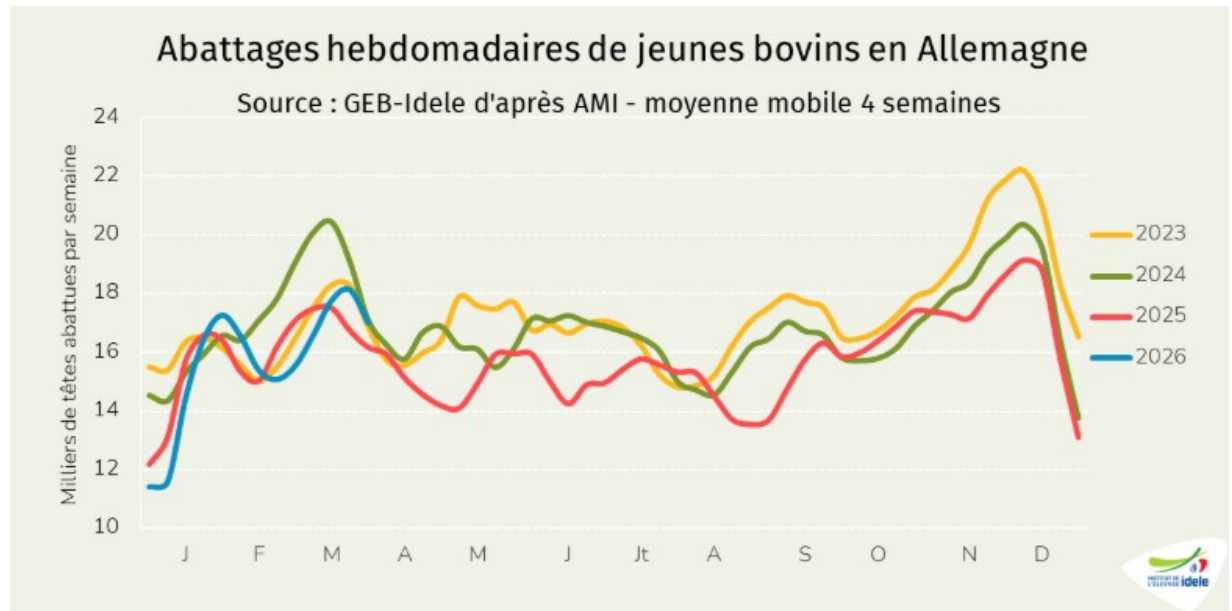
(+10% /2025),

- Le **jeune bovin U polonais** remontait à 7,24 €/kg carcasse, après une baisse de 40 centimes entre la semaine 9 et la semaine 11, suivie d'une

Les abattages allemands plus importants que l'an dernier

En **Allemagne**, les sorties de jeunes bovins étaient en croissance en mois de mars.

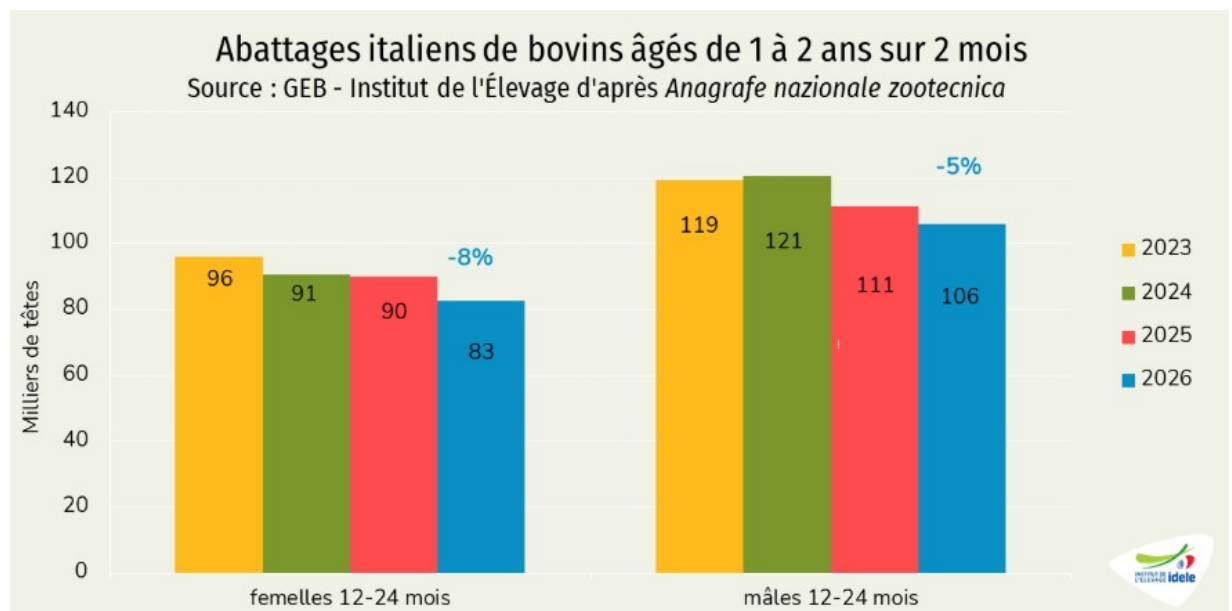
Début 2026, les sorties de taurillons commencent à rattraper leur retard sur 2025, ce qui contribue à détendre le marché.



Sur les semaines 11 à 14, le nombre de jeunes bovins abattus en Allemagne était en hausse de 5% par rapport à 2025 d'après l'indicateur AMI.

Italie : recul des abattages à cause de la baisse de disponibilité

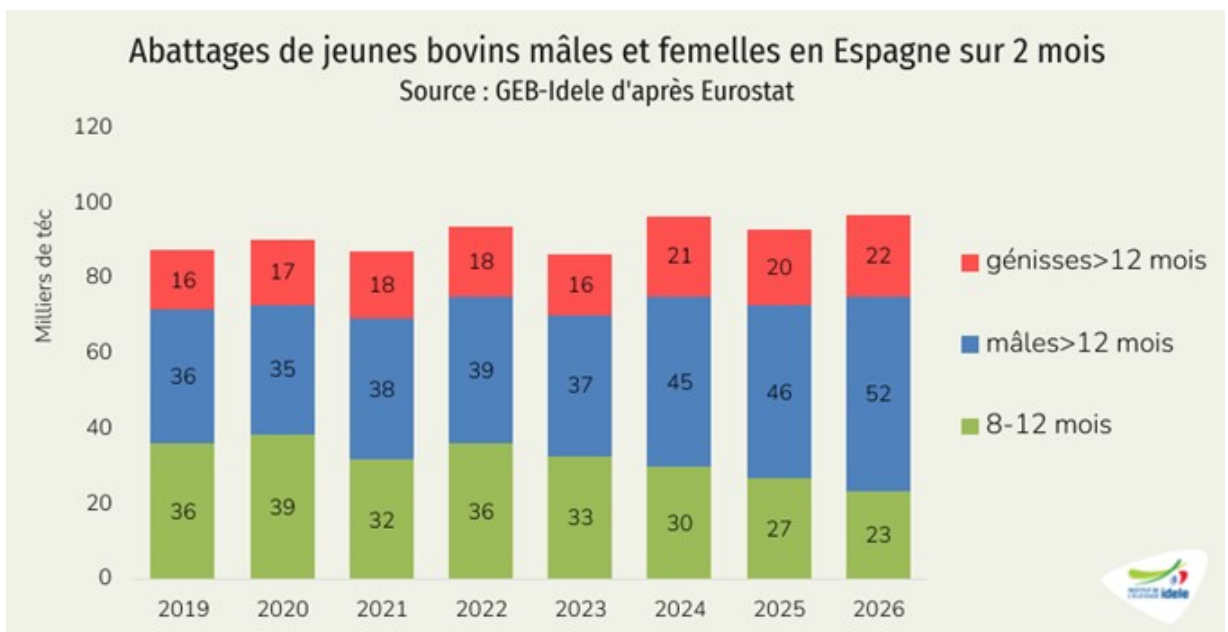
La baisse des envois de broutards depuis plusieurs mois a considérablement réduit les mises en place en Italie, limitant d'autant les abattages.



En cumulé sur les deux premiers mois de 2026, 106 000 mâles (-5% /2025) et 83 000 femelles (-8% /2025) ont été abattus.

L'Espagne abat de plus et plus lourd

En Espagne, les **abattages de mâles de plus d'un an** passaient la barre des 52 000 téc en cumulé sur les deux premiers mois de l'année, soit 6 000 téc de plus qu'en 2025. La hausse de la production était tirée par une hausse des effectifs abattus, à 149 000 têtes sur deux mois (+14 000 têtes /2025) et par l'alourdissement des carcasses (349 kg sur deux mois en 2026, contre 344 kg en 2025).



À l'inverse, les **abattages de bovins âgés de 8 à 12 mois** ont connu un recul en nombre et en volume sur deux mois, atteignant 23 000 téc (-4 000 téc /2025) pour 97 000 têtes (-16 000 têtes /2025). La hausse du prix des bovins maigres et le prix modéré de l'aliment incite en effet à garder plus longtemps les animaux pour les alourdir.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Peu de vaches de réforme sur le marché européen

Dernière révision le 22 avril 2026

En raison des cheptels réduits, les abattages de vaches de réforme restent très modérés dans l'ensemble de l'UE malgré le retournement de la conjoncture laitière. Les prix se maintiennent en Allemagne mais ont baissé en Irlande.

-5% pour les volumes abattus en janvier

En janvier 2026, **les abattages de vaches dans l'ensemble de l'UE ont enregistré une baisse de 5% par rapport à 2025**, tombant à 174 000 téc d'après Eurostat. Ceci fait suite à une chute équivalente sur l'ensemble de l'année 2025 où les abattages de vaches n'ont totalisé que 1,915 million de téc (-5% /2024).

Ainsi, la baisse du prix du lait, plus forte dans les autres États membres qu'en France, n'a pas conduit à un afflux de réformes. Il faut dire que **le cheptel total de vaches s'est significativement réduit récemment** en Union européenne, perdant 1,2 millions de têtes entre décembre 2023 et décembre 2025 pour tomber à 29,1 millions de têtes. Sur 10 ans, la baisse atteint 3,3 millions de têtes soit plus de 10%. Pour plus de détail par État membre, voir notre article du mois dernier.

Raréfaction des réformes au printemps

Les mises à l'herbe du printemps conduisent tous les ans à une baisse saisonnière des abattages de vaches. Cette année, **les effectifs abattus sont encore plus faibles que les années précédentes**.

En **Irlande**, les données hebdomadaires du ministère de l'Agriculture indiquent de très faibles niveaux de réformes. Sur les semaines 11 à 14, les abattages de vaches étaient en repli de 15% par rapport au niveau de 2025.

Abattages hebdomadaires de vaches en Irlande

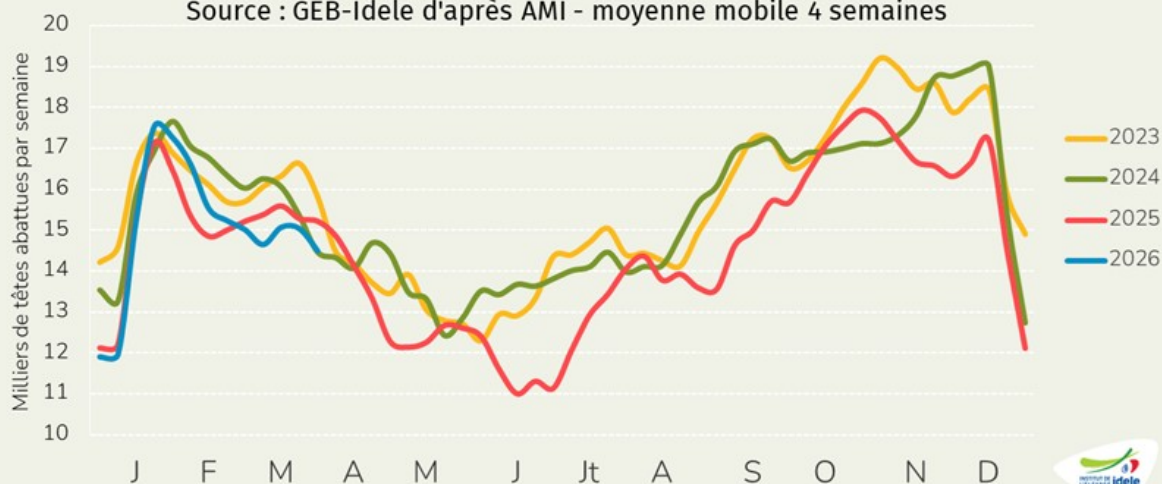
Source : GEB-Idele d'après ministère irlandais de l'Agriculture - Moyenne mobile 4 semaines



En **Allemagne**, après un pic en février, les réformes ont fortement diminué en mars et début avril. D'après l'indicateur hebdomadaire publié par AMI, les abattages de vaches sur les semaines 11 à 14 étaient en recul de 5% /2025.

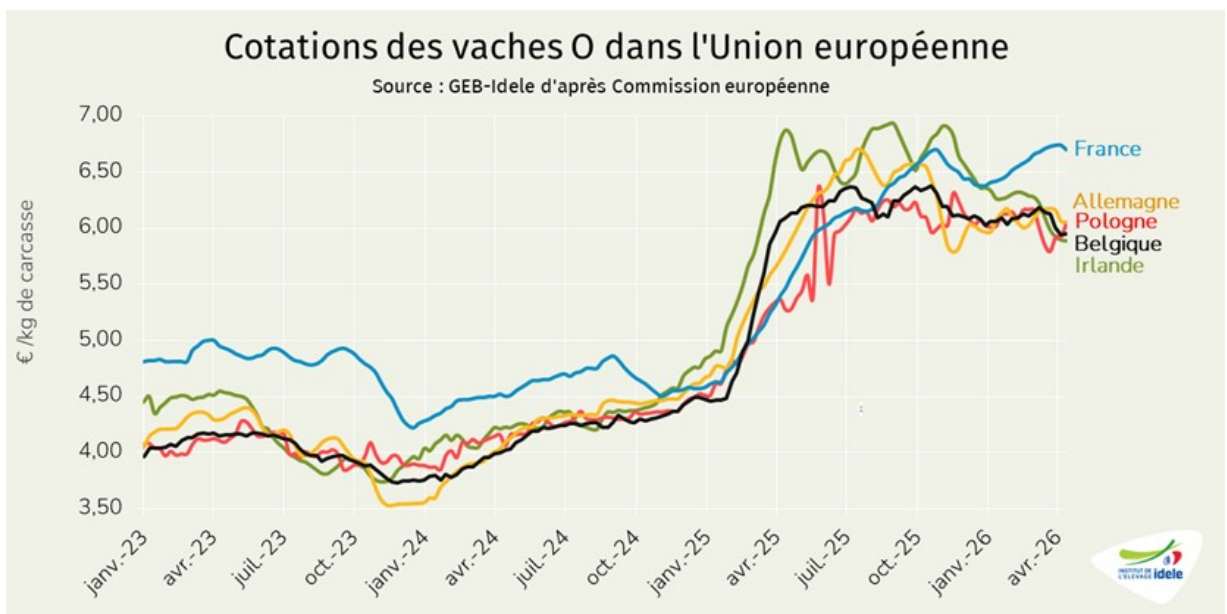
Abattages hebdomadaires de vaches en Allemagne

Source : GEB-Idele d'après AMI - moyenne mobile 4 semaines



Les prix français ont retrouvé leur traditionnel écart avec les prix européens

Depuis la baisse saisonnière des cours l'automne dernier, **l'écart de prix entre les vaches françaises et leurs homologues des autres États membres s'est rétabli**. Le marché européen a retrouvé la hiérarchie habituelle, qui s'était perdue lors de la phase de forte hausse des cours en 2025. La viande de vache est en effet mieux valorisée en France qu'ailleurs en Europe car elle y est traditionnellement consommée. Dans les autres pays, la consommation est centrée sur le jeune bovin, le bœuf ou la génisse, la viande de vache étant destinée uniquement à la transformation ou à l'export.



En semaine 15, la vache O française, à 6,73 €/kg de carcasse (+22% /2025), cotait 54 centimes de plus que la moyenne européenne. Les cotations des autres États membres se situaient dans un mouchoir de poche :

- 6,06 €/kg de carcasse pour la vache O allemande (+4% / 2025)
- 6,04 €/kg pour la vache O polonaise (+15%),
- 5,95 €/kg pour la vache O belge (-2%),
- 5,89 €/kg pour la vache O irlandaise (-14%).

C'est en Irlande que les prix ont baissé le plus, alors même que l'offre est en fort recul. Les observateurs de *Bord Bia* attribuent cette baisse au repli de la demande européenne pour la viande bovine irlandaise, concurrencée par la volaille et le porc, moins chers, mais également par les viandes bovines sud-américaines, dans un contexte de baisse de pouvoir d'achat lié à la flambée du prix de l'énergie.

Viandes bovines » Maigre »

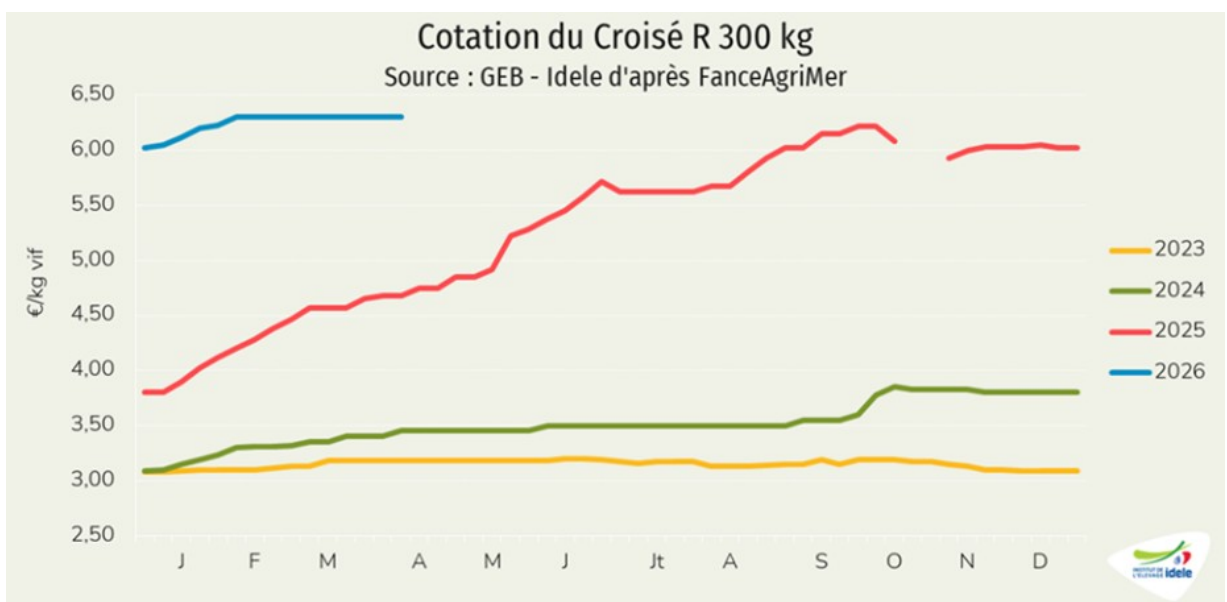
Recul des exports, prix toujours élevés

Dernière révision le 22 avril 2026

Février confirme la tendance décrite en janvier, les envois de broutards sont en fort recul en lien avec la baisse de l'offre ainsi que les restrictions toujours en vigueur depuis la zone vaccinale du Sud-Ouest. Les prix se maintiennent à haut niveau.

Stagnation des prix pour les limousins et les croisés

Au mois de mars, les prix des mâles charolais lourds poursuivaient leur croissance, tout comme les broutardes charolaises de 270 kg. Depuis, la plupart des cotations étaient stables.



En semaine 15 :

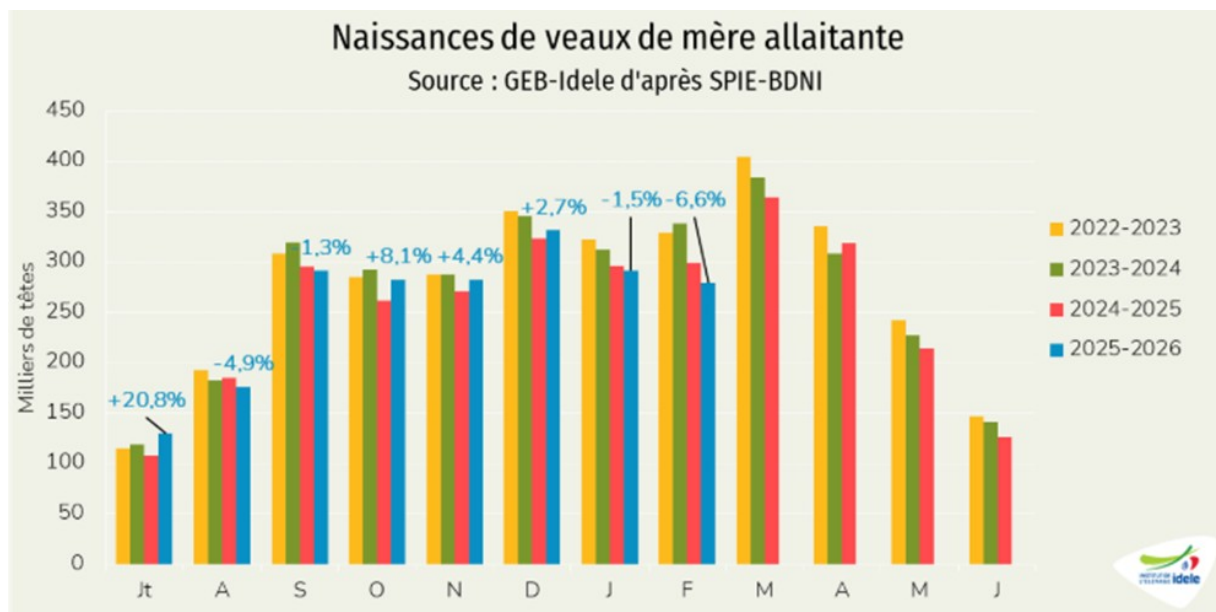
- Les Charolais U de 350 kg cotaient 6,25 €/kg vif (+1,09 €/2025), stables sur quatre semaines,
- Les Charolais U de 450 kg gagnaient 6 centimes en quatre semaines, atteignant 5,63 €/kg vif (+87 cts €/2025),

- Les **Limousins E de 350 kg** atteignaient à 6,15€/kg vif (+1,10 € /2025), +2 cts sur le mois de mars,
- La cotation des **Croisés R de 300 kg** est restée la même en quatre semaines, à 6,30 €/kg vif (+1,62 € /2025),
- La cotation des **Limousines E de 270 kg** restait inchangée en quatre semaines, à 5,80 €/kg vif (+1,15 € /2025).
- Les **Charolaises U de 270 kg** gagnaient 3 centimes sur un mois, à 5,53 €/kg vif (+1,03 € /2025).

Net recul des naissances en février 2026

Après une année 2025 en léger recul par rapport à une année 2024 très impactée, les naissances de veaux allaitants ont de nouveau connu une forte baisse début 2026.

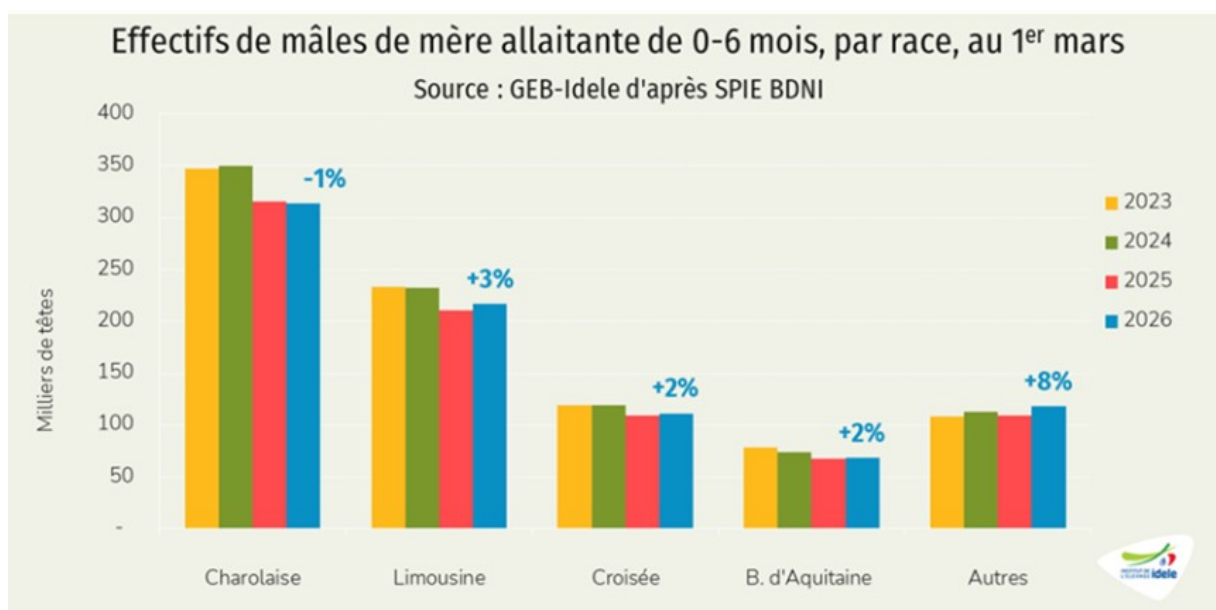
Le **cumul de campagne** (entre juillet 2025 – février 2026) **reste supérieur à la campagne précédente**. Les naissances allaitantes progressaient de 1,3%/2024-2025, avec 2 067 000 veaux, soit 27 000 têtes de plus, traduisant un rattrapage après une campagne 2024-2025 très en retrait du fait des maladies vectorielles. Le cumul de 2025-2026 restait ainsi en recul de 6% par rapport à la campagne 2023-2024.



En février, **280 000 veaux sont nés de mère allaitante**, en baisse de 6,6% par rapport à 2025.

Diminution des effectifs de Charolais

Les bonnes dynamiques de naissances observées au second semestre 2025 (par rapport à des naissances très basses à l'automne 2024) soutiennent la progression des effectifs de broutards de moins de 6 mois au 1er mars, en particulier chez les Limousins et les animaux croisés. En revanche, les effectifs de Charolais continuent de se réduire.



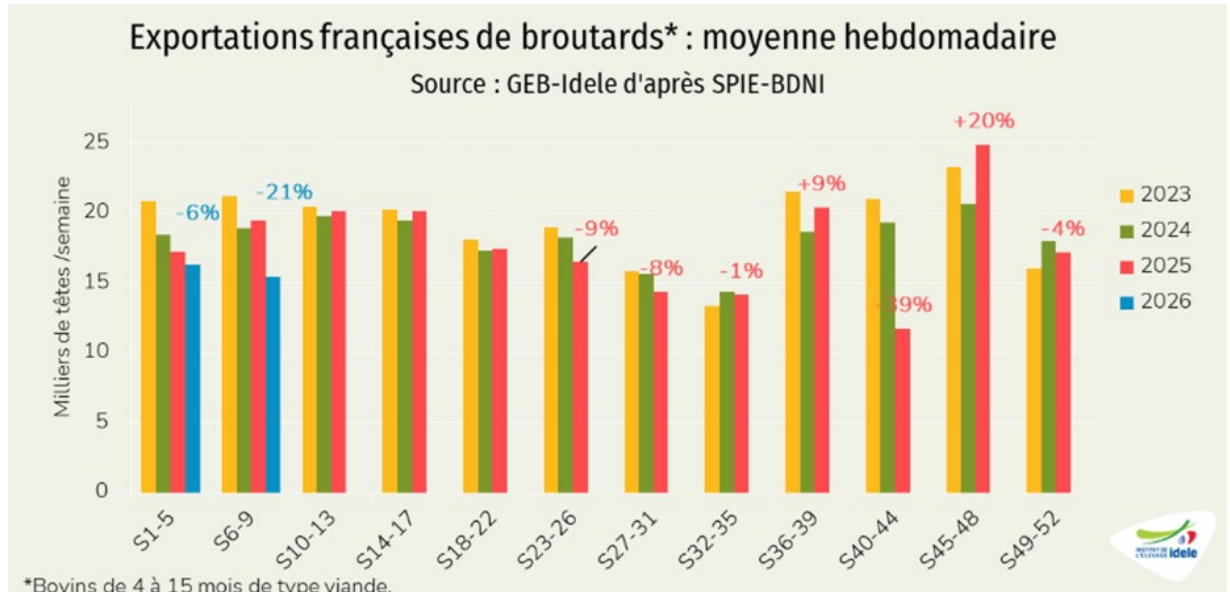
Au 1^{er} mars 2026, **828 000 mâles allaitants de moins de six mois** étaient présents dans les élevages, en hausse de 2% par rapport à 2025, mais toujours en dessous des niveaux des années précédentes (-7% /2025).

Les **effectifs de mâles allaitants âgés de six à douze mois** étaient en baisse, avec seulement 479 000 têtes (-1% /2025, -7% /2024), notamment à cause de la baisse des effectifs de broutards charolais (-6%/2025, soit

-17 000 têtes) dont les naissances ont été durement impactées par la crise sanitaire en 2025.

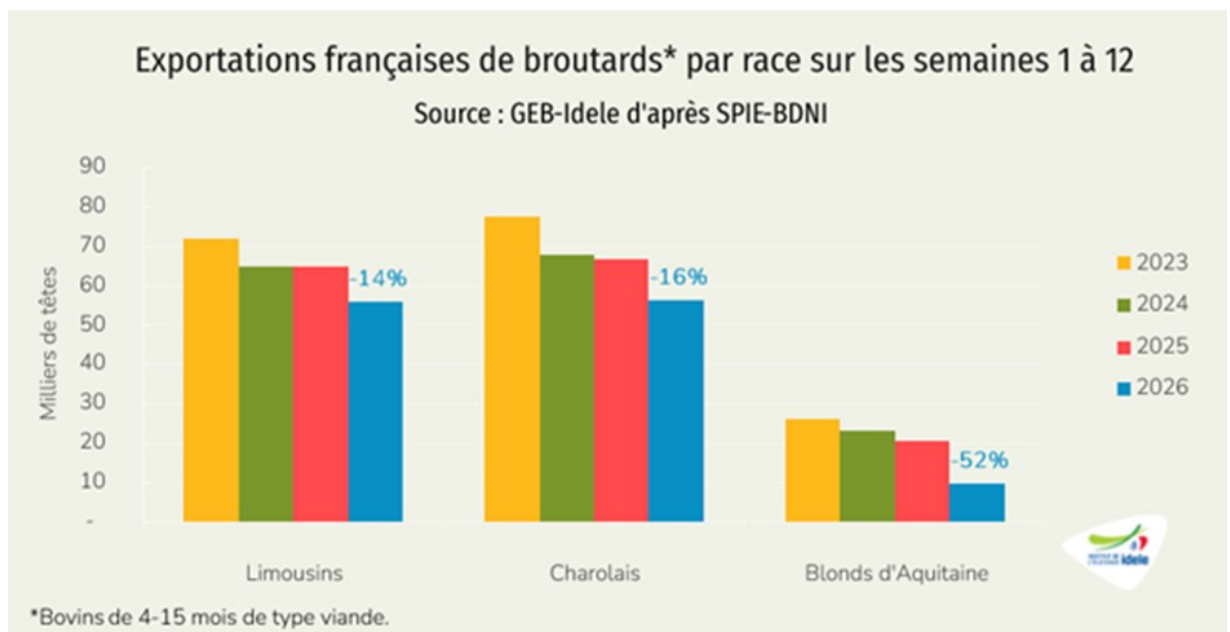
Forte baisse des envois en février

En février, les envois brutards étaient en très forte baisse par rapport à l'année 2025 (-21%).



Avec **194 000 têtes exportées**, les envois sur les douze premières semaines de l'année (jusqu'au 22 mars) reculaient de 14% /2025. Cette baisse d'exportations touche tout autant l'Espagne que l'Italie.

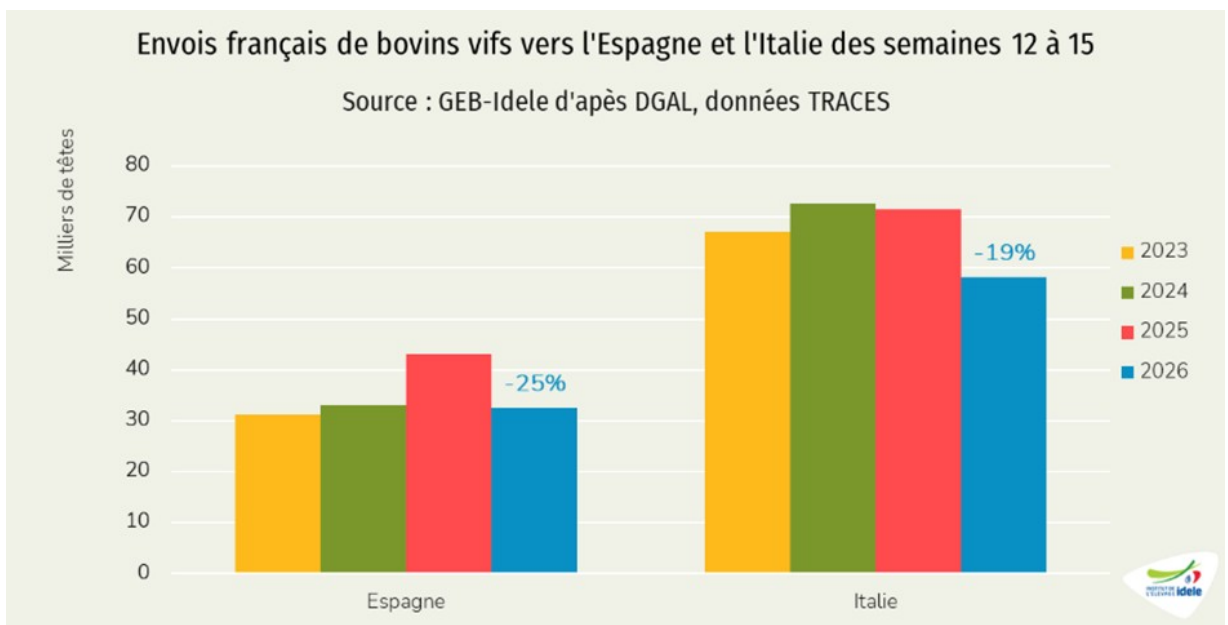
A la baisse de l'offre, s'ajoute la complexité administrative à exporter des animaux depuis les zones vaccinales, malgré l'ouverture officielle des pays européens clients aux animaux issus de ces zones.



Ainsi, si toutes les races sont touchées par la baisse des envois, les Blondes d'Aquitaine souffrent particulièrement de ce contexte (-52% d'envois /2025 sur douze semaines), leur bassin principal étant situé en zone vaccinale DNC. Le principal débouché pour les brutards blonds est en effet le Piémont italien, où ces animaux, proche de la race piémontaise, sont très prisés.

La baisse des envois se prolonge en avril

D'après les **données TRACES-DGAL**, permettant de décrire les flux de bovins vifs en France sur la période mi-mars à mi-avril (semaine 12 à 15) les envois de bovins vers l'Espagne et l'Italie étaient en nette baisse.



Avec 100 000 têtes, les **envois vers l'Italie** étaient en baisse de 19% /2025 (-13 000 têtes /2025) sur les semaines 12 à 15. Les **envois vers l'Espagne** (y compris veaux laitiers) étaient en baisse de 25%, à 33 000 têtes (-11 000 têtes) sur la même période.

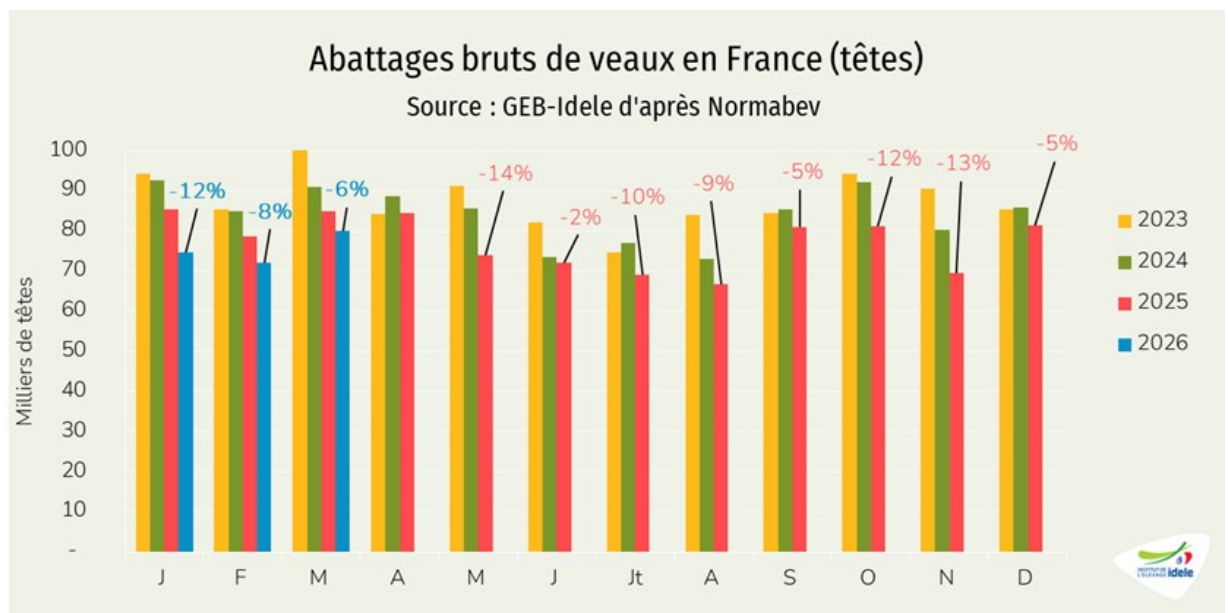
Viandes bovines » Veaux de boucherie » Cours en baisse malgré une offre raréfiée

Dernière révision le 22 avril 2026

Les prix des veaux gras subissent la pression d'une demande faible, malgré une offre également en repli. Après avoir bien tenu, les prix français ont amorcé leur baisse saisonnière début avril.

Net recul des abattages en Europe

Les abattages de veaux de boucherie ont nettement reculé en début d'année, faute de mises en place suffisantes au dernier semestre 2025.



En mars, 80 000 veaux ont été abattus en France (-6% /2025), portant le **cumul sur trois mois à seulement 227 000 têtes** (-9% /2025). La baisse était encore plus forte en tonnage, à **32 000 téc sur trois mois** (-10% /2025), du fait de poids carcasse très élevés en 2025.

Les abattages reculaient également nettement dans les autres pays producteurs.

Abattages de veaux aux Pays-Bas, en t c

Source : GEB - Idele d'après Eurostat



Aux Pays-Bas en janvier, la hausse des poids carcasse à 148 kg  c (+5 kg /2025) a permis de limiter la **baisse de la production à -1%, avec 14 000 t c**, alors que les effectifs abattus perdaient 5% (94 000 têtes).

En Italie, en février, 50 000 veaux ont été abattus (+7% /2025), rattrapant la baisse de 7% de janvier. Sur deux mois, les abattages ont ainsi été stables, à 97 000 têtes.

Baisse marquée des cours

Le contexte économique du printemps, marqué par la flambée des prix des carburants, conduit à un ralentissement de la consommation de veau. D'après les opérateurs, le commerce serait plus difficile depuis mi-février, la baisse de la production suivant péniblement la baisse de la consommation. En conséquence, les cours des veaux de boucherie aux Pays-Bas et en Italie connaissent de forts reculs.

Cotation comparée des veaux de boucherie en Europe

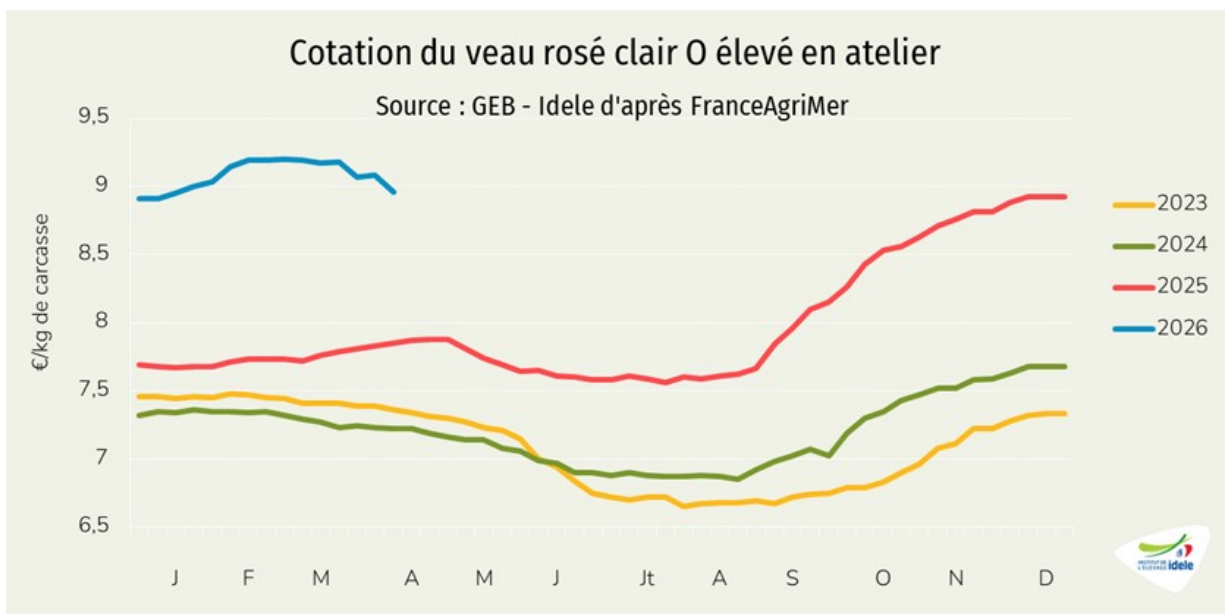
Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer, de Kalverhouder et Bourse de Modène



En semaine 15 :

- Le **veau de boucherie pie-noir néerlandais** reculait de 50 centimes sur un mois, à 7,50 à/kg de carcasse (+30 cts /2025),
- Le **veau de boucherie pie-noir italien** perdait 40 centimes sur un mois, à 7,45 à/kg de carcasse (+10 cts /2025).

Après avoir résisté au recul des cours européens, les cotations françaises semblaient avoir amorcé précocement leur baisse saisonnière en avril.

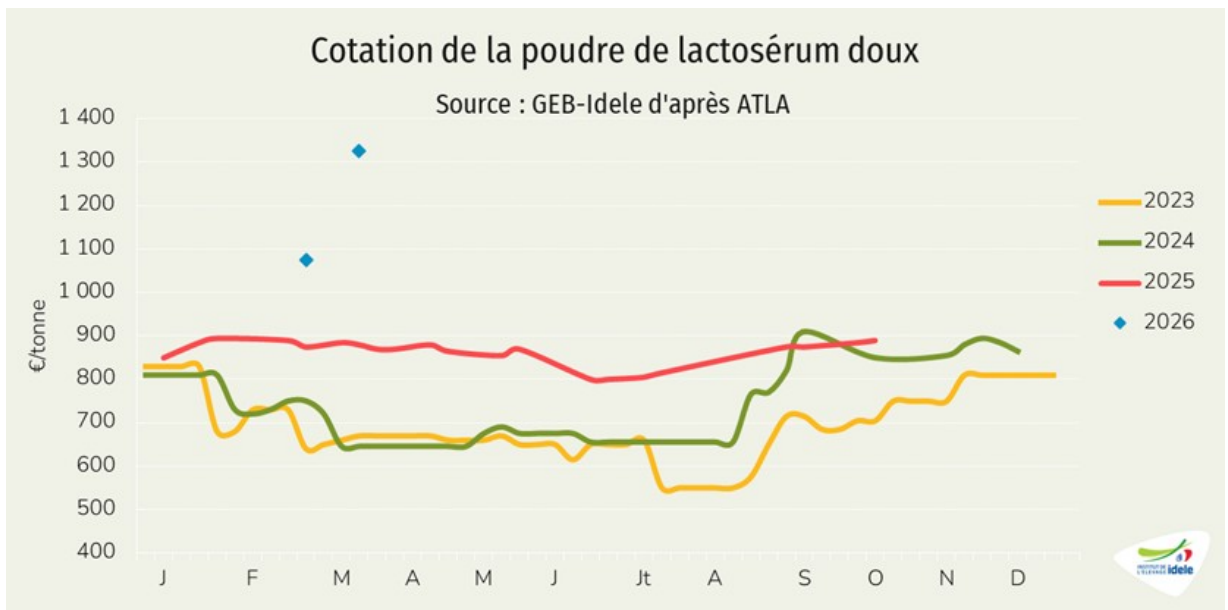


En semaine 15 en France :

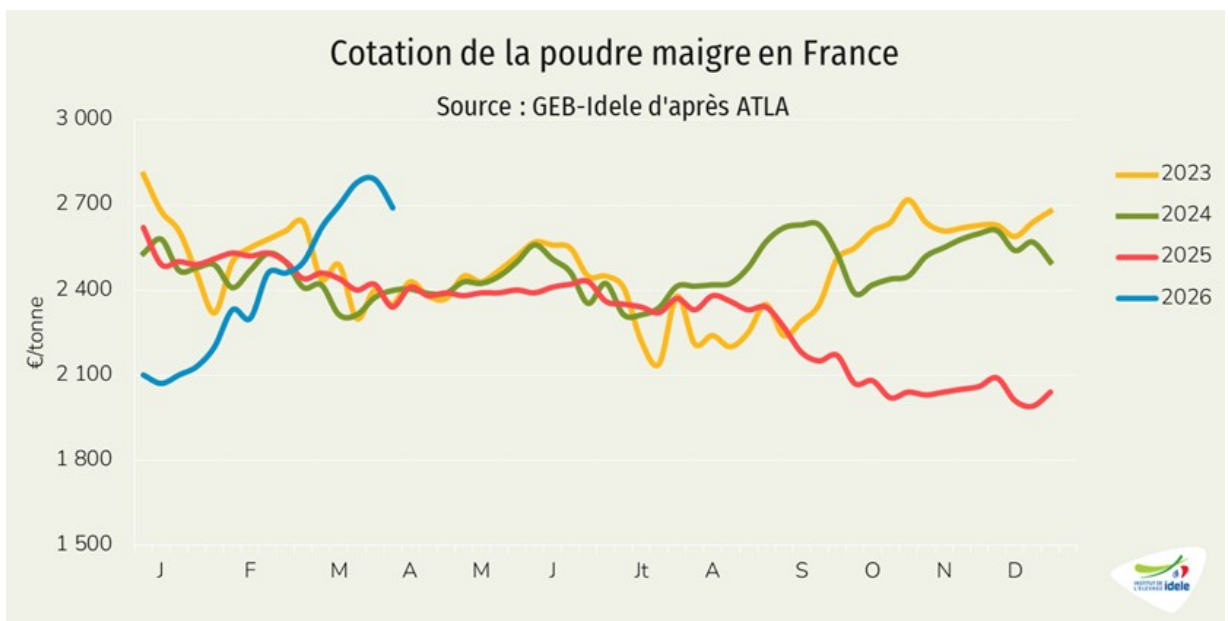
- Le **veau de boucherie rosé clair O** cotait 8,96 €/kg de carcasse (+1,11 € /2025), en recul de 21 centimes sur un mois,
- Le **veau de boucherie rosé clair R** cotait 9,54 €/kg de carcasse (+1,48 € /2025), en retrait de 3 centimes sur un mois,
- Le **veau sous la mère rosé clair U** (moyenne semaines 12 à 15) cotait 11,86 €/kg de carcasse (+1,42 € /2025), en hausse de 7 centimes sur un mois.

Envolée des prix des aliments laitiers

La guerre au Moyen-Orient et la flambée des prix de l'énergie qui en découle se répercutent fortement sur les cotations des matières premières lactées utilisées pour l'engraissement des veaux.



En semaine 13, d'après ATLA, la **poudre de lactosérum doux bondissait de 51% /2025**, à 1 325 €/tonne, un niveau plus du double de celui d'il y a deux ans, au printemps 2024. La **poudre de lait maigre** connaissait également une croissance forte de 690 € depuis le début de l'année et atteignait 2 690 € en semaine 15 (+15% /2025).



À l'inverse, l'**IPAMPA aliments d'allaitement** (pour les veaux sous la mère et les veaux en libre) et l'**IPAMPA aliments fibreux pour veaux** restaient en baisse en février.

L'**indice propane** issu du ministère de la Transition écologique progressait légèrement en février (2% sur un mois, +2% /2025). Des variations plus nettes devraient apparaître sur les indices du mois de mars.

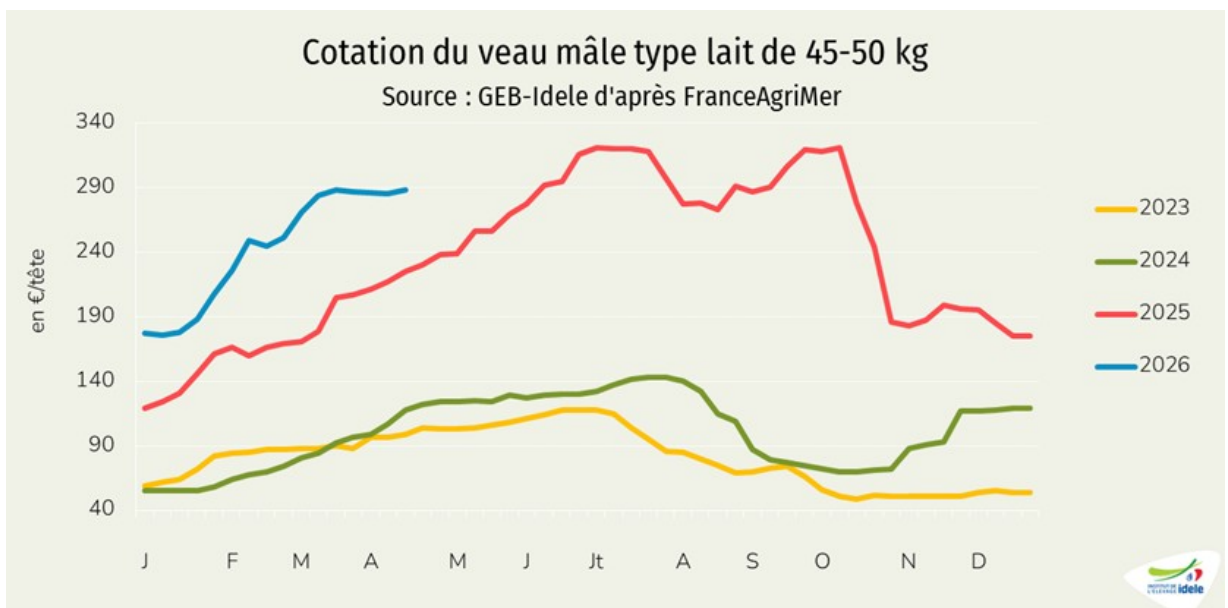
Viandes bovines » Veaux laitiers » Stabilisation des cours

Dernière révision le 22 avril 2026

Malgré des naissances en forte baisse début 2026, les cours des veaux laitiers se sont stabilisés, la demande restant prudente dans un contexte de consommation atone.

Cours stables à un haut niveau

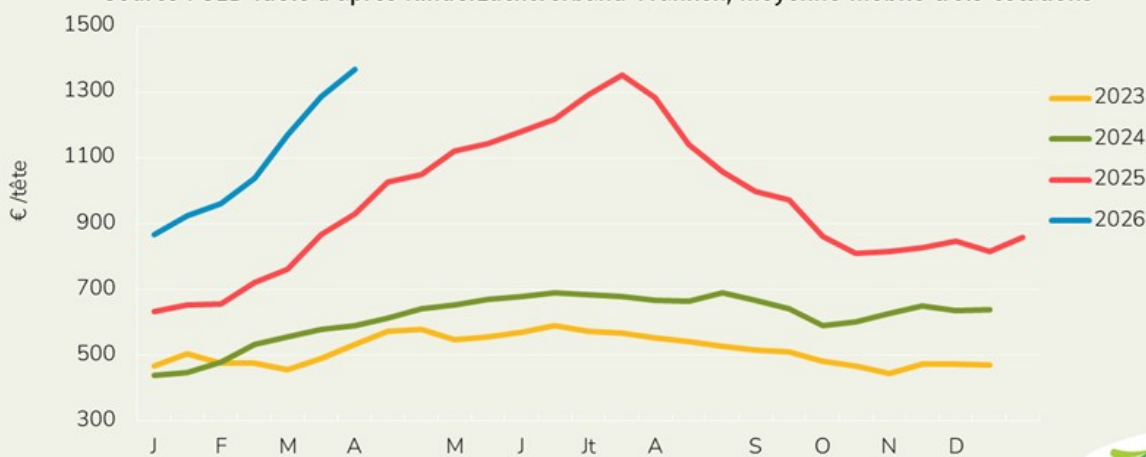
Après avoir connu une forte hausse sur les premiers mois de l'année, les cours des veaux laitiers ont marqué une pause depuis début mars. La flambée des prix des aliments lactés et la baisse saisonnière des prix des veaux gras limitent la capacité des intégrateurs à mieux payer les veaux laitiers, malgré une offre en net recul. Par ailleurs, les prix des veaux laitiers espagnols, en baisse sur un an, ne stimulent pas les flux vers la péninsule ibérique.



En semaine 16, le **veau mâle de type lait** cotait ainsi 288 €/tête, un niveau nettement supérieur aux années précédentes (+63 € /2025 et +170 € /2024). Il restait cependant inférieur aux **veaux laitiers néerlandais de 43-47 kg**, qui atteignaient 345 €/tête (= /2025 mais +210 €/2024) après un recul de 20€ sur le dernier mois, la demande des intégrateurs étant limitée. Le record semble détenu par les **veaux Fleckvieh allemands de 90 kg** (race mixte, veaux destinés à la production de taurillons), qui ont connu un pic à 1 375 €/tête à Ansbach (Bavière) le 18 mars.

Cotation du veau mâle laitier de 90 kg vif* à Ansbach

Source : GEB-Idele d'après Rinderzuchtverband Franken, moyenne mobile trois cotations



*Principalement de race Fleckvieh (race mixte).

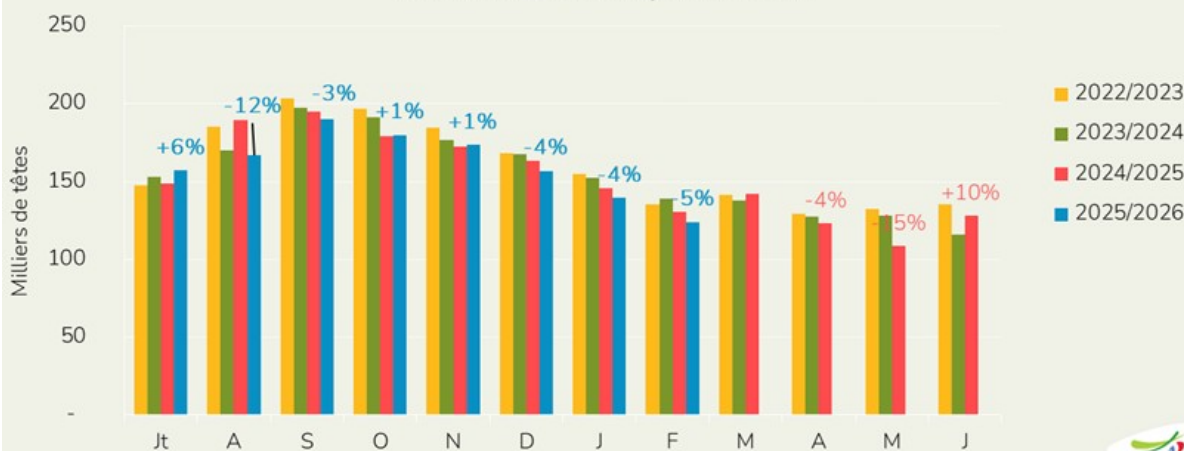
Seuls les **veaux laitiers espagnols** poursuivaient la baisse entamée en début d'année, à 168 €/tête en semaine 15 (-4€ /2025).

Forte baisse des naissances en février et mars

En février, **209 000 veaux sont nés de mère laitière** (-3,8% /2025), portant le cumul sur la campagne (juillet 2025 – février 2026) à 2 184 000 têtes (-2,4% /2025). Cependant, les **naissances de veaux disponibles pour l'engraissement** reculaient plus, à 124 000 têtes en février (-5,2% /2025, et -10,9% /2024) pour un cumul de 1 288 000 sur la campagne (-2,8% /2025). Les éleveurs laitiers semblent avoir moins recouru au croisement en 2025, sur fond de reproduction incertaine du fait des maladies vectorielles.

Naissances de veaux de mère laitière disponibles pour l'engraissement*

Source : GEB-Idele d'après SPIE BDNI



*tous les animaux croisés lait-viande + mâles laitiers

La baisse des naissances se poursuivait début mars. Sur la première décade de mars, les naissances de veaux laitiers reculaient de 5,3% /2025.

Nouveau recul des envois

Faute d'offre et dans un contexte morose pour le taurillon espagnol, les exportations de veaux laitiers ont à nouveau reculé en février.

Export français de veaux de mère laitière (<2 mois) - moyenne hebdomadaire

Source : GEB - Idele d'après SPIE-BDNI



Après un certain dynamisme en janvier, les **envois de veaux laitiers ont ainsi reculé de 8% en février**, à 22 000 têtes, portant le cumul sur 11 semaines (jusqu'au 15 mars) à 67 000 têtes (-6% /2025). L'Espagne restait la destination de plus de 95% de ces veaux.

Production laitière mondiale soutenue, marchés en tension

Dernière révision le 23 avril 2026

Lait de vache » Collecte laitière »

Niveau toujours élevé de la production laitière mondiale

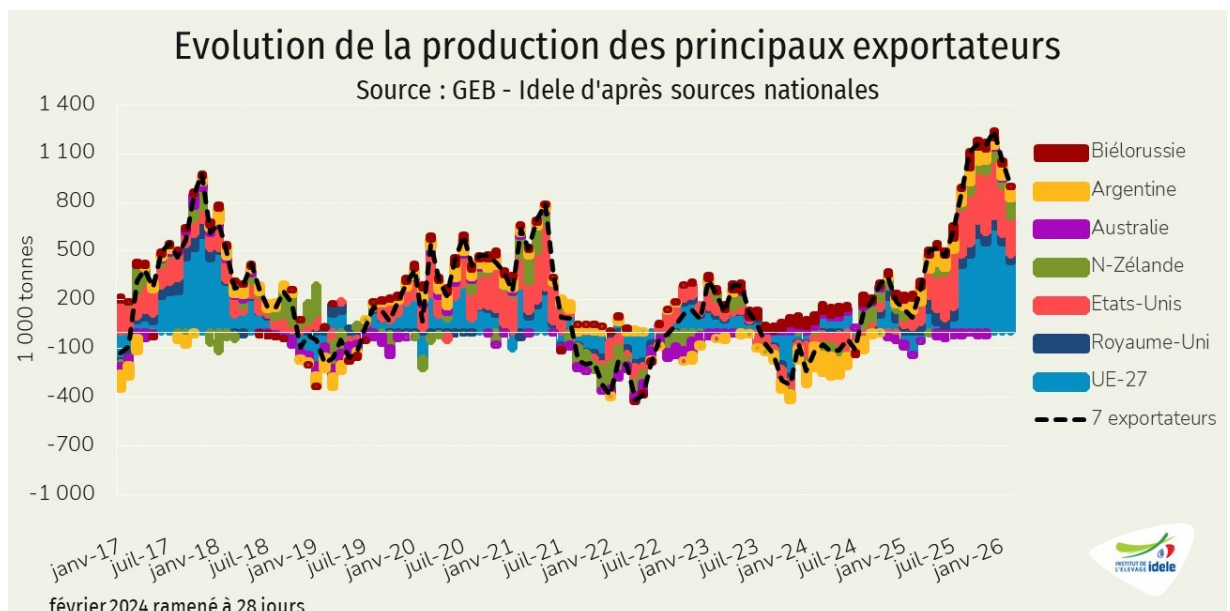
Dernière révision le 23 avril 2026

La production de lait était toujours en hausse chez les principaux exportateurs de produits laitiers. Parmi eux, seule l'Australie a connu un niveau de croissance modéré.

Poursuite de la hausse de production chez les principaux exportateurs

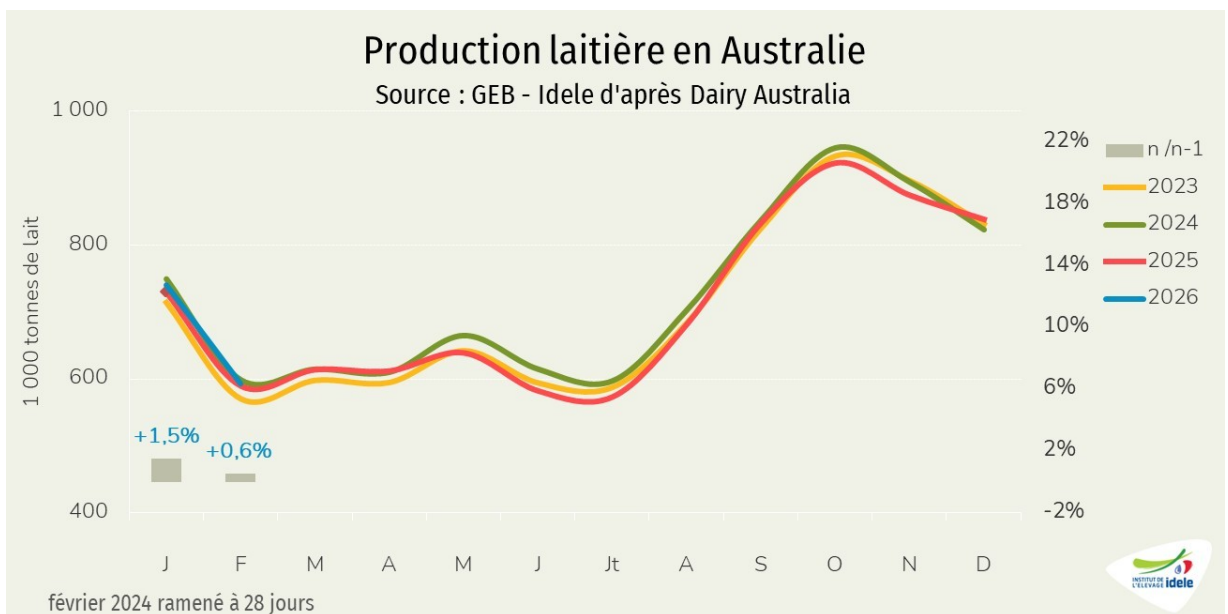
Pour le 19^{ème} mois consécutif, la production de lait chez les 7 principaux exportateurs mondiaux (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et UE) était en hausse sur un an. Après avoir dépassé le million de tonnes de septembre 2025 à janvier 2026, le niveau de progression est repassé sous ce niveau en février 2026, à 900 000 tonnes (+3,7% /2025).

Le niveau de production reste important et presque tous les bassins de production sont concernés exception faite de l'Australie qui voit sa production stagner. La croissance de la collecte restait principalement portée par l'UE pour plus de la moitié (52%), puis par les États-Unis pour plus du quart (28%).



La production australienne reste limitée

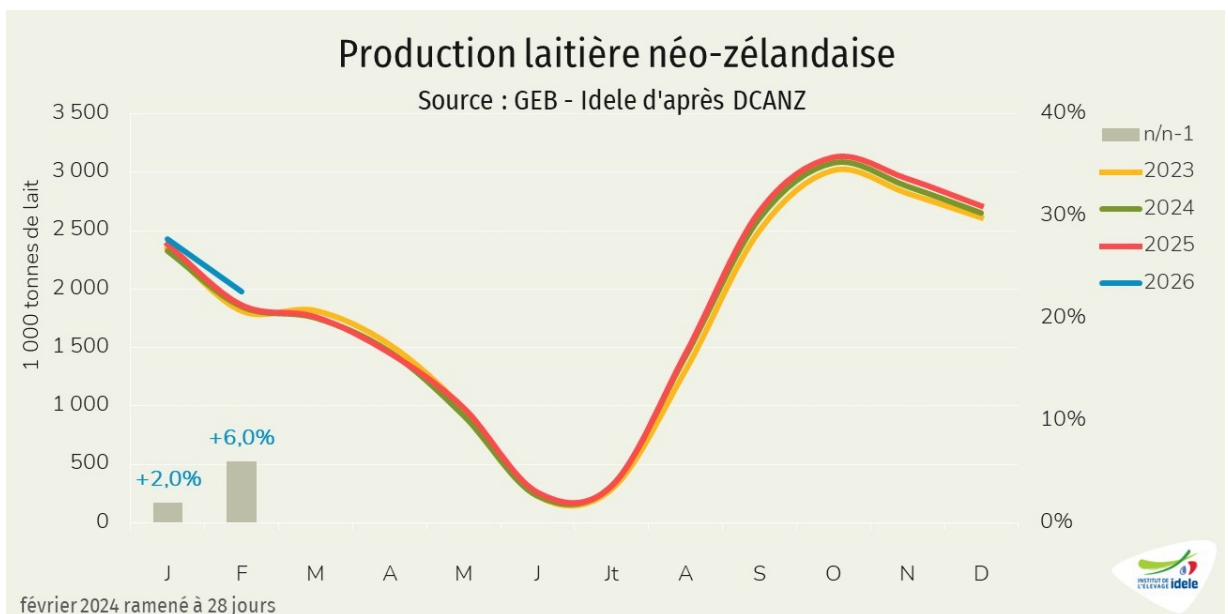
Malgré quelques soubresauts conjoncturels, la production laitière australienne reste durablement affectée par des conditions climatiques difficiles et la déprise. En février 2026, quatre mois après un pic de production de la campagne laitière 2025/2026 décevant, 593 000 tonnes de lait ont été produites (+0,6% /2025). Depuis le début de la campagne en juillet 2025, seulement 6,06 millions de tonnes ont été produites, soit -0,5% sur un an.



Actuellement, l'inquiétude majeure de la filière concerne l'accès aux engrais, les coûts de production et le risque de pénurie de lait alors que le détroit d'Ormuz reste bloqué. Afin de limiter les pertes de marge pour les éleveurs et de les inciter à continuer de produire, Lactalis Australia a décidé de relever le prix payé aux producteurs de 64 cents AUS\$/kg MS (39 cents d'euros).

La Nouvelle-Zélande sur des standards élevés après le pic de production

En Nouvelle-Zélande, cinq mois après le pic de production de la campagne 2025/2026, la production a totalisé 1,98 millions de tonnes (+6,0% /2025) en février 2026. En cumul depuis le début de la campagne en juin 2025, la production a totalisé 17,88 millions de tonnes (+2,7% /2025), légèrement en deçà du record de la campagne 2020/2021 (-0,7%).

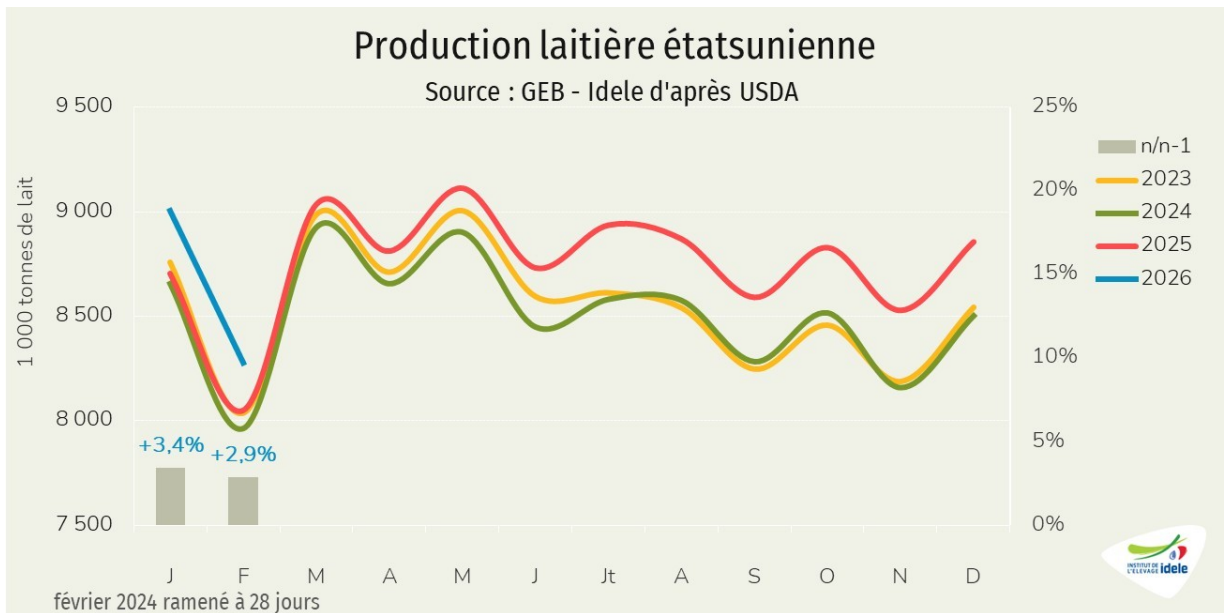


Cette dynamique souligne les performances réalisées par la coopérative Fonterra qui collecte plus de 80% du lait produit dans le pays. Récemment, le groupe coopératif annonçait des paiements records reversés aux éleveurs. Ainsi, mi-avril, chaque ferme a reçu en moyenne 650 000 NZ\$ (325 000 €) au titre d'un important rendement en capital, de deux dividendes et du paiement mensuel régulier de l'avance sur le lait.

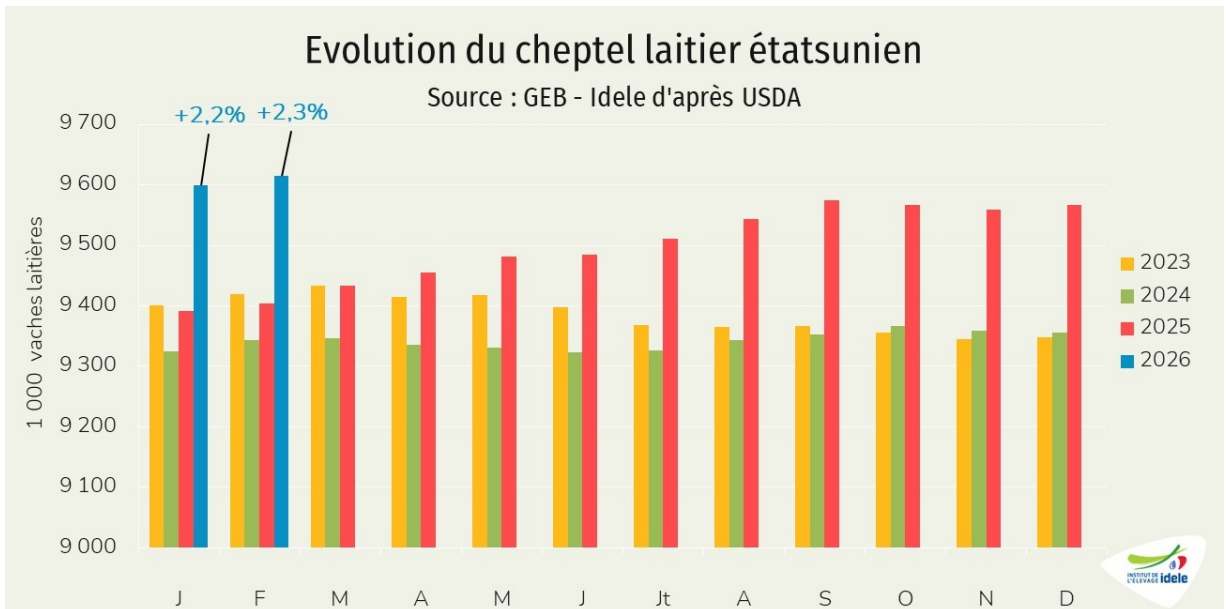
Enfin, la coopérative a également relevé son prix du lait à la production médian pour la campagne 2025/2026, passant de 9,50 NZ\$/kgMS à 9,70 NZ\$/kgMS. La plage de prix passant de 9,20-9,80 NZ\$/kgMS à 9,40-10,00 NZ\$/kgMS.

La production aux États-Unis continue de battre des records

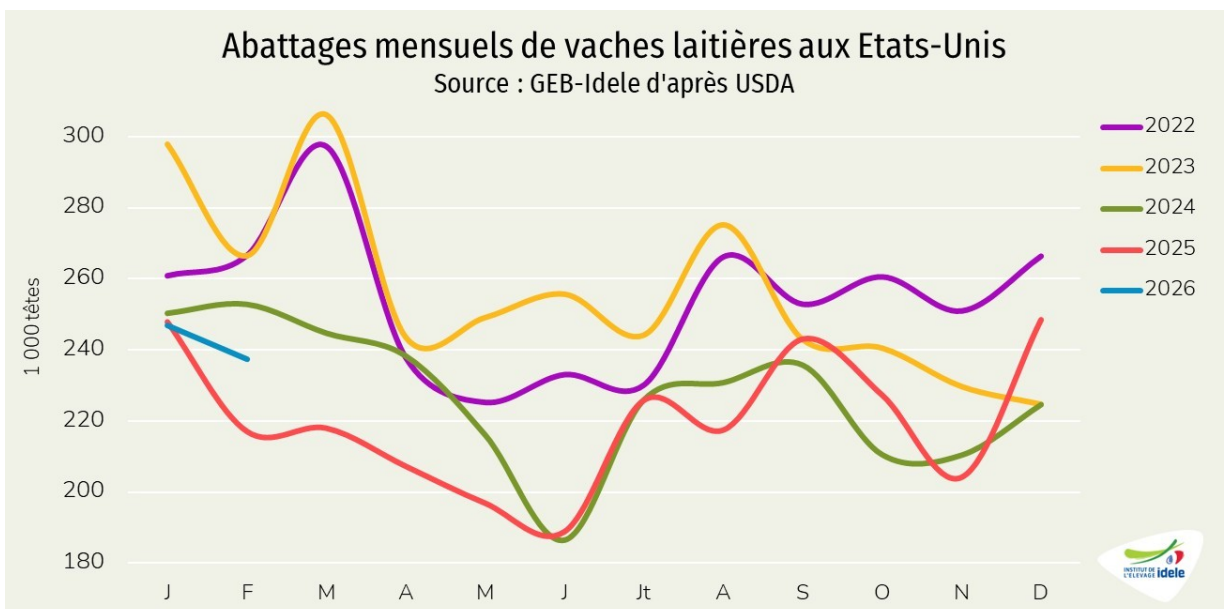
Aux États-Unis, malgré le recul des marges de l'activité laitière, la production restait toujours particulièrement dynamique début 2026. En février, elle avait atteint 8,28 millions de tonnes (+2,9% /2025). Et depuis le début de l'année, 87,60 millions de tonnes avaient été produites (+2,4% /2025), un nouveau record.



Depuis plus d'un an, la dynamique de production de lait aux États-Unis repose sur un taux de réforme limité. Le cheptel de vaches laitières était toujours étoffé en février 2026, avec 9,615 millions de vaches (+2,3% /2025), le plus haut total depuis le début de la série statistique en 2015.

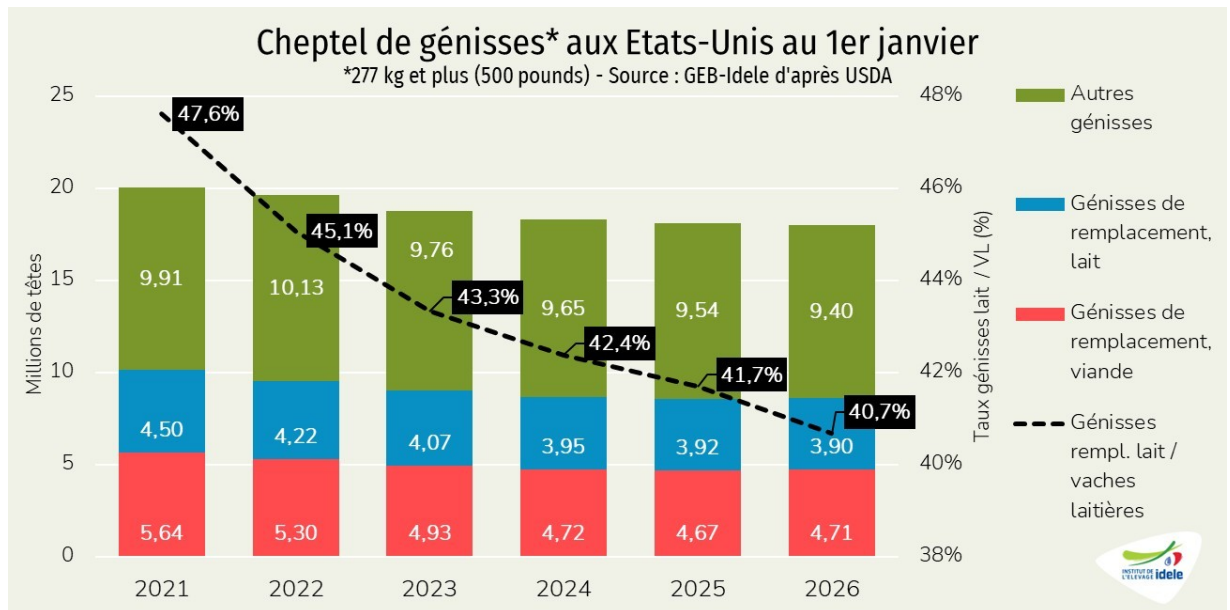


Bien qu'ils aient progressé en février 2026, les abattages de vaches laitières restent limités. En janvier et février 2026, 484 000 vaches laitières ont été abattues (+4% /2025 mais -4% /2024 et -14% /2023).



Les disponibilités en génisses de renouvellement restent quant à elles limitées. D'après la dernière enquête

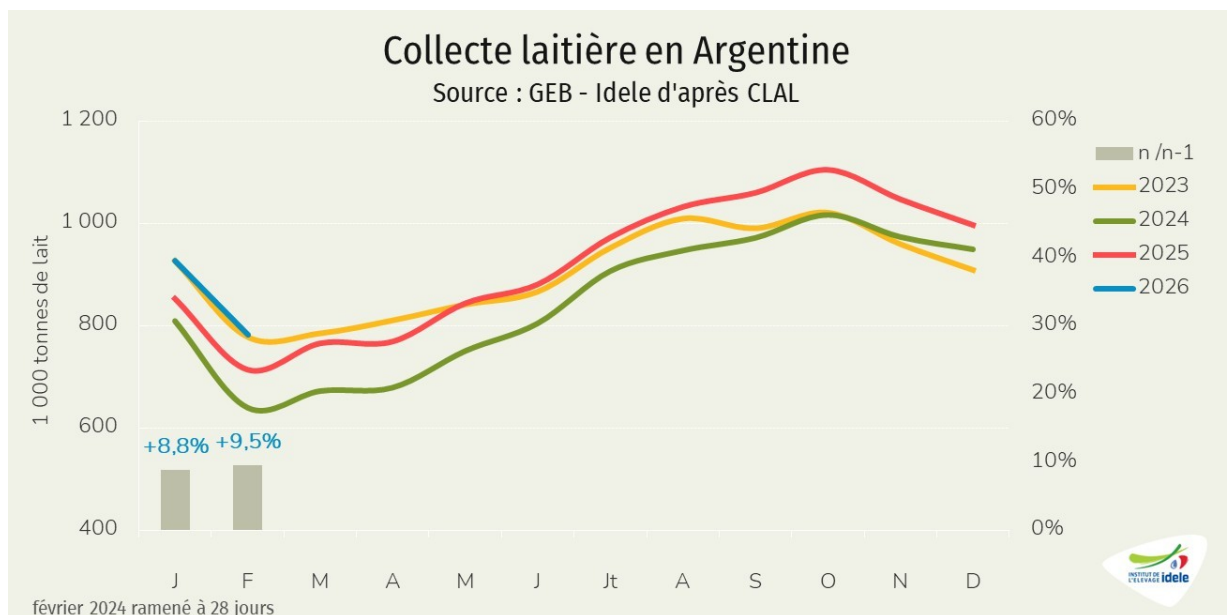
cheptel, les États-Unis ne comptaient que 3,90 millions de génisses laitières de renouvellement au 1^{er} janvier 2026 (= /2025) contre encore 4,50 millions il y a cinq ans (-13% /2021). Le taux de génisses laitières de remplacement par vaches laitières en carrière s'est dégradé sur la période passant de 47,6% au 1^{er} janvier 2021 à 40,7% cinq ans plus tard. De quoi poser des problèmes pour le renouvellement du cheptel à terme.



En attendant, la production laitière étasunienne ne montre pas de signe de ralentissement malgré des prix moins intéressants. Le cheptel étoffé devrait soutenir des volumes de production encore élevés dans les prochains mois.

Bon niveau de collecte en Argentine

En Argentine, la collecte reste portée par une situation économique plus favorable et un climat plus clément. Elle reste en hausse par rapport aux années précédentes, affectées par les crises. En février 2026, le volume de lait collecté dans le pays a atteint 781 000 tonnes (+9,5% /2025). Sur 2 mois, ce sont plus de 1,7 million de tonnes de lait qui ont été collectées, niveau similaire au bon début d'année 2023 (+9,2% /2025 et +0,3% /2023).

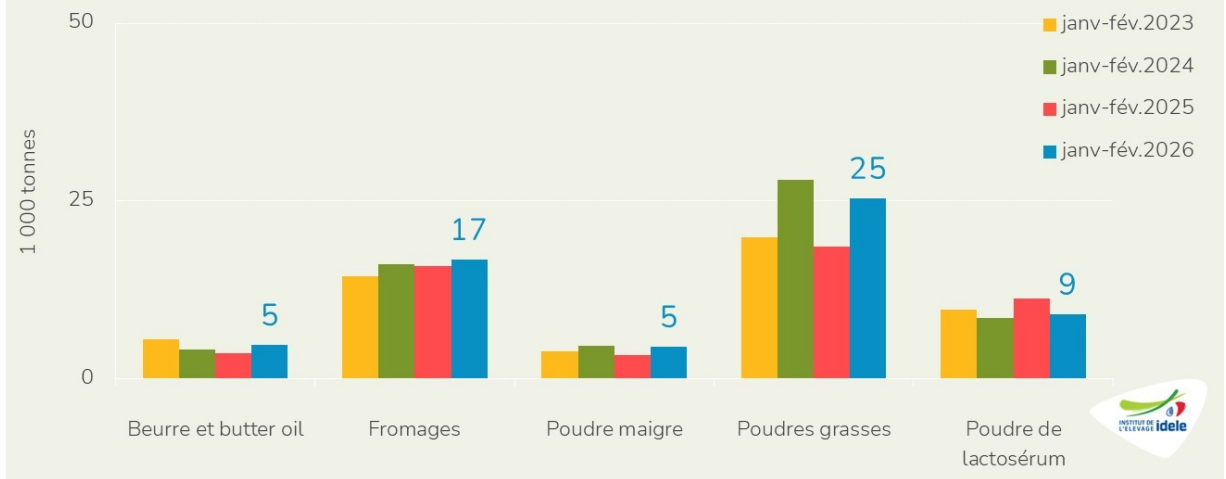


Avec le rebond des disponibilités en lait porté par un prix du lait encore rémunérateur, les exportations de produits laitiers toujours compétitives continuent de rebondir. En cumul sur les deux premiers mois de 2026, les envois de poudres grasses, premier produit exporté par le pays, ont progressé mais restaient inférieurs au niveau de 2024 (+36% /2025 à 25 kt, mais -9% /2024). Les expéditions étaient notamment en hausse vers le Brésil, premier client du pays (+48% /2025 à 13 kt.), comme vers l'Algérie, second client (+29% à 10 kt.).

Les exportations étaient aussi en progression pour le beurre (+35% /2025) ou les fromages (+9%). Même constat pour la poudre maigre (+39%).

Exportations cumulées de l'Argentine

Source : GEB - Idele d'après TDM

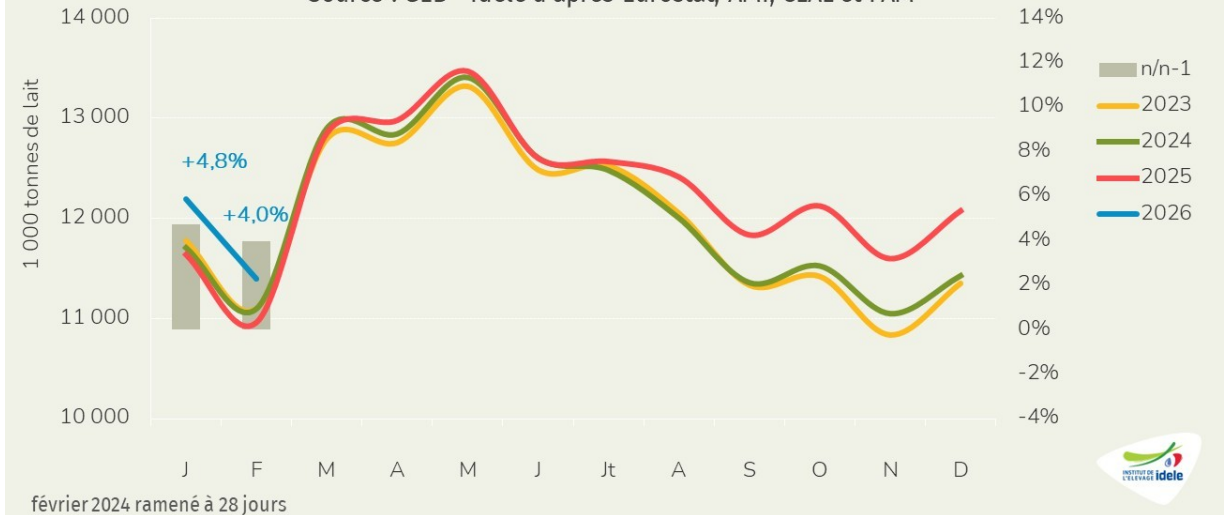


Les principaux États laitiers de l'UE continuent de produire

Au sein de l'UE à 27, la collecte laitière continue d'être très dynamique. En février 2026, plus de 11,4 millions de tonnes de lait ont été collectées (+4,0% /2025). En cumul sur 2 mois, le volume collecté atteint près de 23,6 millions de tonnes, un nouveau record absolu pour un début d'année (+4,4% /2025). Le début de 2026 poursuit la tendance observée à partir du second semestre 2025, malgré la baisse du prix du lait dans tous les États membres.

Production laitière de l'UE-27

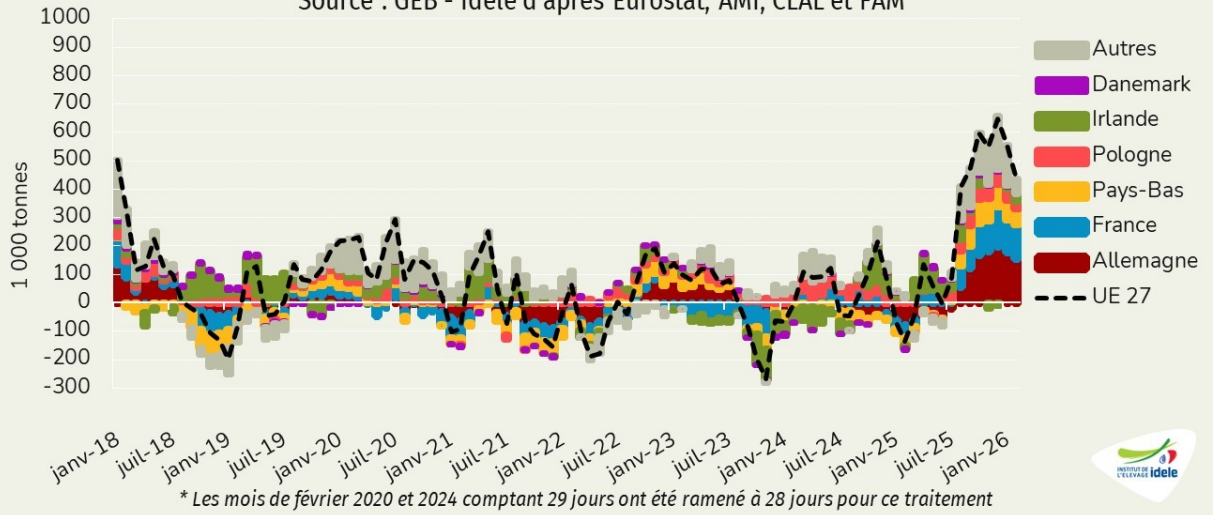
Source : GEB - Idele d'après Eurostat, AMI, CLAL et FAM



Tous les principaux producteurs de lait de l'UE ont vu leur collecte progresser sur les deux premiers mois de l'année. C'est le cas de l'Allemagne (+6,6% /2025 à 5,32 Mt), de la France (+6,1% à 4,13 Mt), des Pays-Bas (+5,7% à 2,34 Mt), de l'Italie (+3,1% à 2,28 Mt), de la Pologne (+2,9% à 2,27 Mt) ou de l'Irlande (+5,5% à 533 kt).

Evolution de la collecte des principaux pays de l'UE-27 (n / n-1)

Source : GEB - Idele d'après Eurostat, AMI, CLAL et FAM



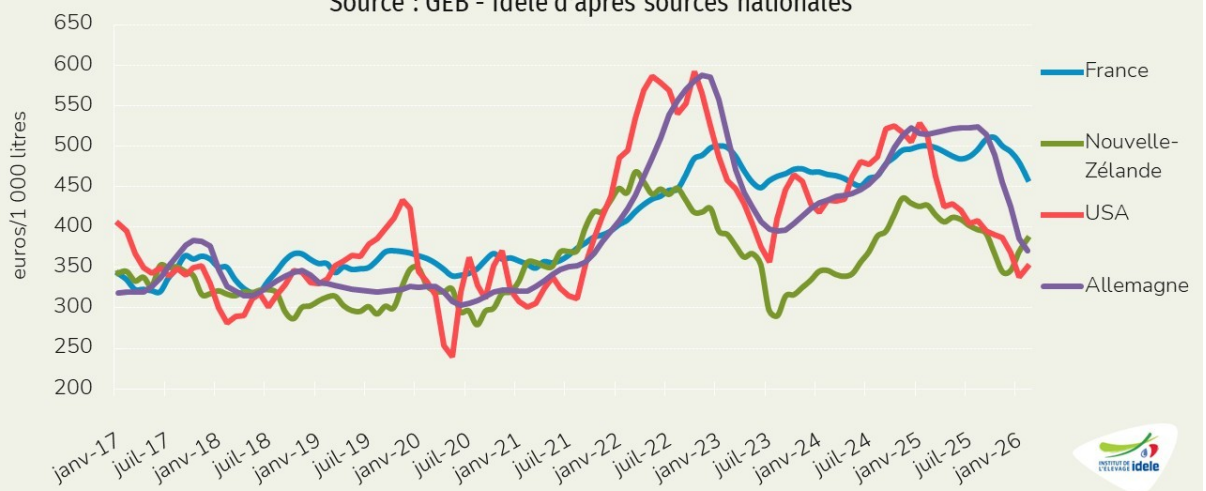
L'offre soutenue a pesé sur les prix avant des signes de stabilisation

Les disponibilités accrues chez les principaux exportateurs continuent à faire pression sur les prix du lait. Mais le rebond récent des cours des commodités a participé à la remontée des prix à la production en Océanie et aux États-Unis. En février 2026, le prix du lait atteignait :

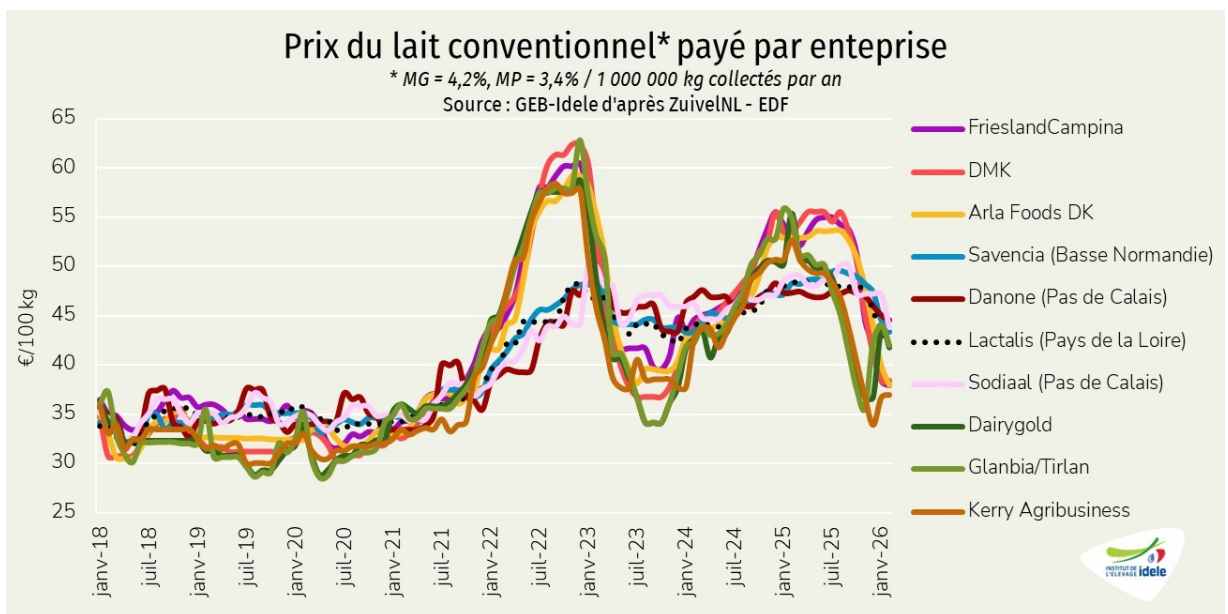
- 459 €/1 000 l en France (-4% /janvier 2026 et -8% /février 2025) ;
- 371 €/1 000 l en Allemagne (-4% /janvier 2026 et -28% /février 2025) ;
- 351 €/1 000 l aux États-Unis (+4% /janvier 2026 et -32% /février 2025) ;
- 386 €/1 000 l en Nouvelle-Zélande (+4% /janvier 2026 et -10% /février 2025).

Prix du lait à la production

Source : GEB - Idele d'après sources nationales



Les entreprises irlandaises, centrées sur la production de commodités laitières et l'export, avaient subi en premier la baisse des cours des commodités. Avec le rebond observé sur les marchés mondiaux en début d'année, les prix payés aux éleveurs par les principales entreprises irlandaises comme *Tirlàn*, *Dairygold* ou *Kerry Agribusiness* se sont nettement redressés début 2026. La baisse des prix concernait encore les autres entreprises européennes.



Lait de vache » Collecte laitière »

L'embellie laitière face à un contexte moins porteur

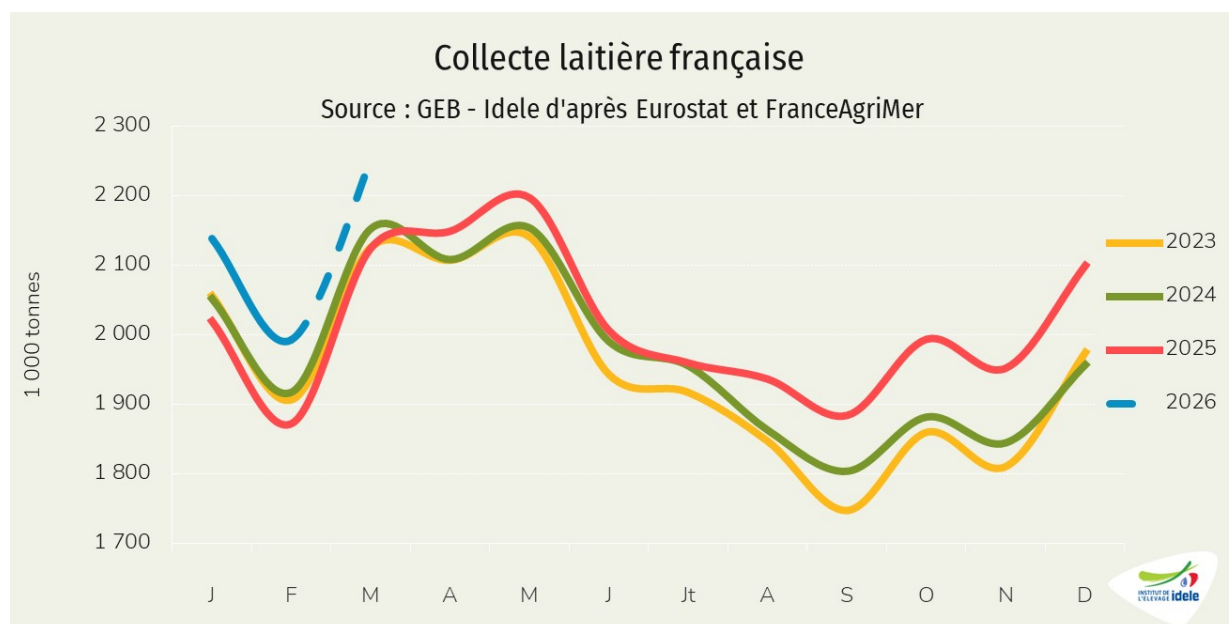
Dernière révision le 23 avril 2026

Les premiers signaux de tassement de la collecte apparaissent après un début d'année très dynamique. Le prix du lait poursuit son repli et les marges s'effritent.

Une dynamique de collecte solide en début d'année, des signaux contrastés à l'approche du printemps

En février 2026, la collecte laitière française a poursuivi un net redressement (+6,4% /fév. 2025). Et, selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, **cette tendance se serait maintenue en mars**, avec une hausse sur un an estimée à environ 5%. Cette progression s'inscrit dans un contexte de contraction structurelle du cheptel laitier (-2,6% /fév. 2025). Elle s'explique toujours par un gain marqué de la productivité des vaches, soutenu encore par des coûts d'alimentation contenus, la bonne qualité des fourrages récoltés en 2025 et la montée en puissance de la robotisation dans les élevages.

Toutefois, **les premiers indicateurs d'avril laissent entrevoir un tassement de cette dynamique**. Si la mise au pâturage est désormais effective, elle avait été perturbée par un hiver humide affectant la portance des sols. Désormais un printemps sec se profile, menaçant déjà la qualité des prairies. Un retour de la pluie serait nécessaire pour préserver le potentiel fourrager. En parallèle, dans l'Ouest, les décalages de vêlages induits par la FCO pèsent sur la collecte printanière. Pour autant, la forte robotisation des élevages impose de maintenir un niveau de production pour assurer l'amortissement des investissements.



Si la tendance nationale est résolument au vert sur le premier bimestre de l'année 2026, ce sont les régions Grand Est (+10,3% /2025), Auvergne-Rhône-Alpes (+9,6%), Hauts-de-France (+9,5%) et Bourgogne-Franche-Comté (+8,5%) qui tirent particulièrement la croissance globale. Les régions Grand Est, Hauts-de-France et Bourgogne-Franche-Comté avaient été sévèrement éprouvées à partir de fin 2024 par la FCO, avec des répercussions sur la production laitière. On compare ici les premiers mois 2026 à une période de références particulièrement

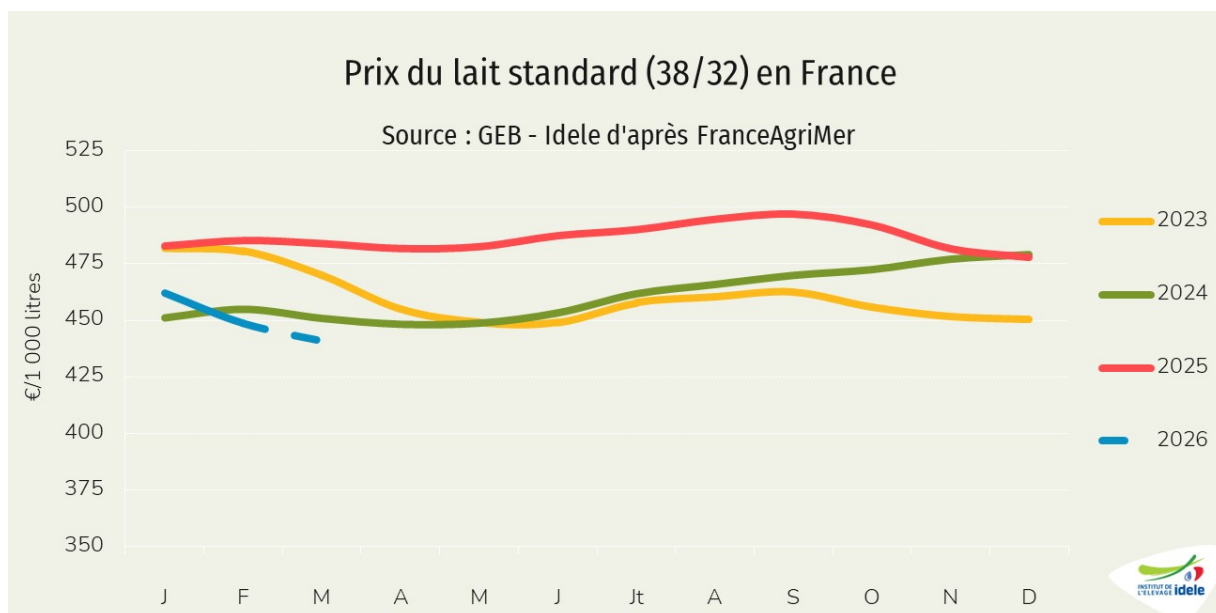
dégradée. Le cas de l'Auvergne-Rhône-Alpes est différent. La région a bénéficié de très bons fourrages récoltés en 2025 ainsi que d'un automne clément (« deuxième printemps ») qui a prolongé la saison de pâturage dans des systèmes d'élevage structurellement très dépendants de l'herbe.

Si cette dynamique haussière se maintient dans l'Est et le Nord jusqu'aux premières semaines d'avril, un retournement s'amorce dans les bassins occidentaux. En Bretagne, en Centre-Val de Loire et en Pays de la Loire, la collecte accuse un repli début avril. En Bretagne et dans les Pays de la Loire, ce ralentissement porte les stigmates de la FCO survenue l'été dernier : les troubles de la fertilité et les décalages de vélages induits par l'épizootie perturbent désormais la courbe de lactation printanière.

Prix du lait en repli, marges sous pression

Depuis octobre dernier, le prix du lait en France s'inscrit dans une tendance baissière. En février 2026 pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix s'est établi à **449 €/1 000 litres**, passant largement sous son niveau de février 2025 (-37 €). Le prix du lait a perdu 48€ depuis septembre 2025.

Selon l'observatoire de l'Éleveur Laitier, le prix standard poursuivrait son repli en mars (estimé à -43 € /mars 2025) et en avril (-47 €/avril 2025).

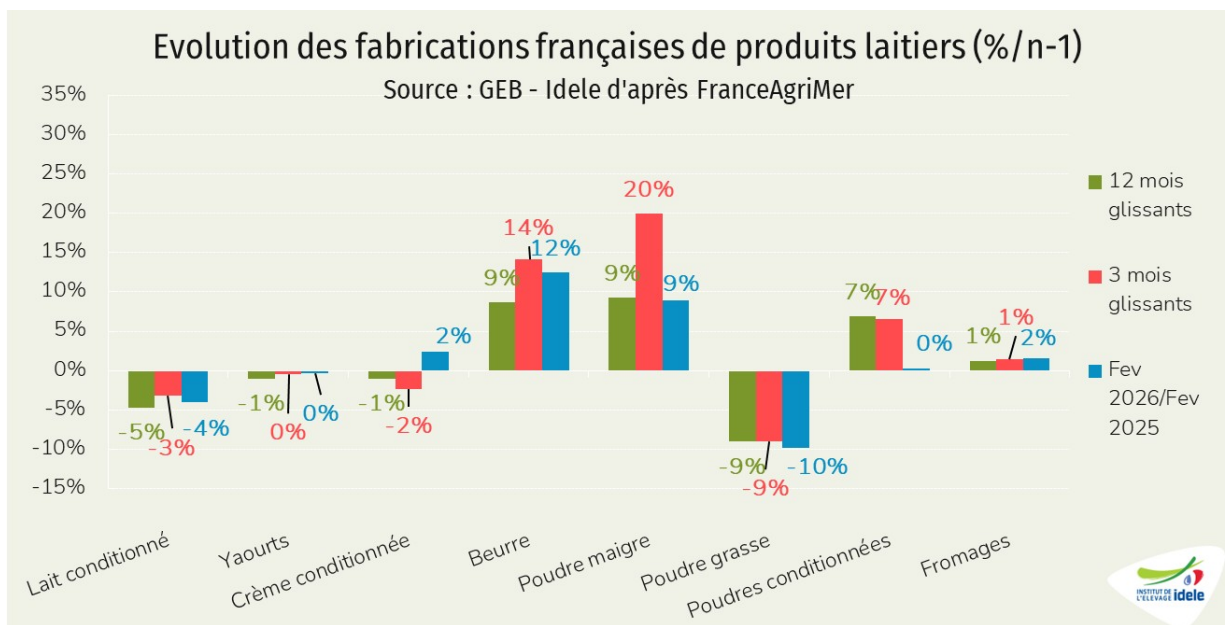


Du côté des charges, l'IPAMPA lait de vache (qui représente 58% des coûts de production en zone de plaine), a **légèrement augmenté en février 2026** d'un mois sur l'autre (+0,5%) et a diminué de 1,7% /février 2025. Sur un an, le recul est toujours marqué pour le poste aliment acheté (-7,5% /2025), pour l'énergie (-5,9%) mais en hausse soutenue pour les engrais (+7,5%). Dans l'ensemble, les charges courantes ont diminué de 2,8% sur un an, alors que les biens d'investissement se sont renchérissés de 2,0%. Il convient toutefois de signaler que le conflit au Moyen-Orient, déclenché le 28 février dernier, a provoqué une flambée des cours de l'énergie et des intrants azotés dont l'impact ne sera visible dans l'IPAMPA qu'à compter de la publication de l'indice de mars.

La marge MILC s'érode. Estimée à 222 €/1 000 l en février dernier, elle connaît son quatrième mois consécutif de recul, perdant 15€ sur un mois. Ce repli résulte de la combinaison d'une baisse du prix du lait et d'une très légère hausse des charges, alors que les prix des produits issus de la vente des animaux restent en hausse. Sur un an, le recul de la MILC est limité à 3€/1000 l. La progression des coproduits viande (+32€) et la détente des charges (-6€) ont amorti partiellement le recul du produit lait (-41€). À noter, les charges considérées dans la marge MILC se basent sur l'IPAMPA lait de vache qui ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux, les coûts des travaux par tiers ou les frais financiers qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à début 2025. Par ailleurs, les investissements en élevages laitiers ont été importants ces dernières années, notamment en robotisation, et l'évolution de la part croissante des investissements n'est pas prise en compte dans le calcul, l'indice IPAMPA étant établi sur la base 2020.

Des fabrications toujours arbitrées vers les commodités

En février, comme au cours des derniers mois, **les fabrications françaises de produits laitiers se sont principalement orientées vers le beurre, la poudre maigre et dans une moindre mesure les fromages.** Face à l'afflux de collecte, les volumes supplémentaires ont été mécaniquement dirigés vers ces produits dits de « commodités », plus facilement stockables et exportables. Ainsi, en février, les fabrications de poudre maigre ont bondi de 9% /2025, celles de beurre de 12% et celles de fromages de 2%.



Lait de vache » Collecte laitière »

Le rebond de la collecte de lait bio compromis par des aléas printaniers

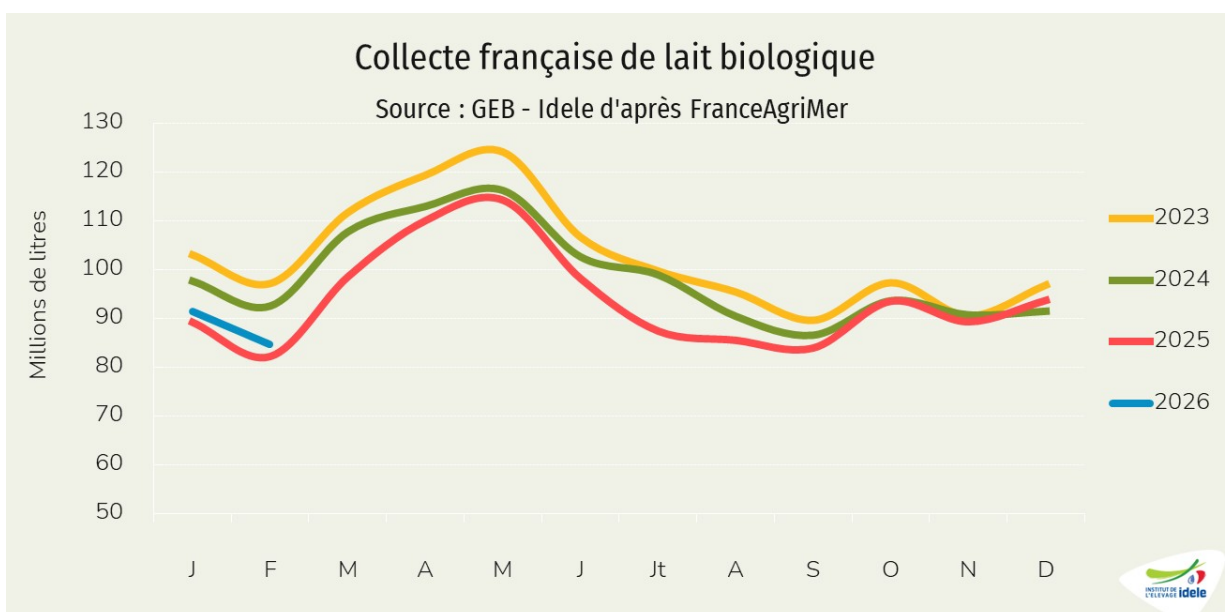
Dernière révision le 23 avril 2026

La collecte laitière biologique renoue avec la croissance début 2026, portée par des gains de productivité. Ce redressement reste toutefois fragile, menacé par un printemps sec et les séquelles de la FCO, alors que l'écart de prix avec le conventionnel se creuse de nouveau.

Reprise de la collecte de lait bio freinée par un printemps sous contrainte

Après trois années de repli (la collecte a reculé de 13% entre 2022 et 2025), **la collecte de lait bio a amorcé un redressement depuis décembre 2025**. En février 2026, la collecte a progressé de 2,9% sur un an, pour atteindre 84,7 millions de litres. Cette reprise s'inscrit toutefois dans un contexte de forte contraction du nombre de livreurs : la filière a perdu 5,3% de ses producteurs en un an, avec seulement 3 500 exploitations en février 2026.

La hausse de la collecte repose sur le gain de productivité des vaches laitières. Les fourrages d'herbe et de maïs, de bonne qualité en 2025, ont favorisé une amélioration des performances, tant en volume de lait produit qu'en matière sèche utile, avec des taux de matières grasses et protéiques en progression. L'automne particulièrement clément a prolongé la saison de pâturage. **Les semaines à venir s'annoncent toutefois plus délicates**. La mise à l'herbe printanière a été contrariée par des sols insuffisamment portants après un hiver très humide, et le profil sec du printemps compromet la qualité de la pousse de l'herbe. Les premiers effets se font déjà sentir sur les niveaux de production. A cela s'ajoute les conséquences de la FCO qui a sévi l'été dernier dans l'ouest. Les troubles de la reproduction et les décalages de vélages risquent d'atténuer le pic de production printanier et de lisser les volumes sur les mois à venir.

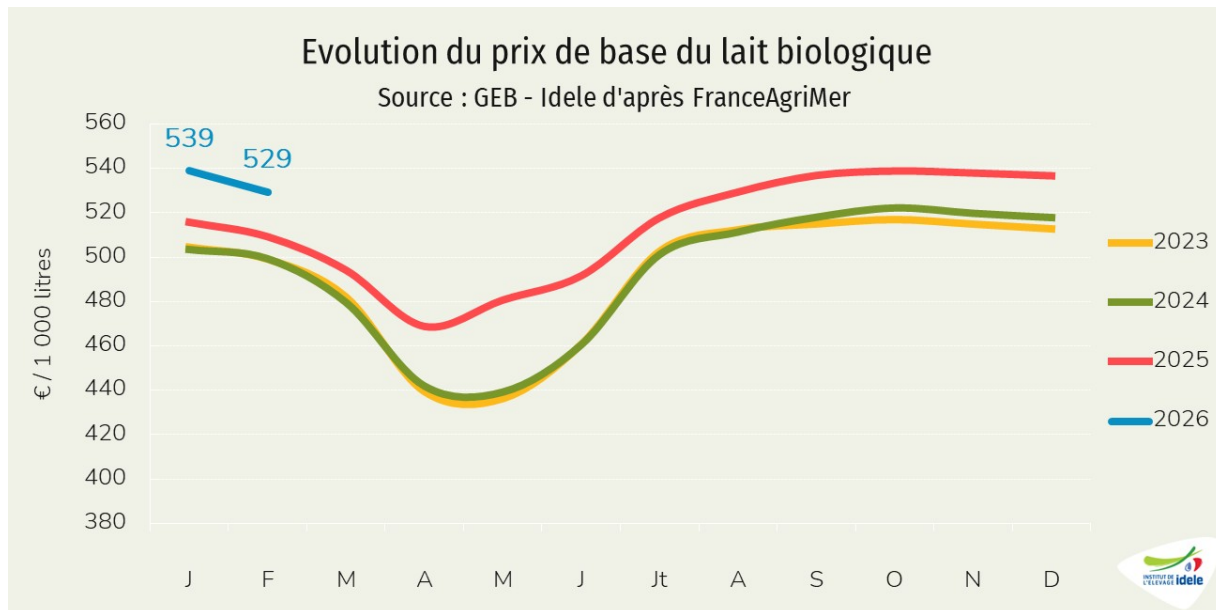


Sur le plan régional, le Grand Est, la Bourgogne-Franche-Comté et l'Auvergne-Rhône-Alpes se distinguent par leurs belles progressions de collecte bio en ce début d'année. Dans les deux premières, la dynamique s'explique avant tout par un effet de rattrapage post-FCO, la maladie ayant lourdement pesé sur les troupeaux fin 2024 et

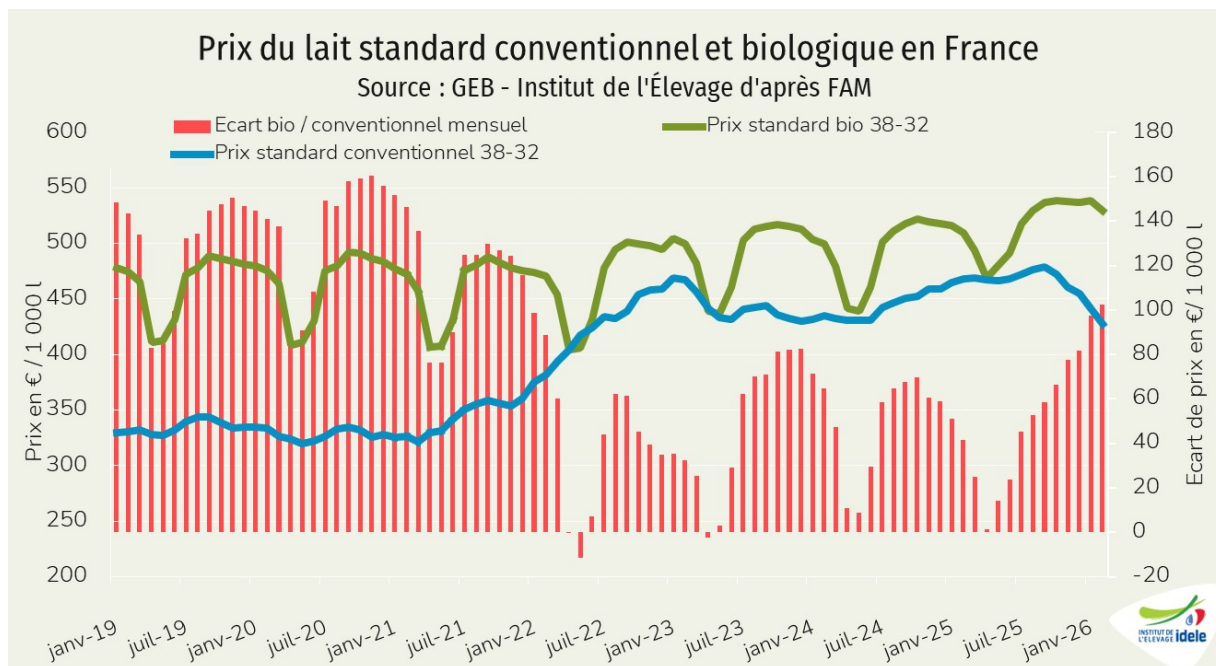
début 2025. En Auvergne-Rhône-Alpes, c'est la conjonction de très bons fourrages récoltés et d'un automne propice au pâturage qui a soutenu la croissance, dans des systèmes herbagers où les conditions climatiques jouent un rôle déterminant.

Un écart de prix avec le conventionnel qui double

En février 2026 pour un lait bio standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix s'est établi à **529 €/1 000 litres**, en hausse de 20 € comparé à février 2025. Face à une consommation de produits laitiers bio qui semble repartir et une collecte structurellement tendue, les prix du lait bio à la production sont annoncés en hausse en 2026.



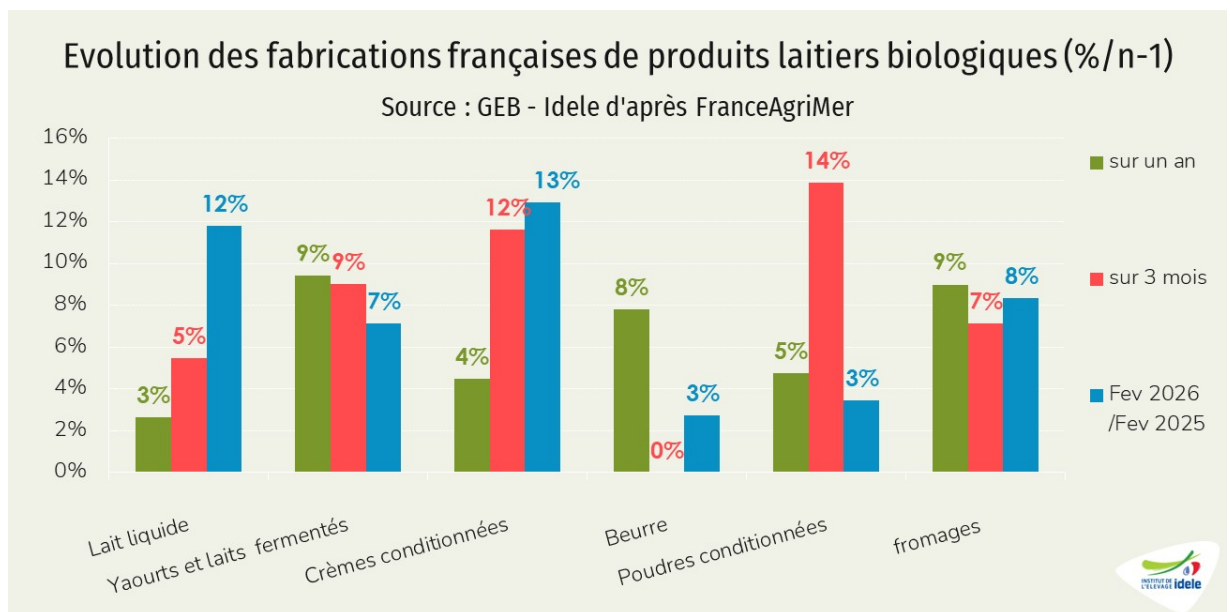
L'écart de prix entre le lait bio et le lait conventionnel s'accroît de nouveau. Alors qu'il s'était stabilisé en moyenne autour de 50 €/1 000 l au cours des trois dernières années, il a doublé pour atteindre 100 € au premier bimestre 2026.



En tenant compte des teneurs réelles, l'écart avec l'Allemagne demeure important : le prix du lait bio à la production y a bondi à 664 €/t en février 2026, contre 540 €/t en France. Cette envolée du marché allemand est d'autant plus frappante que le différentiel entre le bio et le conventionnel y a littéralement explosé, passant de 100 €/t début 2025 à un niveau record de 269 €/t en février dernier.

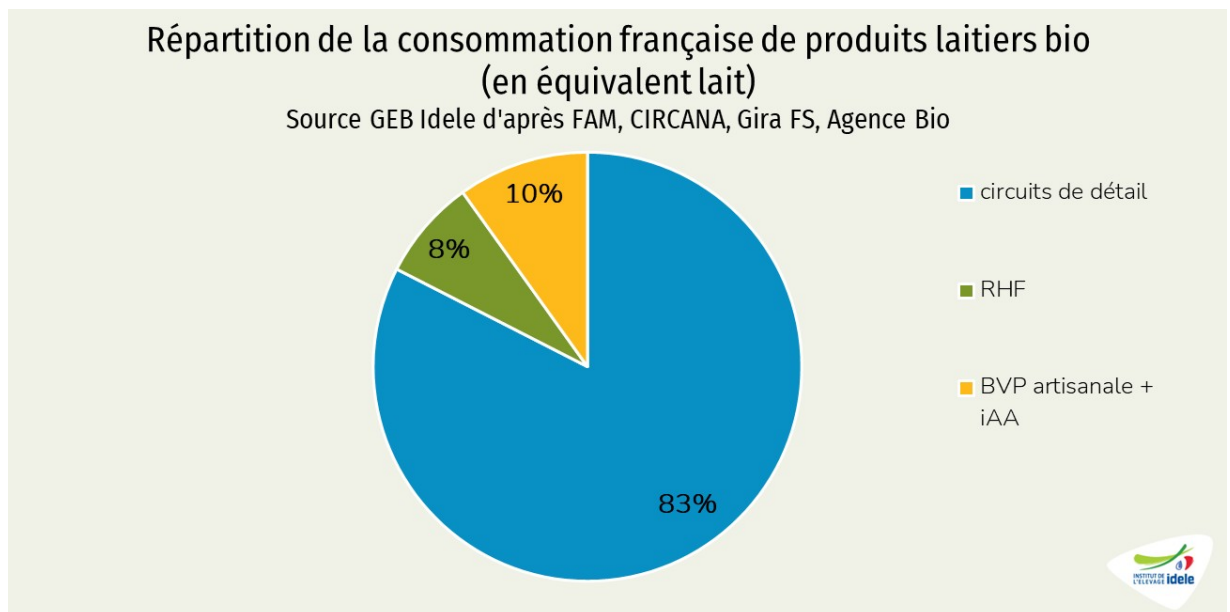
Les fabrications bio portées par le retour de la consommation

En février 2026, les fabrications de produits laitiers biologiques affichent une progression sur l'ensemble des catégories, portées par une reprise de la consommation. Les hausses les plus marquées concernent les crèmes conditionnées (+13% sur un an) et le lait liquide (+12%). Les fromages (+8%) et les yaourts (+7%) confirment eux aussi un regain d'appétit des consommateurs pour les produits laitiers bio. Le beurre et les poudres conditionnées progressent plus modestement (+3% chacun).



Une prédominance de la distribution de détail

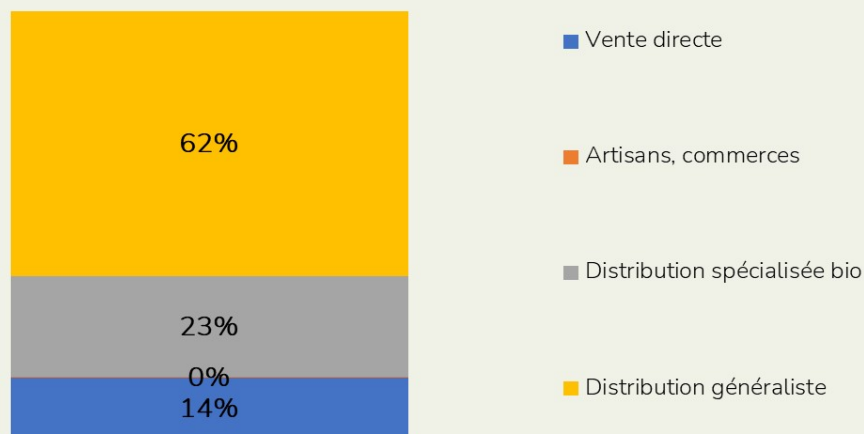
D'après l'étude Où va le lait bio collecté et transformé en France conduite par l'Idèle en 2025, les **circuits de détail s'imposent comme le débouché ultra majoritaire** de la consommation des produits laitiers bio en France, captant 83% de la consommation totale exprimée en équivalent lait. La restauration hors foyer pèse pour 8% des volumes. La consommation de produits laitiers biologiques en restauration hors foyer a fait preuve d'une forte résilience. Contrairement aux circuits de la distribution de détail, qui ont subi les contrecoups du désengagement des ménages et de l'inflation, la demande au sein de la RHF s'est tenue. Les boulangeries-pâtisseries artisanales et les industries de seconde transformation valorisent quant à elles 10% des volumes de produits laitiers bio.



Au sein du circuit de détail, la **distribution généraliste** (hypermarchés, supermarchés et enseignes de discount) occupe la place principale. En 2024, elle a concentré **62% des ventes en valeur** de produits laitiers bio. Ce poids est significativement plus élevé que la moyenne du panier bio global, où la GMS ne pèse que 48%. On observe toutefois un recul progressif de ce canal : en 2019, il représentait 69% des ventes en valeur.

Ventilation des ventes aux ménages de produits laitiers bio en 2024 (en valeur)

Source GEB - Idele d'après Agence Bio / ANDI



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Les cours des commodités se sont redressés

Dernière révision le 23 avril 2026

Malgré des disponibilités en lait importantes et des fabrications plutôt soutenues, les prix des ingrédients laitiers et des fromages échangés sur les marchés mondiaux se sont redressés alors que les conflits au Moyen-Orient ont soulevé des incertitudes.

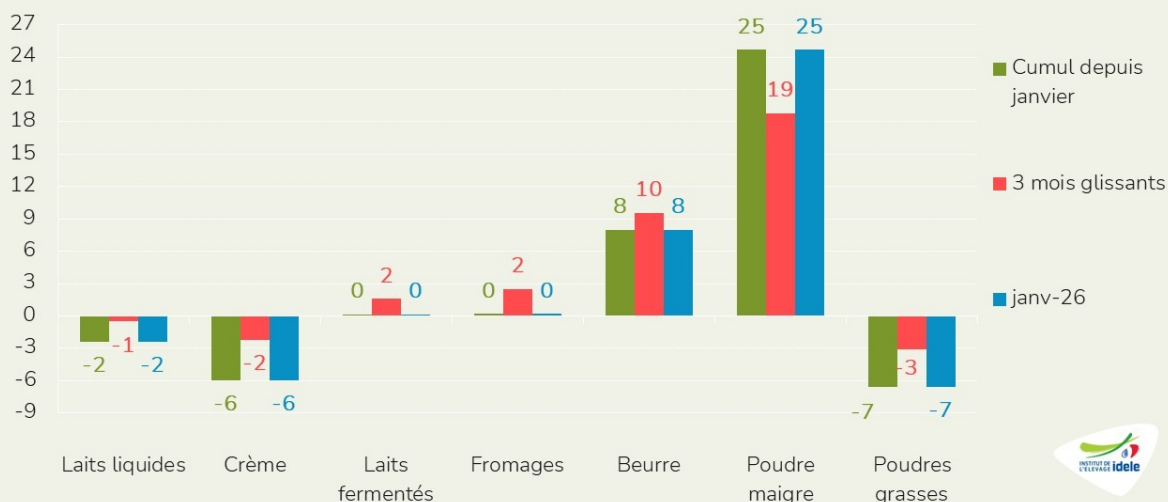
Hausse des fabrications

L'afflux mondial de lait toujours important a entraîné, dans les principaux pays exportateurs, la **hausse des fabrications de produits de commodités comme la poudre maigre et le beurre**, plus facilement stockables et exportables.

Dans l'UE à 27, les fabrications de beurre et de poudre maigre ont démarré l'année 2026 sur les mêmes niveaux qu'à la fin de l'année 2025. En janvier 2026, les fabrications de beurre avaient augmenté de 8% sur un an et celles de poudre maigre de 25%. Même tendance en cumul sur trois mois (novembre 2025 à janvier 2026) : +10% pour le beurre et +19% pour la poudre maigre.

Evolution des fabrications de l'UE-27 (%/n-1)

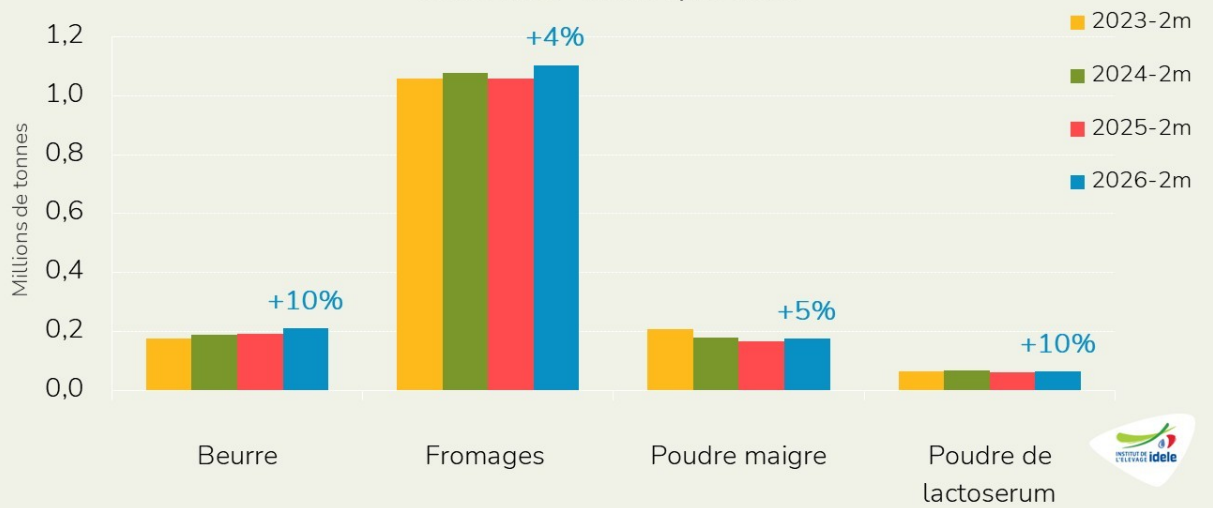
Source : GEB - Idele d'après Eurostat



L'offre **aux États-Unis** a également progressé en début d'année dans le sillage d'une collecte toujours dynamique. Sur janvier-février 2026, les fabrications de produits laitiers étaient en hausse dans le pays, notamment pour les fromages (+4% /2025), la poudre de lactosérum (+10%) mais aussi pour le beurre (+10%) et la poudre maigre (+5%).

Evolution des fabrications aux Etats-Unis sur 2 mois

Source : GEB - Idele d'après USDA

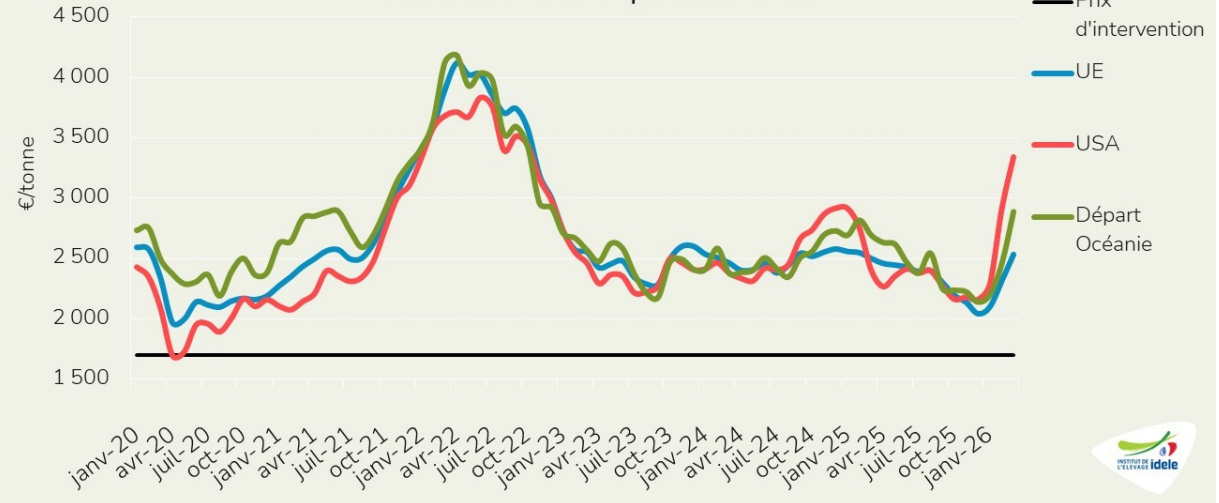


Les cours de la poudre maigre ont nettement progressé

Avec le retour d'acheteurs — estimant que les prix avaient atteint un point bas et que c'était le moment de procéder à des achats pour se couvrir sur les marchés — ainsi que du développement de conflits au Moyen-Orient, **les cours des commodities laitières se sont redressés**, en particulier ceux de la poudre maigre. L'incertitude a en outre encouragé certains opérateurs à sécuriser leurs approvisionnements sur les marchés mondiaux. En mars 2026, la **cotation départ Nouvelle-Zélande** a atteint 2 892 €/t, soit +18% en un mois et +7% /2025. Le rebond de la **cotation départ USA** a été également importante, à 3 334 €/t, soit +15% en un mois et +39% /2025.

Cours de la poudre de lait écrémé

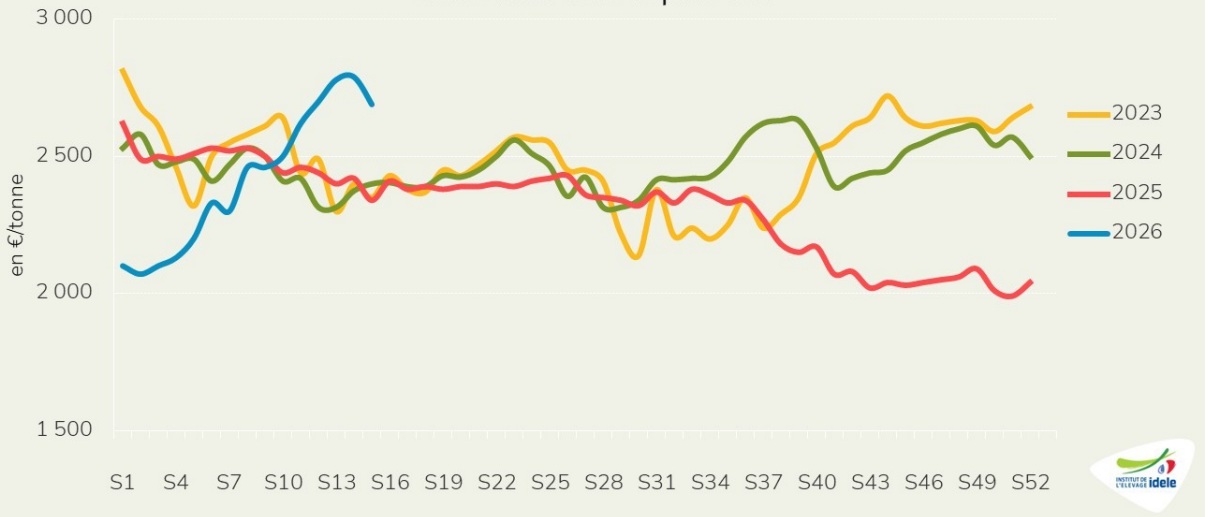
Source : GEB-Idele d'après ATLA et ZMB



La **cotation en UE** s'est également redressée, à 2 534 €/t, soit +10% en un mois et +1% /2025. En **France**, d'après ATLA, la cotation de la poudre maigre a suivi la même tendance malgré le repli récent. En semaine 15, elle atteignait 2 690 €/t, en hausse de 3% sur un mois et de 350 €/t ou de 15% sur un an.

Cotation de la poudre maigre en France

Source : GEB-Idele d'après ATLA

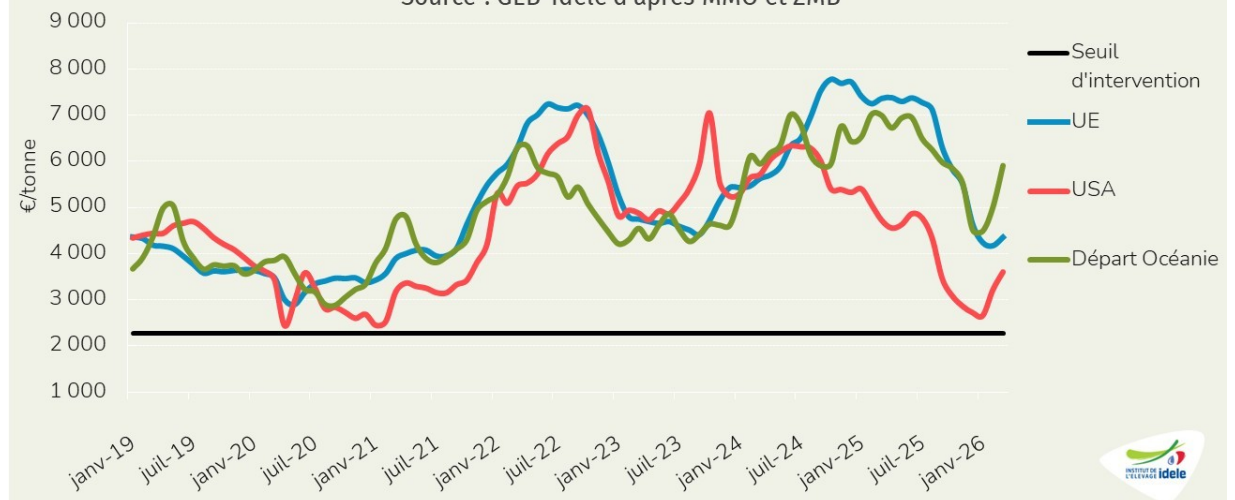


Rebond plus modéré pour les cours du beurre

A l'instar de la poudre maigre, les cours du beurre ont également rebondi mais dans une moindre ampleur. **En Océanie, le cours de beurre est orienté à la hausse depuis le début de 2026.** En mars, il s'établissait à 5 902 €/t (+18% /février 2026 mais -16% /2025). **Même constat aux États-Unis** où la cotation est repassée au-dessus de la barre des 3 000 €/t. En mars 2026, elle atteignait 3 602 €/t (+12% /février 2026 mais -24% /2025).

Cours du beurre

Source : GEB-Idele d'après MMO et ZMB

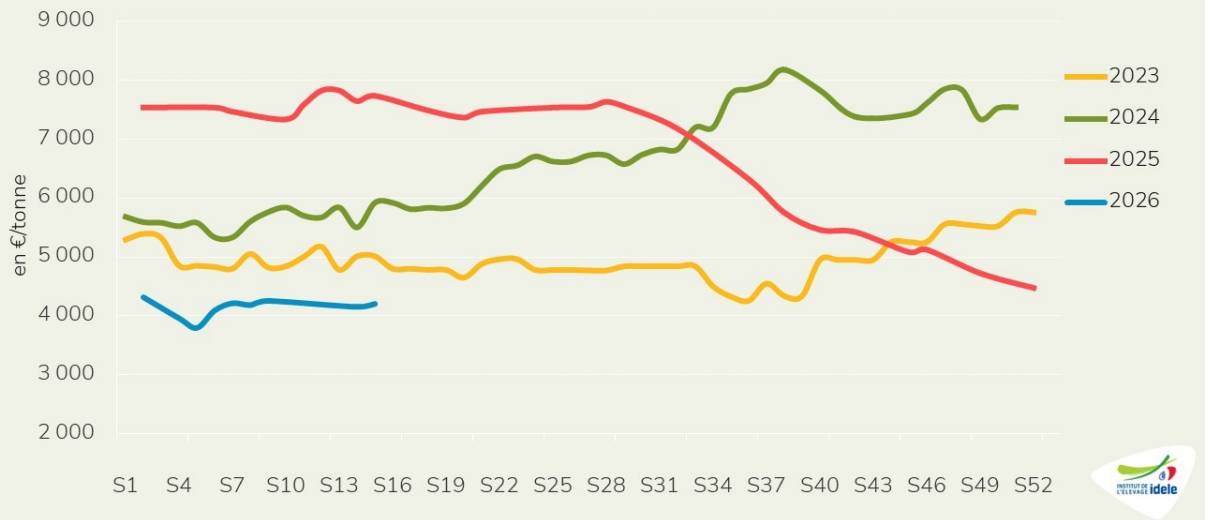


Le rebond a été plus tardif et plus limité **au sein de l'UE** où la cotation du beurre s'établissait à 4 358 €/t en mars dernier (+4% /février 2026 mais -41% /2025) alors que les fabrications y ont nettement progressé.

D'après ATLA, la cotation en **France** du beurre sur le marché spot était plus stable. A 4 200 €/t en semaine 15, elle avait peu évolué en un mois mais était en baisse de 46% en un an, soit de 3 540 €/t.

Cotation du beurre sur le marché spot en France

Source : GEB-Idele d'après ATLA

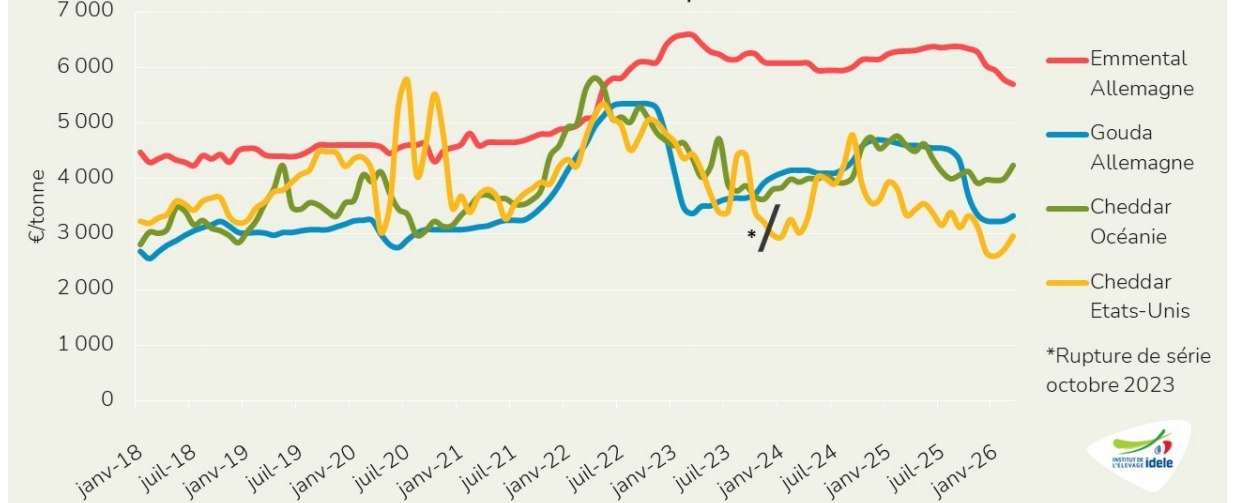


Léger rebond des prix des fromages pour l'export

La tendance haussière concerne également les fromages ingrédients potentiellement destinés à l'export. Ainsi, la cotation du **cheddar étasunien** a progressé de 9% en un mois pour atteindre 2 974 €/t en mars 2026 (-11% /2025). Même constat pour le **cheddar océanien** qui s'est apprécié de 6% en un mois, à 3 914 €/t (-8% /2025). En UE, la hausse des cours des fromages destinés à l'export est plus limitée. Ainsi, le **gouda en Allemagne**, orienté notamment vers le grand export, cotait 3 330 €/t en mars, soit +3% en un mois, mais -10% en un an.

Cours des fromages

Source : GEB-Idele d'après ZMB



La demande sur le marché intra-européen restait cependant affectée par un déséquilibre offre/demande. Ainsi, l'**emmental en Allemagne**, principalement destiné au marché européen, cotait 5 700 €/t, soit une baisse de 1% en un mois et de 10% en un an.

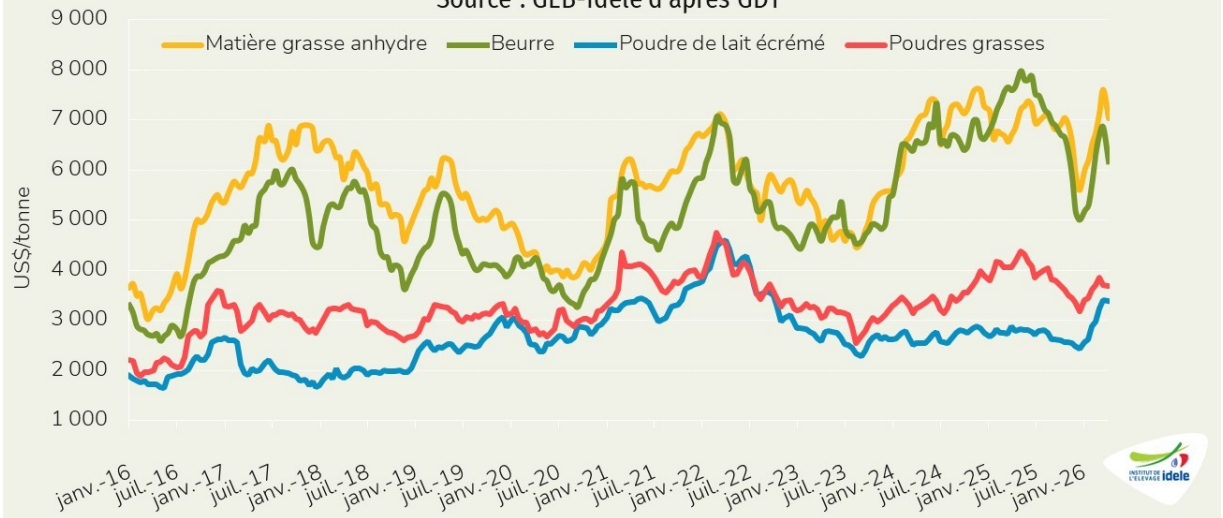
Quelles perspectives ?

Alors que les six premières enchères de l'année 2026 au sein de la plateforme *Global Dairy Trade* étaient orientées à la hausse, la dernière enchère du 7 avril 2026 s'est soldée par une baisse des prix :

- Le prix du beurre avait perdu 10% depuis la dernière enchère, à 6 181 US\$/t ;
- Le prix de la poudre maigre avait perdu 1%, à 3 381 €/t.

Prix des produits échangés sur la plateforme Global Dairy Trade

Source : GEB-Idele d'après GDT



Il reste cependant difficile d'anticiper l'évolution des prix à court et moyen terme. Mais l'offre plutôt élevée rencontre désormais l'incertitude logistique et des coûts croissants liés notamment aux perturbations des expéditions de carburant via le détroit d'Ormuz, ce qui pourrait peser sur la demande.

D'après les dernières prévisions de la Rabobank, l'instabilité géopolitique persistante, y compris les tensions impliquant l'Iran, l'Ukraine et d'autres régions, ont perturbé les équilibres du marché mondial. Les récents signes de stabilisation ou de reprise restent fragiles et pourraient être provisoires. La vigueur de l'offre de lait devrait continuer de peser sur les prix mondiaux des produits laitiers. La croissance de la production devrait ralentir en cours d'année 2026.

Offre et demande relativement équilibrées pour Pâques 2026

Dernière révision le 22 avril 2026

Viande ovine » France »

Un approvisionnement en agneaux français limité pour Pâques

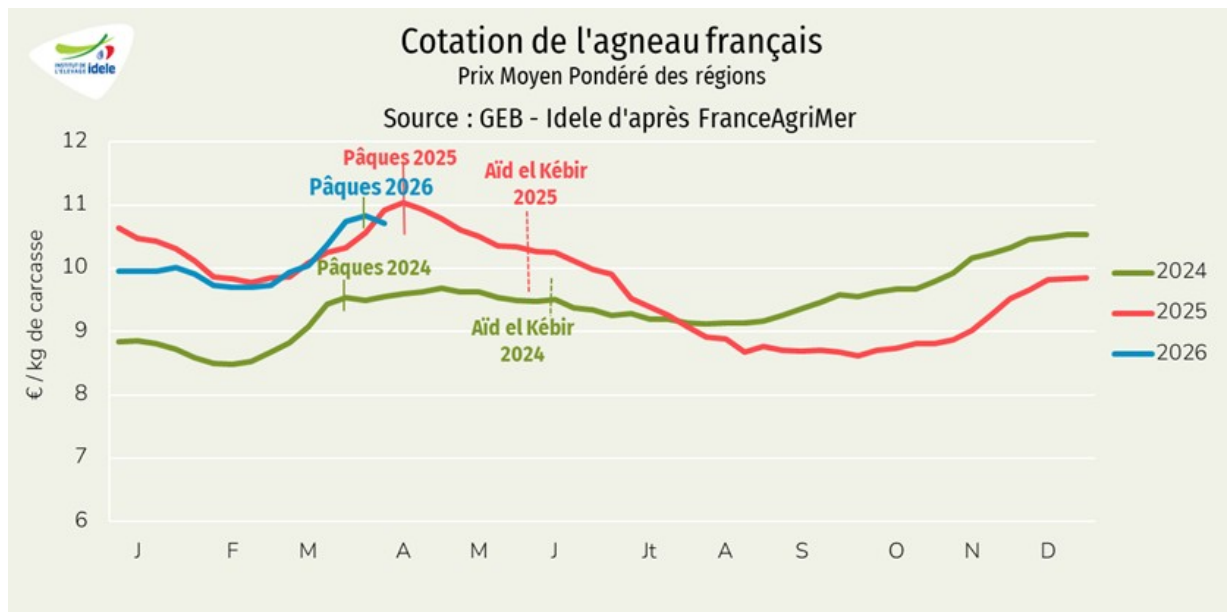
Dernière révision le 22 avril 2026

Pâques 2026 s'est dans l'ensemble bien déroulé pour la filière ovine, malgré quelques déficits en approvisionnement dans la partie nord de la France. Les achats des Français auraient été légèrement inférieurs à ceux de l'an passé.

La cotation française atteint encore de bons niveaux pour Pâques 2026

Pour Pâques 2026, la cotation de l'agneau français a atteint **10,83 €/kg**, en baisse de 0,21 €/kg comparée à Pâques 2025. Au global l'offre pascale française a été en baisse cette année. Mais une différences entre le Nord et le Sud de la France a été observée. Le Nord a manqué d'agneaux tandis qu'au Sud, où ils sont dans l'ensemble moins chers, l'offre était suffisante. La moitié sud de la France ayant probablement plus pesé dans les volumes nationaux, cela peut expliquer, au moins en partie, la baisse des cours nationaux comparés à l'an passé.

En **semaine 15** de 2026 (se terminant le 12 avril), la cotation entrée abattoir de l'agneau français atteignait **10,71 €/kg**, en baisse de 0,12 €/kg d'une semaine sur l'autre (et -0,21 €/ /2025).



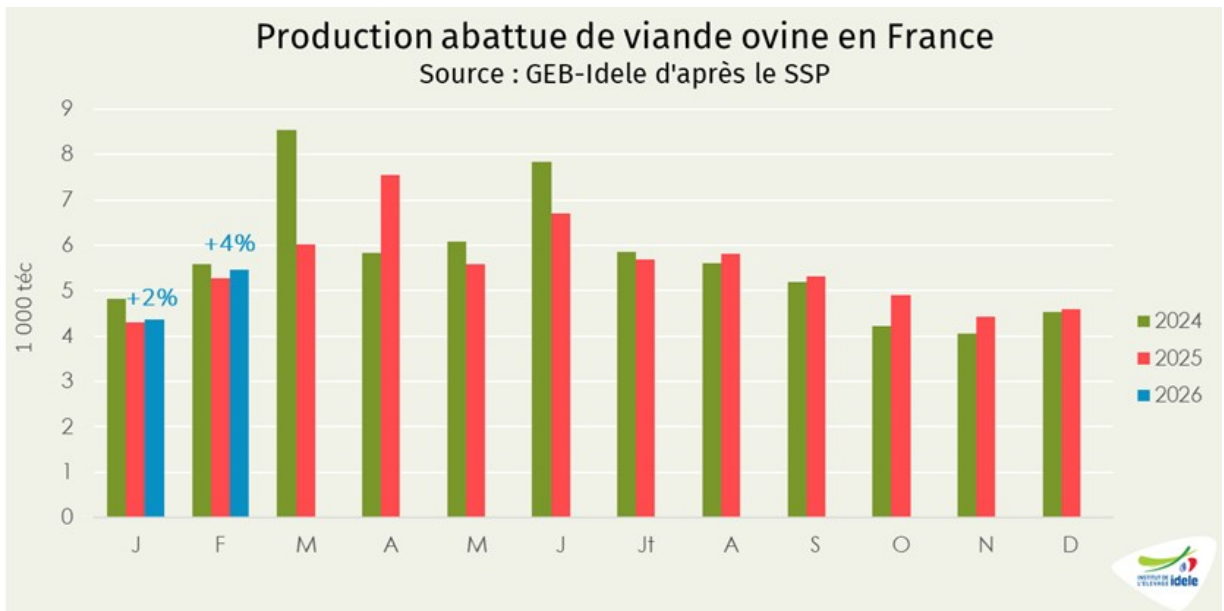
La filière redoute une chute de la cotation après l'Aïd (fin mai), comme l'an passé, avec un marché encombré : les agneaux espagnols arriveront sur le marché français après avoir fourni les pays du Moyen-Orient (contrats jusqu'à la mi-mai). La consommation des ménages français pourrait de nouveau baisser du fait de l'impact de la guerre en Iran sur leur pouvoir d'achat.

La production augmente sous l'effet d'une hausse des réformes

Selon Agreste, la **production abattue de viande ovine en France était en hausse de 2% d'une année sur l'autre sur les deux premiers mois de 2026**, à 9 800 téc, mais en recul de 10% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2021-2025).

Cette hausse est due à la fois à l'augmentation du nombre de **réformes** abattues, de +14% à 65 000 têtes, et au net alourdissement de leurs carcasses, qui sont passées en moyenne de 27,2 à 28,4 kg. À l'inverse, le nombre **d'agneaux** abattus recule, de 1% à 433 000 têtes, mais leur poids moyen de carcasse a lui aussi augmenté, passant de 18,4 à 18,7 kg. **L'absence d'agneaux importés vivants dans les abattoirs en janvier ainsi que le recul de 75% en février accentuent la baisse des effectifs abattus.** La part des agneaux importés dans les abattages français a nettement baissé au fil des ans : 8%, puis 6%, puis 5%, puis 4%, puis enfin 3% entre 2021 et 2025.

À l'échelle nationale, **on a produit moins de viande ovine que l'an passé pour Pâques**, et cela provient surtout d'une baisse des approvisionnements dans la partie Nord de la France. Dans le Sud, l'export des Lacaunes en février-mars vers l'Espagne, l'Allemagne ou encore l'Italie a pesé dans le disponible. La filière constate une **dégradation de la qualité des carcasses en lien avec l'alourdissement des animaux.**



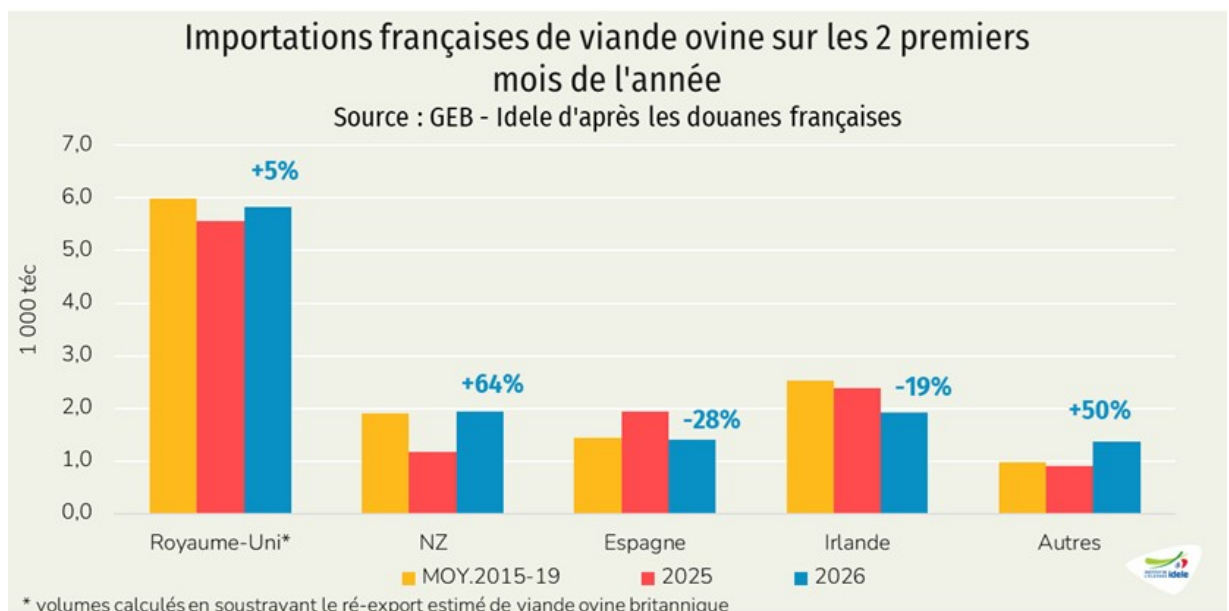
Selon les données d'Ovinfos, fournies par Interbev, **les volumes abattus autour de Pâques étaient en légère baisse par rapport à leurs niveaux de 2025.**

Les exports français d'agneaux vivants ont par ailleurs augmenté de 16% sur deux mois en 2026, totalisant 93 000 têtes. Les exports de réformes étaient en baisse de 7%.

Un décalage des sorties d'agneaux au-delà des fêtes religieuses dans certaines régions est à prévoir cette année encore : les éleveurs ont tenté de recaler les calendriers de naissance, suite au décalage de 2025 lié à la FCO, mais cela n'a pas toujours été concluant.

Après un recul en janvier, les imports de viande ovine bondissent

Les importations françaises de viande ovine destinées au marché français (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) **ont rebondi de 21% en février 2026**, totalisant 7 000 téc. **Au total, sur un cumul de deux mois, elles ont augmenté de 4% /2025, totalisant 12 500 téc (-3% /moyenne 2015-2019)**. Elles ont reculé de provenance d'Espagne et d'Irlande mais ont augmenté en provenance du Royaume-Uni et de Nouvelle-Zélande.



Les importations de viande ovine néozélandaise chilled pour Pâques ont été en partie impactées par la fermeture du détroit d'Ormuz. De nombreux gigots sont arrivés en France après Pâques.

Si les achats de viande ovine chutaient plus que la normale après Pâques, du fait des incertitudes économique induites par la guerre en Iran, les importations seraient les premières impactées : l'arbitrage se ferait avec l'import si on avait du mal à vendre les agneaux français.

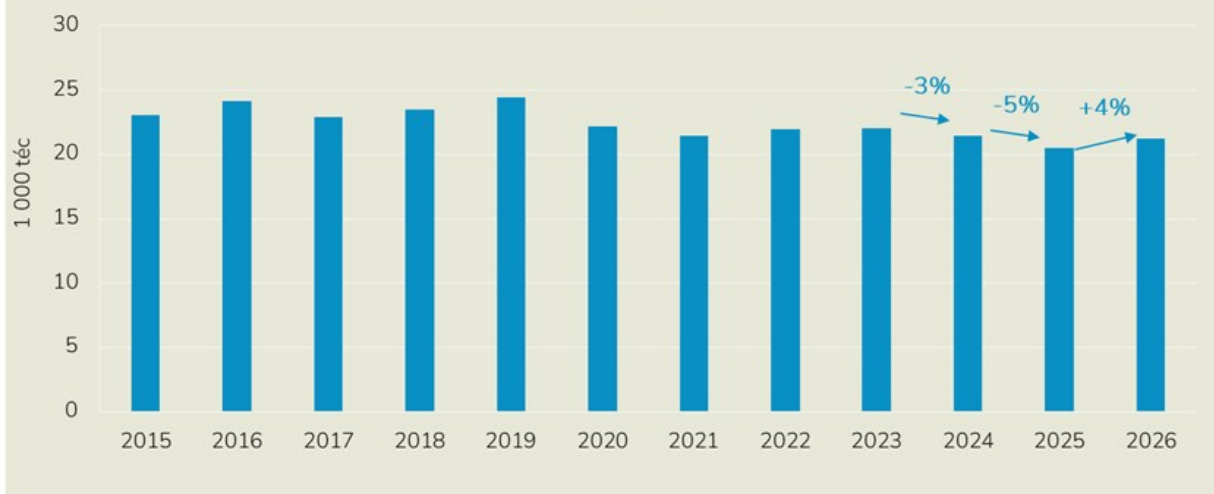
Le disponible français en viande ovine se redresse sur les deux premiers mois de 2026

Sur les deux premiers mois de 2026, la production française et les importations de viande ovine ont rebondi d'une année sur l'autre, conduisant à une hausse du disponible consommable.



Disponible de viande ovine en France sur 2 mois cumulés

source : GEB-Idele d'après Agreste et Douanes françaises



Le **disponible français en viande ovine augmente ainsi de 3,5% /2025** mais reste 10 % sous la moyenne 2015-2019.

Selon le panel *Numerator* (données fournies par FranceAgriMer), **les achats de viande ovine par les ménages français ont progressé de 1% sur 2 mois en 2026 /2025, parallèlement à une hausse de 6% du prix moyen** (à 20,17 €/kg).

La hausse des prix du carburant et l'incertitude liée à la guerre au Moyen Orient semblent ne pas avoir eu d'effet sur les achats d'agneaux pour la Pâques chrétienne, peut-être un peu plus sur la Pâques juive (prix plus élevé du casher). **Une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des Français pourrait toutefois impacter les achats hors fêtes religieuses.**

Viande ovine » UE et monde »

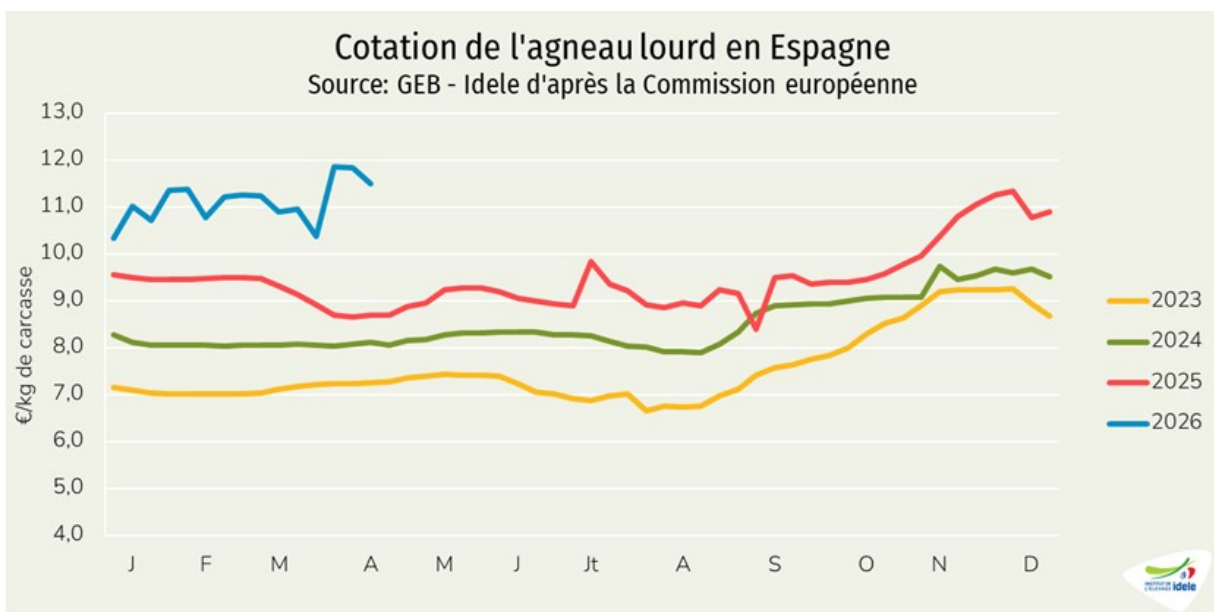
Contre-coup pour la filière espagnole

Dernière révision le 22 avril 2026

Le cheptel ovin espagnol s'est effondré fin 2025. La production et les exports, de vif comme de viande, sont en net recul. La cotation reste exceptionnellement élevée, illustrant le déséquilibre entre une offre restreinte et une demande particulièrement dynamique. Les cours britanniques sont proches de leur haut niveau de 2024, les cours irlandais remontent au-dessus de leur niveau de 2025

Espagne : la cotation reste à des niveaux exceptionnellement élevés

Après avoir atteint un point haut pour Pâques, phénomène d'ordinaire non observé en Espagne, le cours de l'agneau lourd entrée abattoir atteignait **11,49 €/kg en semaine 15**, en baisse de 0,34€/kg d'une semaine sur l'autre et en hausse de +2,80 €/kg d'une année sur l'autre.



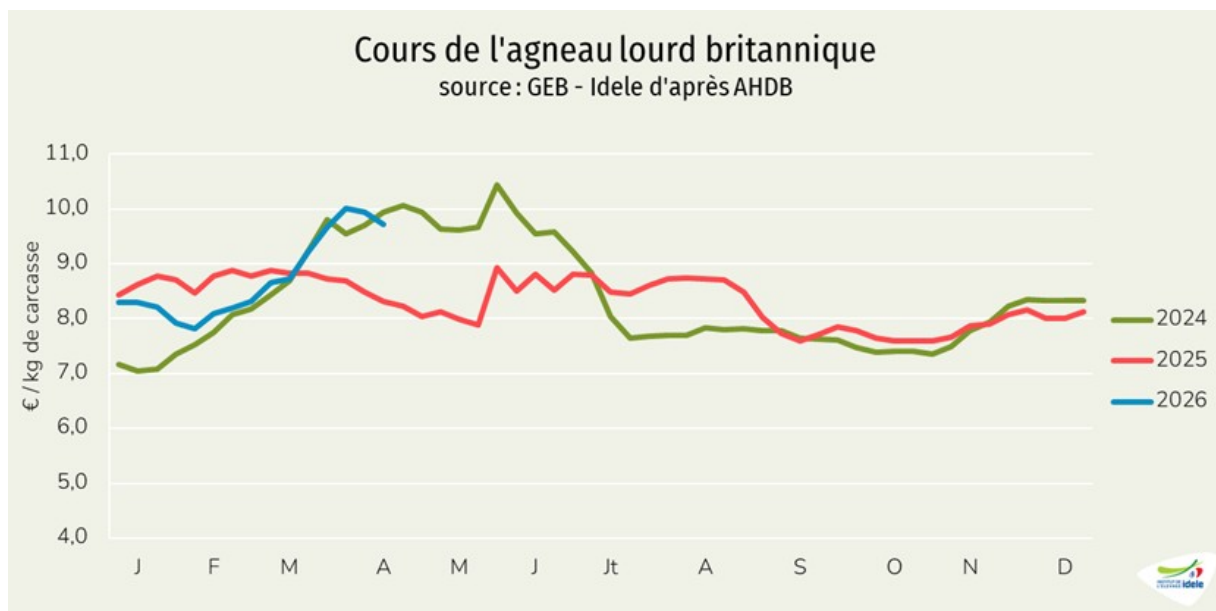
La production espagnole de viande ovine a baissé de 3% /2025 sur les deux premiers mois de 2026, totalisant 14 000 t. Les abattages d'agneaux ont reculé de 8% et ceux des réformes ont par ailleurs progressé de 5% /2025.

Les exportations de viande ovine espagnoles auraient de leur côté diminué de 5%, totalisant 7 400 téc, selon les douanes espagnoles.

Toujours sur les deux premiers mois de 2026, les exportations espagnoles **d'agneaux vivants** ont baissé de 64%, cumulant 64 000 têtes tandis que celles des **réformes** ont baissé de 66%, à 12 400 têtes.

Royaume-Uni : la cotation reste proche de son niveau de 2024

Le cours de l'agneau britannique entrée abattoir atteignait **9,72 €/kg en semaine 15**, soit -0,22 €/kg d'une semaine sur l'autre et +1,40 €/kg d'une année sur l'autre. Il évolue globalement aux niveaux de 2024, bien au-dessus de ceux de 2025.



La **production de viande ovine britannique** avait progressé de 2% entre 2024 et 2025, mais cette hausse n'avait pas permis de contrebalancer la baisse de 7% entre 2024 et 2023. Elle **est en hausse de 7% sur le 1^{er} trimestre de 2026 /2025**, à 70 000 t. C'est 2% de moins que la production ovine moyenne sur les 1^{er} trimestres entre 2015 et 2019, avant Brexit. Les effectifs **d'agneaux** abattus ont gagné 5%, à 2,9 M de têtes et ceux des **réformes** 1% à 321 300 têtes. Les carcasses des agneaux et des réformes se sont alourdies de respectivement 0,5 kg et 0,7 kg, atteignant respectivement 21,1 et 27,6 kg.

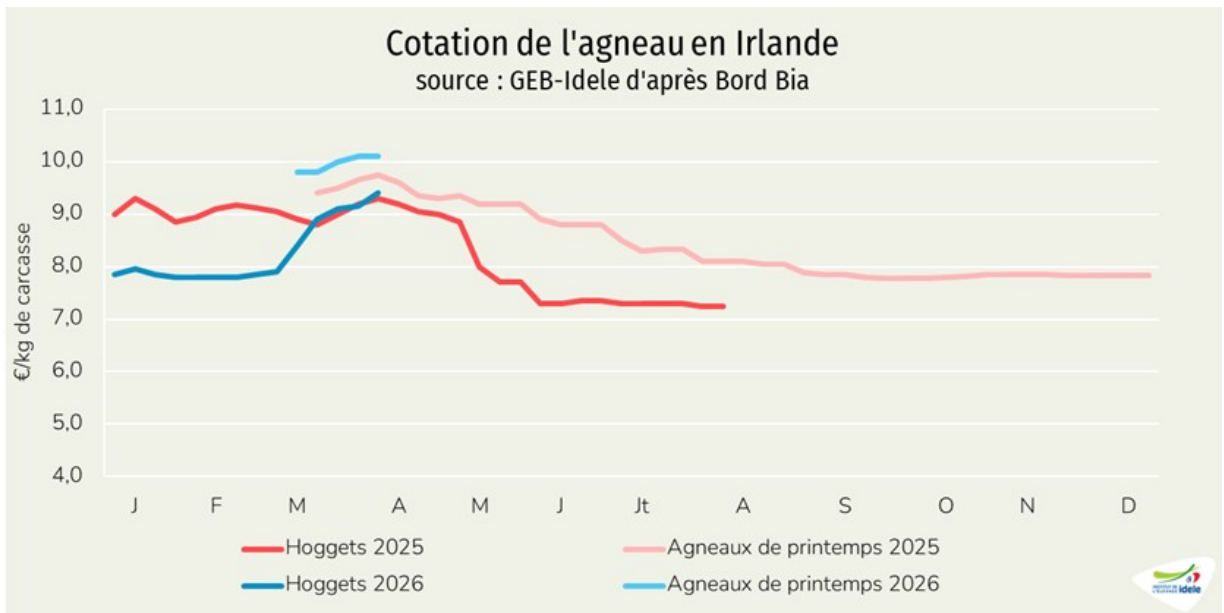
Les **importations britanniques de viande ovine** ne cessent de **progresser** depuis l'application des accords de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie en 2023 : +42% en 2024 et +3% en 2025. Sur **2 mois en 2026, ils bondissent de 12%**, à 12 600 téc, avec +50% d'Australie.

Cela permet de libérer des volumes de viande ovine britannique à **l'export**. En effet, ces derniers ont progressé de 9% en 2025 mais c'est une hausse plus forte qui a été enregistrée pour **les deux premiers mois de 2026 : +19% /2025, à 15 600 téc**.

Les **achats** des ménages britanniques reculent de 2% sur le 1^{er} trimestre 2026, avec des hausses de prix de 11% en moyenne sur la viande ovine.

Irlande : production et exportations toujours en retrait début 2026

Le cours de l'agneau irlandais de printemps entrée abattoir atteignait **10,10 €/kg en semaine 14**, stable d'une semaine sur l'autre et +0,35 €/kg d'une année sur l'autre.



La production irlandaise de viande ovine a baissé de 3% /2025 sur les deux premiers mois de 2026, totalisant 8 360 t. Les abattages d'agneaux ont reculé de 4% et ceux des réformes étaient par ailleurs stables comparé à 2025.

Les exportations de viande ovine irlandaises auraient de leur côté diminué de 10%, totalisant 6 800 téc, selon les douanes irlandaises.

Forte croissance des livraisons

Dernière révision le 23 avril 2026

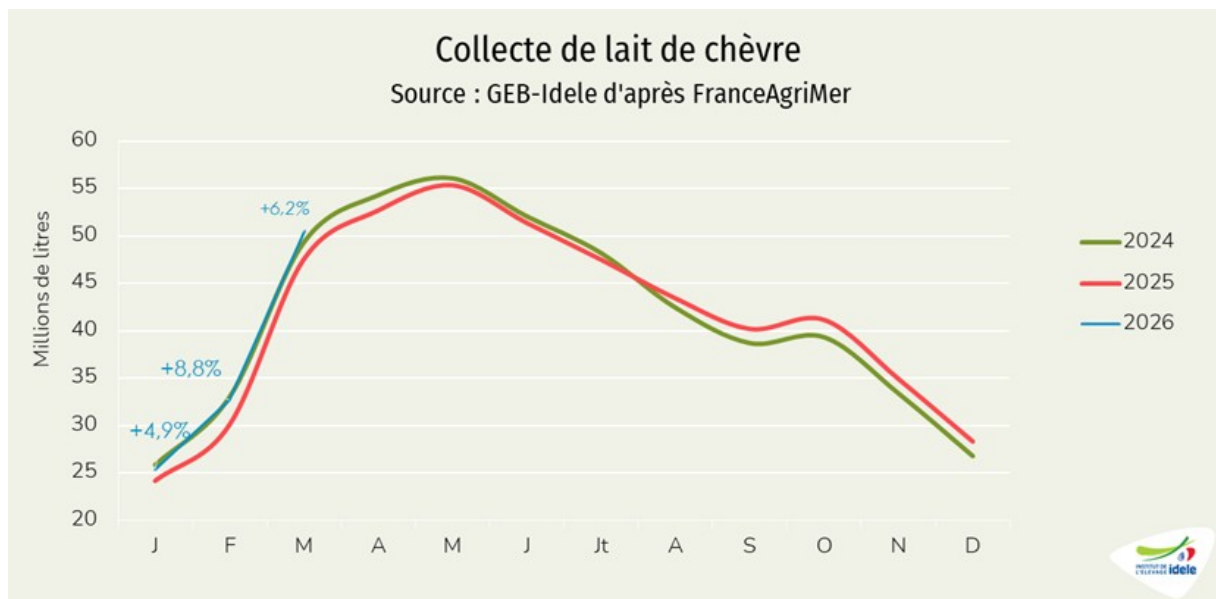
Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre » L'ultra-frais continue sa progression

Dernière révision le 22 avril 2026

En février, les volumes de lait de chèvre livrés poursuivent leur hausse. Les fabrications de fromages ont légèrement repris tandis que celles de produits ultra-frais sont toujours aussi dynamiques.

Hausse de la collecte de 9% en février

La collecte de lait de chèvre s'est élevée à 32,7 millions de litres en février 2026, une hausse de 9% /2025.



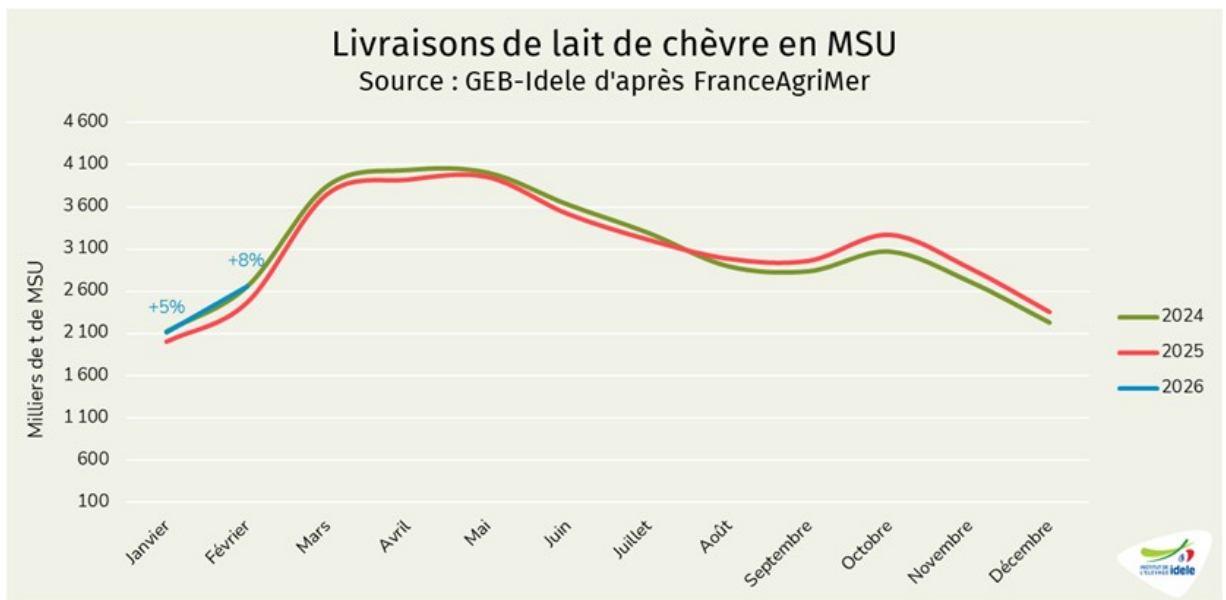
En cumulé sur les deux premiers mois de l'année, les livraisons atteignent 58 millions de litres (+8% /2025). D'après les données de l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, la **production de mars resterait dans la même lignée, en hausse de 6% /2025 et début avril, elle est même en hausse de 7% /2025** et de 5% par rapport à la moyenne 2023-2025 !

Dans la continuité de fin 2025, les livraisons de lait de chèvre ont donc débuté 2026 de façon dynamique. La qualité des fourrages de 2025 et la présence en fin d'année de plus de chèvres et de chevrettes qu'à la même date en 2024 selon l'enquête cheptel d'Agreste expliquent ce bon début d'année. Pour maintenir ce niveau de production, la récolte fourragère du printemps devra être de qualité et disponible assez rapidement, les stocks 2025 étant réduits.

La reprise de croissance de l'herbe a été précoce, dès fin février après un hiver marqué par des températures particulièrement douces et des précipitations fréquentes. Cela annonce pour la plupart des régions un début précoce d'année fourragère avec des premières fauches dès mi-mars selon les zones. Pour en savoir plus, consultez la note agro-climatique et prairie du RMT horizons prairies sur le site idele.fr.

Davantage de matière sèche utile disponible

En matière sèche utile, la tendance est la même. **Le taux de matière grasse était stable en janvier et en retrait de 1,3% en février. Celui de matière protéique était, lui, en progression en janvier et stable en février.**

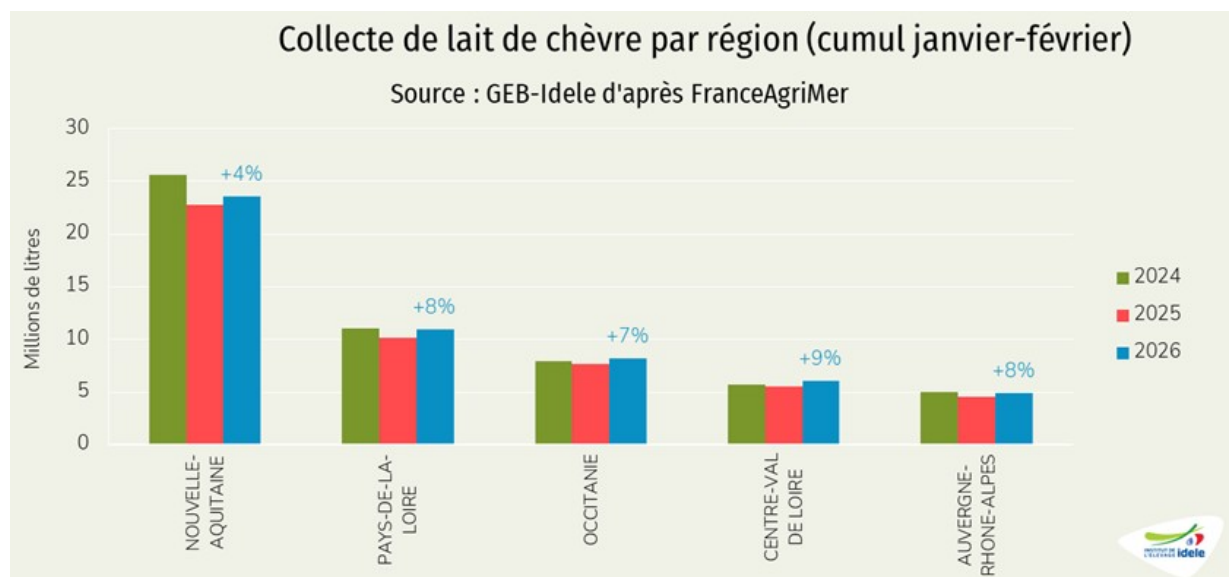


Au final, en cumul, **la matière sèche utile disponible via la collecte laitière est en hausse de près de 7% /2025** et stable par rapport à 2024.

+11% de lait livré en Centre-Val de Loire et AURA

En février, la collecte a progressé dans toutes les régions, à des niveaux variables :

- +11% en AURA et en Centre-Val de Loire,
- +9% en Pays de la Loire
- +7% en Occitanie,
- +6% en Nouvelle-Aquitaine.



En cumul sur les deux premiers mois de l'année, **les hausses sont significatives dans toutes les régions, et notamment +9% en Centre-Val de Loire et +8% en Pays-de-la-Loire et Rhône-Alpes.**

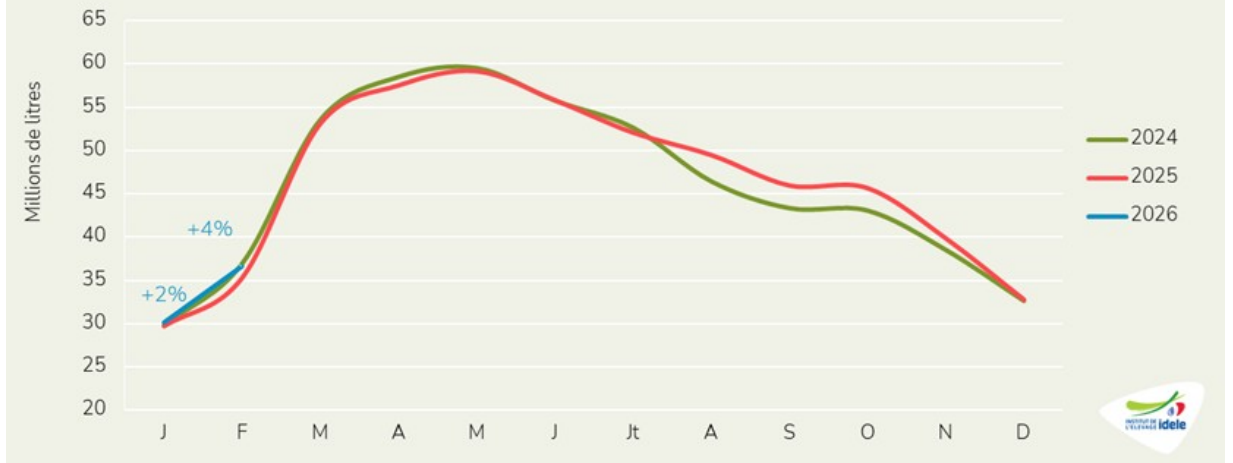
Recul des importations

En février 2026, **les stocks de produits de report caprins sont en retrait d'une année sur l'autre (-8%) et d'un mois sur l'autre (-24%).**

Les industriels français ont **importé 3,9 millions de litres équivalent lait en février 2026 (-25% /2025 et -19% / janvier 2026).** Avec une collecte affichant des niveaux supérieurs à 2025 et même légèrement au-dessus de 2024, les transformateurs ont eu moins recours aux imports.

Approvisionnement mensuel des transformateurs

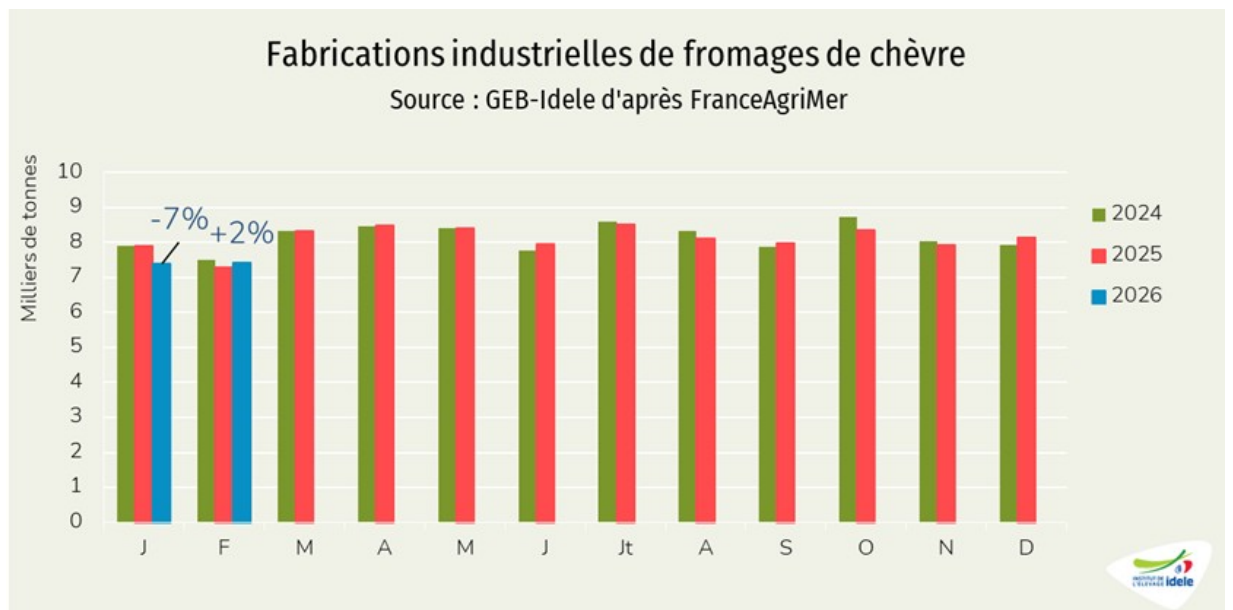
Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



Les approvisionnements des transformateurs augmentent par rapport à février 2025, à 36,6 millions de litres (+4% /2025).

Reprise des fabrications fromagères en février

Les fabrications de fromages de chèvre progressent de 2% d'une année sur l'autre en février, totalisant 7 431 tonnes.

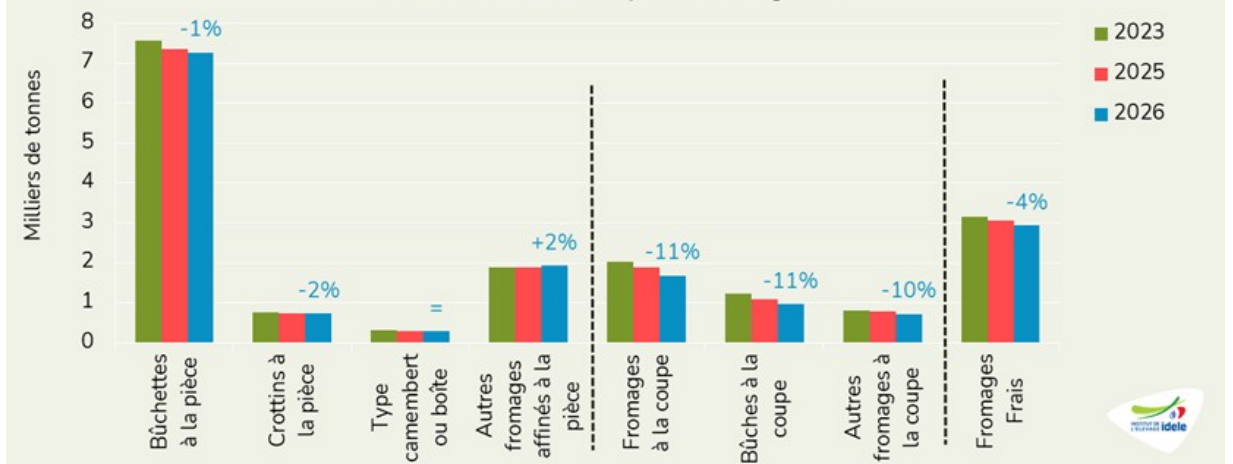


En cumul sur deux mois, elles s'élèvent à près de 15 000 tonnes, en retrait de 3% /2025.

Les fromages de chèvre dits « à la coupe », c'est-à-dire destinés à la restauration hors domicile et à l'industrie agro-alimentaire, avaient déjà souffert en 2025 des difficultés de ce secteur. Les volumes fabriqués sont en recul de 11% /2025 en cumul sur les deux premiers mois de l'année.

Fabrications par type de fromages de chèvre (janvier-février)

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



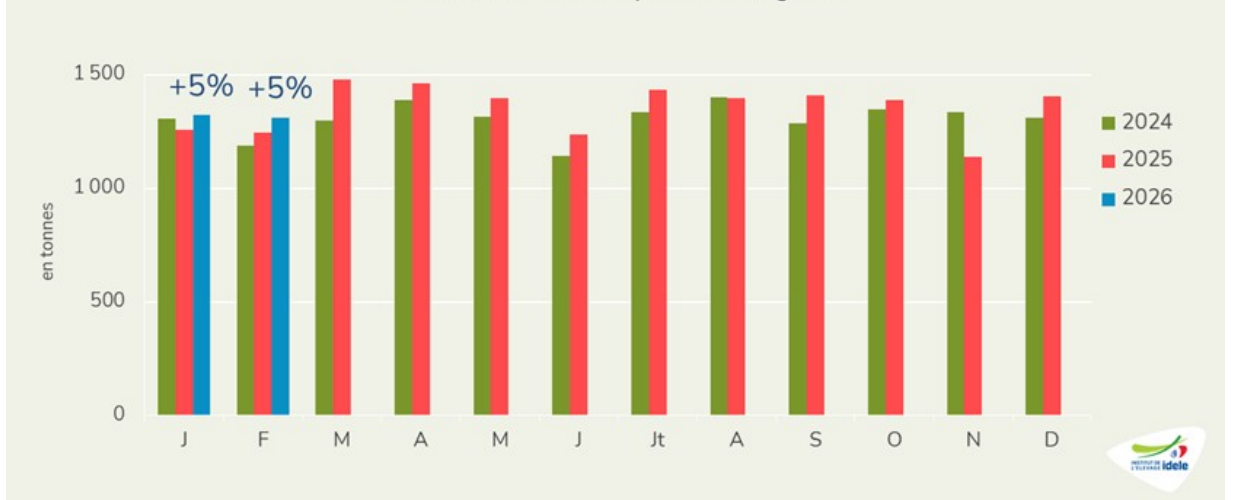
Les fromages frais, qui avaient bien progressé l'année passée, ont repris en février (+6% /2025) après un mois de janvier en retrait (-13%). En cumul, les fabrications sont donc toujours en-deçà de leur niveau de 2025 (-4%).

Quant aux fabrications de fromages de chèvre à la pièce destinés à la vente au détail, elles sont en hausse de 3% en février après un recul de 4% en janvier. En cumul, elles reculent de 1% /2025. Les fabrications de bûchette ont progressé de 1% en février (-3% en janvier) mais diminuent de 1% en cumul.

Du côté de l'ultra-frais au lait de chèvre, on constate des fabrications en hausse de 5% en février 2026 /2025. L'évolution est la même sur le cumul janvier-février 2026 /2025.

Fabrications d'ultra-frais de chèvre

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



Retour de la volatilité sur les marchés des matières premières

Dernière révision le 23 avril 2026

Envolée des prix de l'énergie

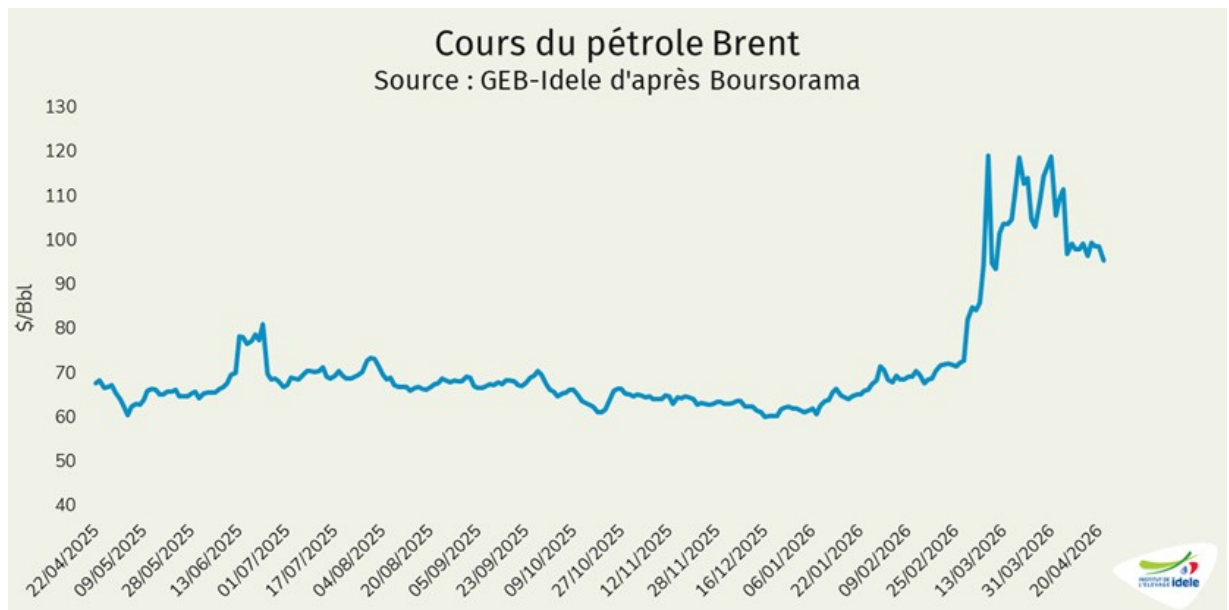
Les marchés du pétrole, du gaz et les engrais sont fortement perturbés depuis le 28 février. Ce jour marque le début du conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran et la **fermeture du détroit d'Ormuz par lequel transitent en temps normal environ 20% du pétrole et 30% du gaz naturel mondiaux, mais aussi 30 à 40% de l'urée et 20 à 30% de l'ammoniac échangés dans le monde.**

Conséquence immédiate, la hausse des cours du pétrole et du gaz, et par ricochet du GNR et des engrais. Les prix des oléoprotéagineux sont tirés par l'énergie, tandis que les céréales sont moins touchées. **Pour les filières agricoles, les conséquences immédiates, outre le prix du GNR, sont visibles sur le transport** (selon un article de La Dépêche du 8 avril, le surcoût était à ce moment-là de 3 €/t pour de l'aliment par exemple, non répercutée aux agriculteurs à cette date) et bien sûr les engrais.

Pour les industriels, le transport et les emballages plastiques font augmenter les coûts de façon significative. Il y a une réelle inquiétude sur une nouvelle période d'inflation et d'incertitude économique et géopolitique.

Hausse brutale des cours du pétrole

Les cours du pétrole sont soumis à une très forte volatilité depuis le début du conflit qui oppose les États-Unis et Israël à l'Iran. Après une première phase de forte hausse, ils sont un peu redescendus, sous les 100 \$/Bbl depuis l'annonce le 8 avril d'un cessez-le-feu de 15 jours. Mais ils varient fortement au sein d'une même journée et d'un jour à l'autre en fonction des négociations et des attaques de navires dans le détroit d'Ormuz. **Le pétrole Brent* est ainsi passé de 72 \$ le baril le 27 février à 120 \$/Bbl le 9 mars, soit +64%. Le 21 avril, il était légèrement redescendu, à 96 \$/Bbl.**



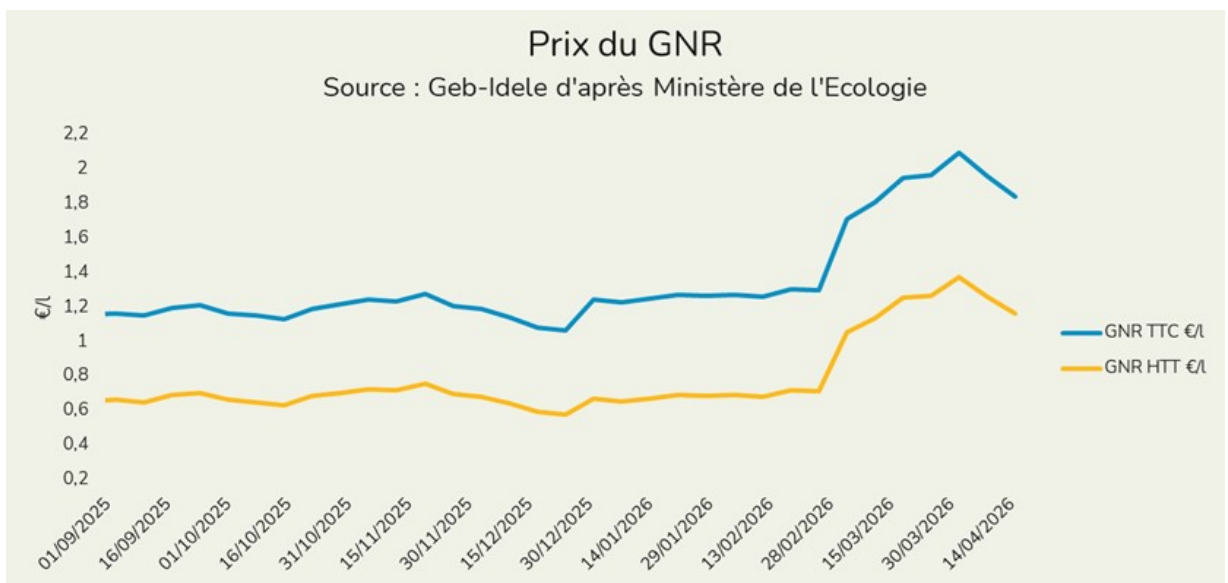
*Le Brent, dit « brut de mer du Nord », est le baril de référence en Europe.

Quant au gaz naturel, il est lui aussi fortement impacté. **Le prix du gaz naturel liquéfié (GNL) TTF* était à 39,9 €/MWh le 21 avril après un pic à 61,8 €/MWh le 19 mars.**

*Le gaz néerlandais TTF est un prix de référence européen.

+79 cents en deux mois pour le GNR

Les cours du pétrole ont entraîné dans leur sillage les carburants, avec **un gazole non routier (GNR) en France qui a bondi jusqu'à 2,094 euros/l TTC début avril, soit +79 cents par rapport à fin février, avant de redescendre à 1,84 TTC mi-avril.**



La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a annoncé plusieurs mesures de soutien aux agriculteurs. En avril, les droits d'accise ont ainsi été exonérés, soit environ 3,86 centimes par litre, et **à partir de mai, une prise en charge par l'État de 15 centimes par litre de GNR vient d'être annoncée.**

Les engrais aussi fortement touchés

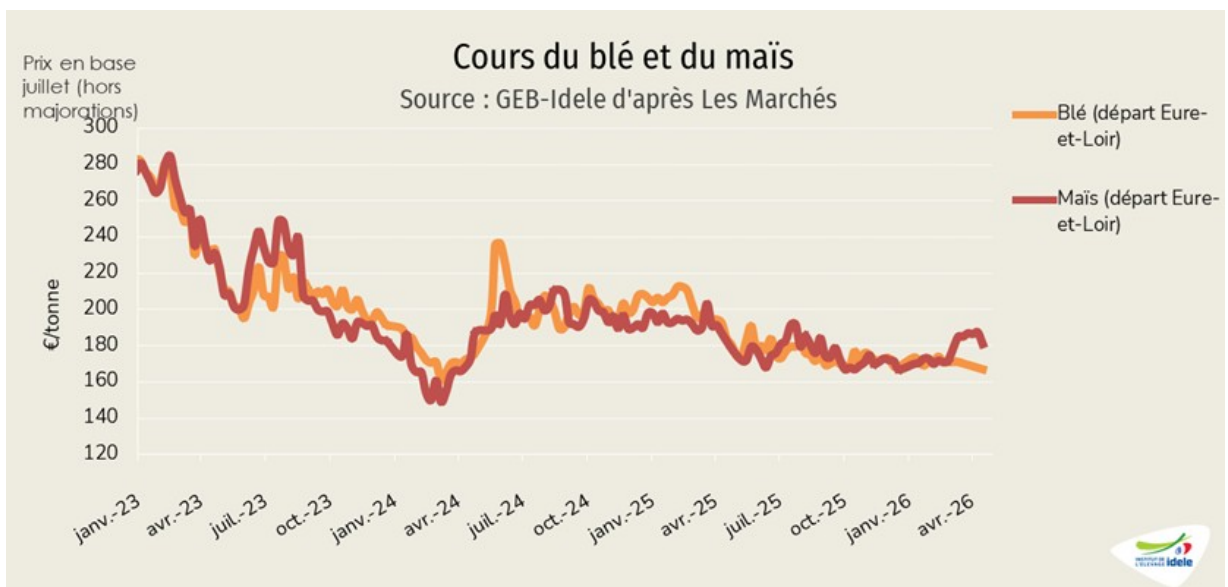
Côté engrais azotés, dont la matière première est le gaz, les prix se sont envolés depuis fin février. Mais la situation est plus complexe. Ils avaient déjà connu des hausses liées à la mise en œuvre de la taxation des engrais russes depuis juillet 2025 puis du mécanisme d'ajustement du carbone aux frontières (MACF). Selon AgrIdées, ce dernier coûterait de 42 à 62 €/ha pour une exploitation type, soit un surcoût de 6 à 8 €/tonne de blé tendre. Sa mise en œuvre plusieurs fois reportée est effective depuis le 1er janvier 2026, et a conduit à des achats importants d'anticipation en décembre.

Ainsi, **l'ammonitrate 27% départ usine était affiché à 392,5 €/t le 27 février et à 494,5 €/t le 1er avril, soit +100 €/t et +25% en un mois. Le 20 avril, il était à 496,25 €/t.**

Même si la guerre venait à cesser rapidement et que le passage des bateaux par le détroit d'Ormuz était de nouveau possible, la remise en fonction des sites pétroliers, gaziers et de production d'engrais pourrait prendre plusieurs semaines à plusieurs mois, sans compter la nécessaire réorganisation logistique. Les conséquences pourraient s'étendre aux semis et récoltes 2027.

Les céréales toujours sous 200 €/t sur les marchés physiques

Les cours des céréales ont été, jusqu'à présent, peu perturbés. Le Moyen-Orient n'est pas une région productrice ni exportatrice et leurs achats avaient été réalisés en début d'année. Les récoltes abondantes de 2025 font toujours partie des fondamentaux des marchés des céréales ce printemps.



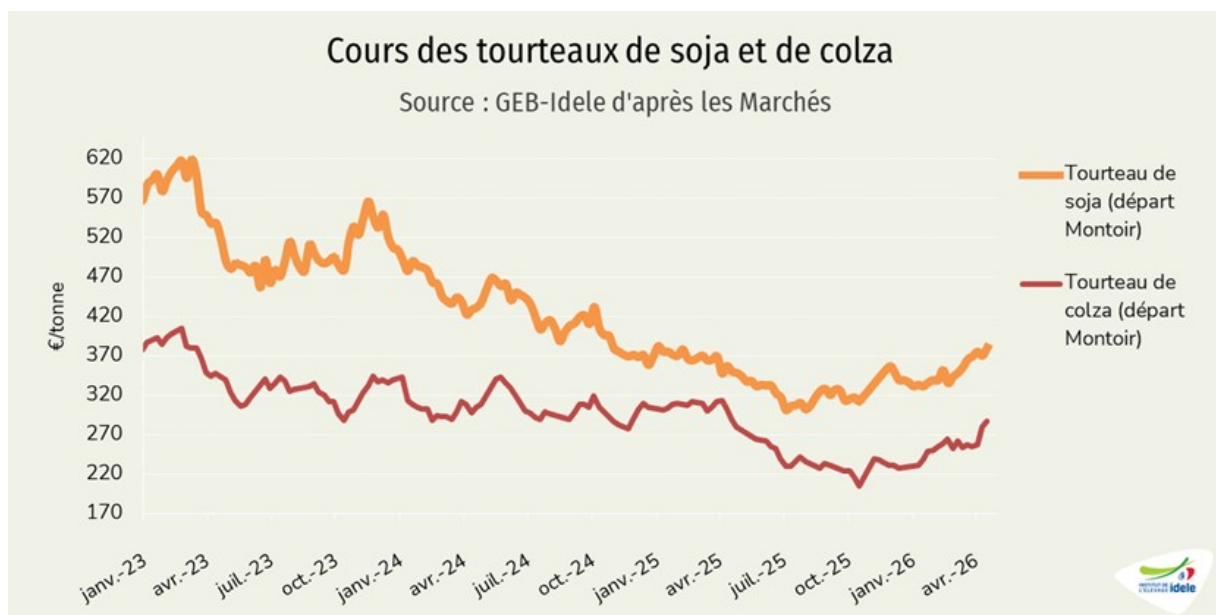
Sur les marchés physiques, les cours sont restés sous la barre de 200 €/t, qui n'a pas été franchie depuis mars 2025 pour le blé et le maïs. Les marchés à terme ont un peu plus réagi, mais modestement : le blé meunier était le 20 avril à environ 194,25 €/t (prix haut) sur l'échéance mai, le maïs à 205 €/t (prix haut) sur Euronext.

Pour la récolte 2026, 84% des blés sont dans des conditions de culture bonnes et très bonnes en semaine

15 (75% en 2025). L'absence de pluie en France fait naître quelques inquiétudes et la météo est scrutée de près. Les opérateurs s'inquiètent aussi pour la récolte 2027, si le conflit venait à se prolonger.

Hausse modérée des tourteaux

Beaucoup plus liés aux cours du pétrole que les céréales, les prix des oléoprotéagineux affichent une progression, mais qui reste modérée face à l'explosion de l'énergie. Alors que l'énergie flambe, l'huile de soja, notamment, est très demandée pour l'incorporation dans le biodiesel.



Le tourteau de soja départ Montoir est à 381 €/t mi-avril, soit environ +30 €/t en deux mois. L'évolution est la même pour le tourteau de colza, départ Montoir.

La graine de soja quant à elle a bondi dès le début du conflit, passant de 11,5 \$ le boisseau le 27 février à 12,25 le 12 mars sur les contrats à terme à Chicago. Elle est ensuite rapidement redescendue et oscille depuis autour de 11,64 \$/Bu. Le maintien des prix du pétrole à des niveaux élevés augmentait la demande pour l'huile de soja, une matière première clé dans la production de biodiesel. D'autre part, les négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, avec une rencontre des dirigeants des deux pays mi-mai laisse planer l'incertitude sur les futurs achats chinois de soja étatsuniens.